offensive

offensive

TRIMESTRIEL D'OFFENSIVE LIBERTAIRE ET SOCIALE

N°25 • 5 EUROS • MARS 10

M 05936 - 7 - F: 5,00 € - RD

MATÉRIEL

Vous pouvez commander les auto??collants
9 euros les 50
15 euros les 100
en nous écrivant à OLS, 21ter, rue Voltaire 75?011 Paris
chèque à l'ordre

Offensive Libertaire et Sociale (OLS)

Offensive Libertaire et Sociale est née au cours de l'été 2003. Notre volonté est de participer à la construction d'une réelle offensive qui mette un terme au capitalisme et qui contribue à l'élaboration d'un autre futur sans rapports de domination ni d'exploitation. Nous militons pour une société fondée sur la **solidarité**, l'**égalité sociale** et la **liberté**. Six principes fondent l'OLS :

1. **Indépendance**
2. **Fédéralisme**
3. **Assembléisme**
4. **Anti-autoritarisme**
5. **Rupture**
6. **Appui mutuel**

L'OLS se situe comme un élément dans la **constellation libertaire**, apportant sa pierre au **mouvement révolutionnaire**. Elle est une structure parmi d'autres organisations, collectifs, comités existants à un moment donné. **L'organisation n'est pas une fin en soi** et ne doit pas primer sur les luttes et sur la réflexion. Nous refusons de nous impliquer en fonction de nos seuls intérêts organisationnels, de « passer » d'une lutte à l'autre au gré des modes. Même si nous apparaissons pour confronter, défendre ou faire partager nos valeurs, nos idées, nos pratiques, notamment au travers de notre journal et lors de certains événements politiques, **nous refusons les logiques de représentation**. Dans une société fondée sur les apparences, **le mouvement révolutionnaire ne doit pas succomber aux sirènes du spectacle**.

Nous luttons plus particulièrement **contre l'apartheid social**, **les dominations** (sexisme, homophobie, exploitation économique…), **pour la liberté de circulation et d'installation**. Nous participons aux **luttes contre la précarité et le développement de la misère**, en essayant de proposer d'autres formes d'organisation sociale dans lesquelles le travail productif perdrait sa centralité.

Nous voulons construire **une société réellement démocratique**, si l'on définit la démocratie comme une forme d'organisation du pouvoir permettant de connaître et de maîtriser nos conditions d'existence. Il importe de réfléchir à de nouvelles organisations sociales qui permettent le **partage des débats et des prises de décisions**. Cela revient à **briser l'autonomie du pouvoir**. Il ne doit pas être accaparé par une minorité, mais demeurer au sein de la société : il doit être socialisé.

Nous sommes partie prenante de l'**unification des mouvements libertaires** et de l'association avec toutes celles et ceux qui développent des **pratiques anti-autoritaires et anti-capitalistes**. Nous chercherons, au sein de cette constellation, à faire vivre « **l'alternative** ».

LES ANCIENS NUMÉROS

Pour commander les anciens numéros, reportez-vous au bon de commande en page 3.

N°1 POUR UNE CRITIQUE RADICALE DE LA TÉLÉVISION — ÉPUISÉ
N°2 LA GRÈVE À RÉINVENTER
N°3 L'EMPRISE TECHNOLOGIQUE — ÉPUISÉ
N°4 GENRE ET SEXUALITÉ — ÉPUISÉ
N°5 AU SERVICE DU PUBLIC
N°6 HOMO PUBLICITUS — ÉPUISÉ
N°7 GUERRES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES
N°8 LIBÉREZ LES ENFANTS ! — ÉPUISÉ
N°9 CULTURE ÉLITISTE OU (IN)CULTURE DE MASSE — ÉPUISÉ
N°10 L'IMPÉRIALISME SCIENTIFIQUE — ÉPUISÉ
N°11 ON HAÎT LES CHAMPIONS
N°12 INTÉGRATION ENTRE MISE AU PAS ET APARTHEID SOCIAL
N°13 RÉVOLUTIONNAIRE AUJOURD'HUI
N°14 L'HORREUR TOURISTIQUE
N°15 AUTONOMIE, DÉMOCRATIE DIRECTE
N°16 PUTAIN DE SEXISME
N°17 UN COMMERCE SANS CAPITALISME — ÉPUISÉ
N°18 SPÉCIAL 68, MAI ENCORE !

OFFENSIVE N°19

trimestriel | 52 p. | 5 euros

•DOSSIER
FOUTEZ-NOUS LA PAIX !

OFFENSIVE N°20

trimestriel | 52 p. | 5 euros

•DOSSIER
TANT QU'ON A LA SANTÉ !

OFFENSIVE N°21

trimestriel | 52 p. | 5 euros

•DOSSIER
L'INDUSTRIE DE LA PUNITION

OFFENSIVE N°22

trimestriel | 52 p. | 5 euros

•DOSSIER
RURALITÉS, NOUS VOULONS LA TERRE

OFFENSIVE N°23

trimestriel | 52 p. | 5 euros

•DOSSIER
CONSTRUIRE L'ANARCHIE

OFFENSIVE N°24

trimestriel | 52 p. | 5 euros

•DOSSIER
NATURE ET ANIMALITÉ

POUR CONTACTER L'OLS
OLS c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat, 13001 Marseille.
ols@no-log.org.

LES GROUPES DE L'OLS

OLS Aveyron
walden12@free.fr

OLS Chapacans Marseille
c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat 13001 Marseille
chapacans@riseup.net

OLS Paris
21ter, rue Voltaire 75011 Paris
ols.paris@no-log.org

OLS Rhône Alpes
offensivenomade@riseup.net

OLS Toulouse
offensivetoulouse@riseup.net

OLS Tours
olrik@no-log.org

SITE INTERNET

http://offensive.samizdat.net
Retrouvez les archives, les anciens numéros, écoutez les anciennes émissions de radio, consultez l'actualité de l'OLS…

OFFENSIVE SONORE

émission de l'OLS-Paris
sur Radio Libertaire
89.4 Mhz (à Paris)

Le vendredi tous les quinze jours **de 21h à 22h30**
en alternance avec
La Grenouille noire

Édité par **Spipasso**

Imprimeur **IMB, 7 rue Résistance 14400 Bayeux**

Directrice de publication
Nicolas SERGY

Commission paritaire
1111P11461

ISSN **1771-1037**

Diffusion
Court-circuit
5, rue Saint-Sébastien, 75011 Paris, 01 43 55 69 59
contact@courtcircuit-diffusion.com

Tirage
7 100 exemplaires

Les articles font apparaître le féminin et le masculin. Si la langue est un instrument de domination et perpétue les stéréotypes sexistes, elle peut être un outil de déconstruction. Les personnes qui luttent contre le patriarcat ne peuvent se dispenser d'interroger la pseudo-«neutralité» de certains mots et la domination du masculin sur le féminin. Le langage rend la présence des femmes invisible. Féminiser les textes que nous produisons, c'est donner une visibilité à la moitié de l'humanité.

Sommaire

En bref ici 4-5

Analyses

Réflexions par temps de grippe permanente 6-7

Halte aux grands barrages 8-9

Art Workers Coalition 10-11

Histoire **Comment je suis devenu anarchiste 13**

En lutte **Pas d'aéroport pour Notre-Dame 14**

DOSSIER

Travail : Quel sens ?

Travailler, quel sens ? **16-18**

Le capitalisme tue le travail **19-21**

Manuels/intellectuels, pour un front commun **22-23**

Y'a du ménage à faire ! **24**

Le compagnonnage **25**

Travailler sans les autres **26-28**

Sortir du cadre **29**

Retrouver le sens du travail **30-31**

De l'autocratie à l'autogestion **32**

De la médecine technologique à l'ostéopathie **33**

Formes vives **34**

Travailler l'anachronisme **36-37**

Horizons

Les anars au Brésil 38-40

En bref ailleurs 41

Entretien

Autour d'un tabou : l'infanticide 42-45

Alternatives

Radio Zinzine 46-47

Contre-culture

Livres 48-49

Musique 50

Arts vivants - cinéma 51

Dossier du prochain numéro autour des **50 ans de Françafrique**

Prochaine coordination, le 10 et 11 avril autour de Grenoble. Pour plus de renseignements, contactez le groupe local.

Édito

LE DÉBAT PUBLIC... une idée à la mode. Nanotechnologies, identité nationale... nous sommes toutes et tous invité-e-s à blablater. Quoique, pour le « débat » sur l'identité nationale, le ministère de l'Immigration ait pensé à tout. Muni-e de votre invitation, vous pouvez aller débattre sur « Qu'est-ce qu'être français aujourd'hui ? ». Quoi, la préfecture ne vous l'a pas envoyée ? Vous ne devez pas remplir tous les critères, désolé pour vous... Et ne croyez pas pouvoir vous inviter dans le débat, à moins de vouloir vous frotter à quelques vigiles. Il n'est pas tous les jours facile de représenter le citoyen ou la citoyenne lambda. Vous vous en apercevez avec dépit : le débat public n'est pas un débat entre les institutions et le peuple, mais un débat entre les institutions et des citoyen-ne-s trié-e-s sur le volet.

Les libertaires – si fameux pour leur critique des processus électoraux – se retrouvent à l'évidence encore moins dans cette poudre aux yeux de démocratie directe que sont les débats publics, les sondages, « les panels de citoyens représentatifs » et autres Grenelle de chaipaquoi. Est-ce la désaffection des citoyen-ne-s pour les élections qui incite à mettre en place ces cataplasmes sur la démocratie ? Est-ce un moyen de juguler les contestations naissantes ? En tout cas, en organisant des espaces de discussion, de pseudo-démocratie, avec les citoyen-ne-s (débat public), avec des panels (sondage), avec des soi-disant-e-s représentant-e-s de la société civile (Grenelle), l'État joue sur l'illusion qu'en s'exprimant on fait avancer le débat... Sauf qu'on discute, on discute, et, au final, les lieux de décision sont les mêmes, exactement les mêmes qu'avant. Le boycott de tous ces espaces, ou éventuellement leur perturbation, restent la pratique la plus saine pour ne pas cautionner des espaces destinés à nous faire croire que...

Il est aussi amusant de constater que le même gouvernement qui ne reconnaît pas la légitimité de centaines de milliers de personnes dans la rue (« ce n'est pas la rue qui gouverne »), le même qui contourne le rejet par des millions d'électeurs-trices du référendum-traité de Constitution européenne, veuille nous faire croire qu'il écoutera quelques bon-ne-s citoyen-ne-s réunis dans une salle de conférence !

abonnez-vous

Je m'abonne à **offensive** pour une durée d'un an (4 numéros) à partir du N°_____.
Abonnement (18 euros) ☐ Abonnement de soutien (40 euros) ☐
Abonnement + abonnement d'un-e ami-e (30 euros) ☐
Je commande des anciens numéros pour un montant de _____ euros ☐

nom, prénom

adresse

mail téléphone

Si vous abonnez aussi un-e ami-e veuillez indiquer ses coordonnées ci-dessous

nom, prénom

adresse

chèque à l'ordre de **Spipasso** à renvoyer à **OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille**

COMMANDER OU S'ABONNER PAR INTERNET
en passant par Atheles : http://atheles.org/offensive

COMMANDER LES NUMÉROS PRÉCÉDENTS

Cochez les numéros que vous souhaitez commander, et **rajoutez 0,50 euro** par numéro. Notez vos coordonnées sur le bulletin d'abonnement.

☐ **N°2** La grève à réinventer (3€)
☐ **N°5** Au service du public (3€)
☐ **N°7** Guerres contre-révolutionnaires (3€)
☐ **N°11** On hait les champions (3€)
☐ **N°12** Intégration entre mise au pas et apartheid social (3€)
☐ **N°13** Révolutionnaire aujourd'hui (5€)
☐ **N°14** L'horreur touristique (3€)
☐ **N°15** Autonomie, démocratie directe (3€)
☐ **N°16** Putain de sexisme ! (3€)
☐ **N°18** Spécial 68, Mai encore ! (5€)
☐ **N°19** Foutez-nous la paix ! (5€)
☐ **N°20** À notre santé ! (5€)
☐ **N°21** L'industrie de la punition (5€)
☐ **N°23** Construire l'anarchie (5€)
☐ **N°24** Nature et animalité (5€)

en bref ici

À BAS L'ATOME CITOYEN

«"EN CAS D'ACCIDENT NUCLÉAIRE, il faut un dialogue", disent-ils.
Imaginez un accident à la centrale atomique de Gravelines, la plus puissante d'Europe: sirènes hurlantes, plaquettes explicatives, calfeutrage des fenêtres, armée sur toutes les routes pour contenir les 4 millions de Nordistes, interdiction de manger les produits récoltés et la viande produite dans la région... Bref, tout le monde crève ou attend son cancer généralisé, et la région est inhabitable pour des centaines d'années.
À "nouveau siècle", néo-nucléaire: après avoir nié, cinquante ans durant et de toutes leurs forces statistiques, la possibilité de l'accident majeur en France, les nucléocrates viennent faire enregistrer leur nouvelle doctrine: nous aurons bel et bien notre Tchernobyl, mais il nous appartiendra de "gérer" nous-mêmes le désastre, sous le contrôle "citoyen" des militaires, des "élus" et autres "acteurs de la santé"; il s'agirait ainsi de se "concerter" dès maintenant pour préparer ce "post-accidentel" auquel nous n'échapperons pas.
Que l'État et les experts de l'atome nous fassent sentir tout leur pouvoir d'usurpation, cela n'a rien de surprenant ni de très nouveau. Mais ce

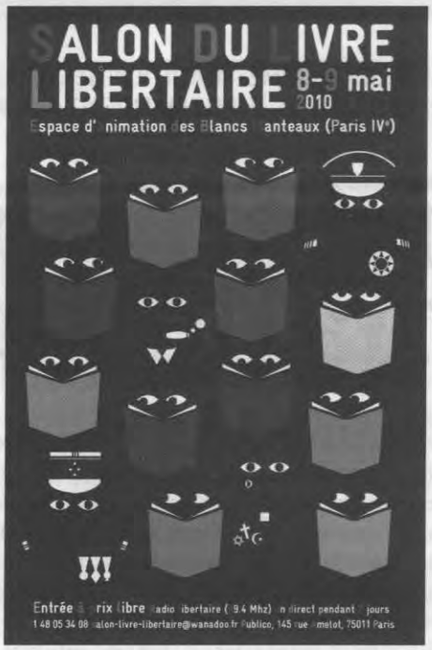
n'est pas seulement l'oppression qui s'avance, c'est la servitude volontaire. Ces politiciens, ces techniciens et ces bureaucrates n'ont pas eu besoin de s'imposer, ils ont été cordialement invités à "débattre" par une officine locale de "développement durable".
Participer, c'est adhérer: les contre-experts citoyennistes ici présents ou présents par la "pensée", n'aspirent qu'à cogérer avec le pouvoir les nuisances en cours et à venir. Ils veulent des places, ils en auront. Encore un peu de servilité et ils se verront déléguer le plein exercice du contrôle total qu'ils appellent de leurs vœux.
Pendant les colloques, les contaminations quotidiennes et les pollutions irréversibles continuent. La contamination sous contrôle citoyen, c'est toujours la contamination. La préparation à la catastrophe, c'est déjà la catastrophe. Il n'y a pas à ergoter plus longtemps sur la question nucléaire, pas plus qu'à établir scientifiquement des "plans" de sortie à grand renfort d'énergies renouvelables industrielles. N'apprenons pas à "vivre avec" le nucléaire, comme on nous l'ordonne; luttons contre la société qui le produit! Conseil des ennemis de l'atome (CEA)»
[Extrait d'un tract distribué le 4 décembre 2009 à Lille pour s'opposer à un colloque sur la gestion post-accidentelle dans la filière du nucléaire]

MANIFESTATIONS NOCTURNES MIXTES ET NON-MIXTES

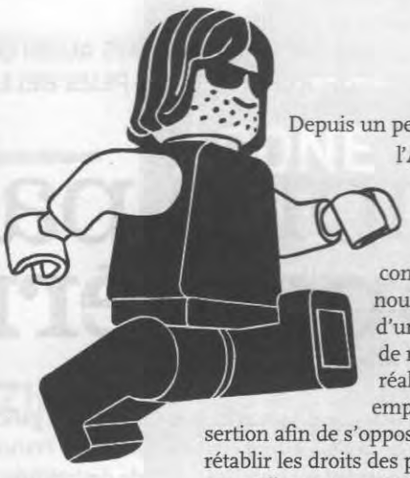
• À Grenoble, en octobre, à l'occasion de la **Journée internationale contre les violences faites aux femmes**, cent cinquante femmes, trans et lesbiennes se sont unies pour une manifestation de nuit en non-mixité. Ce soir-là, elles ont repris l'espace public et la nuit par une pratique collective et autodéterminée sans drapeau ni parti! Parce que l'espace public reste majoritairement, voire exclusivement, le territoire des hommes, surtout la nuit. Parties de la place Saint-Bruno à 20h30, elles ont marché, scandé des slogans, chanté et informé. L'humeur était festive mais le propos très sérieux. À leur passage, le nom des rues était changé, féminisé, et les vitrines, les affiches publicitaires et quelques trams étaient recouverts d'affiches, d'autocollants et de slogans. Une belle énergie qui s'est un peu prolongée à l'arrivée place aux Herbes. **Contact: manifdenuit@riseup.net**
• Une autre marche de nuit, mixte et organisée par le collectif **Toison rouge**, a eu lieu à Caen le même soir.
• À Paris, le 28 novembre, «plusieurs groupes féministes radicaux ont effectué des collages [...] Les affiches ciblaient les CAF, les Pôles emploi, les agences d'intérim et les banques (précarisation des femmes), les sex-shops et boutiques de mariage (exploitation sexuelle, économique, reproductive et domestique des femmes), les publicités Air France (complice et acteur des expulsions de sans-papières), les pharmacies (industrie cosmétique), les églises (oppression religieuse), ainsi que le mobilier urbain des rues et du métro (violences quotidiennes, physiques et psychologiques, insultes sexistes et lesbophobes, viols dans les espaces privés et publics...). Les groupes ont conclu l'action en marquant le parvis de Beaubourg d'un poing féministe, mais ont été interrompus par les vigiles du Centre Pompidou, qui ont tenté d'embarquer de force l'une des militantes. L'institution du centre d'art contemporain expose actuellement des artistes femmes, mais tentent d'entraver les actions féministes contemporaines. Les féministes seront dans la rue tant que leurs luttes seront nécessaires!»
(Communiqué du collectif Marche de nuit de Paris, contact : marchedenuit2008paris.wordpress.com). Des collages similaires ont été renouvelés en janvier.

CONTRE LES JOUETS SEXISTES

En décembre dernier, des actions contre les jouets sexistes ont eu lieu notamment à Paris, à l'initiative du **COLLECTIF CONTRE LE PUBLISEXISME**, et à Dijon. L'ordre sexiste des rayons de Jouéclub et King Jouet a été quelque peu bouleversé par des militant-e-s entonnant slogans et chansons dénonçant la construction du genre. En Belgique, le collectif **MIXINOURS** mène des actions semblables. Outre-Manche, la campagne «PINK STINKS» [«Le rose, ça craint!»] refuse les rôles étriqués imposés aux petites filles.



Un **SALON DU LIVRE LIBERTAIRE** se tiendra les 8 et 9 mai 2010 à la salle des Blancs-Manteaux, rue des Blancs-Manteaux, à Paris (IV^{e}). L'OLS-Paris sera, bien évidemment, présent durant tout le week-end.



Depuis un peu plus d'une année, l'**ASSEMBLÉE CONTRE LA PRÉCARISATION** regroupe à Marseille des individu-e-s désireux de mener des actions concrètes pour s'opposer à tout ce qui nous rend vulnérable et dépendant d'un système qui ne nous permet pas de nous épanouir. L'assemblée a ainsi réalisé des occupations de pôles emploi, CAF et autres structures d'insertion afin de s'opposer au contrôle des précaires et de rétablir les droits des personnes radiées par ces organismes. Elle s'est aussi intéressée au nettoyage social opéré dans la ville et mène des actions visant à défendre un espace public qui appartient à toutes et tous, n'en déplaise aux commerçants et politiques qui gouvernent la ville. Elle s'est récemment «invitée» aux vœux du conseil général des Bouches-du-Rhône. Pour un compte-rendu de l'action, consulter: **http://contrelapreca.eklablog.com**. L'**ASSEMBLÉE CONTRE LA PRÉCARISATION** se réunit chaque lundi à **18 h** au local de **Mille Bâbords, 61 rue Consolat, métro Réformés, à Marseille.**

L'émission **CAS libre** (Corps, amour, sexualité) est une émission de radio «libre antenne» en direct sur les questions de corps, d'amour et de sexualité qui a lieu tous les 1er et 3^{e} jeudis du mois sur radio Kaléidoscope, 97FM à Grenoble, de 20h à 21h. On peut la retrouver sur **http://cas-libres.poivron.org**

Le **Festival des résistances et alternatives à Paris** (FRAP) a dix ans! Il aura lieu du 7 au 17 mai 2010. Programme sur **http://frap.samizdat.net**

Les débats successifs de la campagne de communication pour faire accepter les **NANOTECHNOLOGIES** menée par la Commission nationale du débat public (CNDP), depuis le mois d'octobre, ont été perturbés, certains ont été annulés par les actions des opposant-e-s. Les technocrates se réfugient de plus en plus derrière des débats virtuels sur Internet... et des armadas de forces policières. Leur plan com' est raté, et le refus actif des nanos et de la société industrielle continue!
www.nanomonde.org

MUSEA MUSÉE VIRTUEL SUR L'HISTOIRE DES FEMMES ET DU GENRE

IL N'EXISTAIT PAS encore en France de musée sur l'histoire des femmes. De telles institutions existent depuis une vingtaine d'années dans de nombreux pays: États-Unis, Danemark, Allemagne, Vietnam, etc. Un musée virtuel est venue dans une certaine mesure combler cette lacune. Ce site, réalisée par l'Université d'Angers, présente aux internautes des expositions spécialisées tirant profit de recherches qui se sont beaucoup enrichies et renouvelées ces dix dernières années en prenant en compte le concept de «genre» (la construction sociale et culturelle du féminin et du masculin). L'analyse de chaque document constitue le point de départ de commentaires textuels qui peuvent être complétés par des animations. Dans la rubrique «éducation», des dossiers pédagogiques et des jeux éducatifs sont associés à certaines expositions et proposent des exemples d'activités à réaliser.
Contact: **http://musea.univ-angers.fr**

DU CHARBON DE BOIS RÉALISÉ À PARTIR DE «DÉCHETS DANGEREUX» DE LA SNCF!

DEPUIS JUIN 2003, l'utilisation des bois créosotés est interdite. La creosote, utilisée pour rendre le bois imputrescible, est une de ces saloperies chimiques que l'on a utilisées durant des générations, sachant que c'était très toxique. Mais la loi l'autorisait car cela rendait service à de nombreuses industries, leur évitant de dépenser trop d'argent...
Cette interdiction que la France a traîné à appliquer comportent encore une exception pour la SNCF. Celle-ci peut continuer à fabriquer et utiliser des traverses de chemins de fer, alors que ces dernières sont considérées comme «déchets dangereux». À ce titre, elles doivent être suivies et détruites dans un circuit agréé. Or, la SNCF s'en débarrasse auprès d'un industriel! La société Sidénergie, basée à Laval-de-Cère, récupère les traverses de la SNCF (dix mille tonnes par an) et les transforme... en charbon de bois pour barbecue, commercialisé notamment sous la marque Braisal (avec la mention «charbon naturel»). Il est très inquiétant, voire effrayant, que des déchets dangereux soient transformés en produits vendus et utilisés dans le circuit alimentaire.

VIENT DE PARAÎTRE

DIVERTIR POUR DOMINER

La culture de masse contre les peuples

Le développement de la culture de masse a entraîné l'érosion des formes autonomes de culture populaire et la dissolution des liens sociaux au profit d'un monde artificiel d'individus isolés, fondement de la société de consommation.
Le capitalisme ne peut donc être réduit à un système d'exploitation économique, il représente un «fait social total». Il ne tient que sur l'intériorisation d'un imaginaire et grâce au développement d'une culture du divertissement permanent.
Cette uniformisation des comportements et des aspirations se présente comme l'affranchissement de toutes les contraintes (sociales, spatiales, temporelles, etc.).
Survalorisée et triomphante, la culture de masse (séries américaines, nouvelles technologies, football, jeux vidéos, etc.) trouve des défenseurs même chez les intellectuels dits contestataires. Il est donc urgent et nécessaire de mener une critique intransigeante du mode de vie capitaliste et de démontrer comment notre civilisation du loisir participe de la domestication des peuples.
Offensive, L'échappée, 280 p., 13 euros

POUR COMMANDER Cet ouvrage reprend les dossiers d'Offensive n°1, 6, 11, 14. Pour le recevoir, merci de nous envoyer vos coordonnées ainsi qu'un réglement de 13 euros à l'ordre de Point de ruptures, à l'**OLS 21ter rue Voltaire 75011 Paris.**

en bref

analyse LA CRISE EN COURS EST CELLE DU CAPITALISME MAIS AUSSI DU SYNDICALISME TRADITIONNEL. SI LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE EN VIGUEUR REPARTIRA DE PLUS BELLE, LES LUTTES EN DEMANDENT AUTANT.

Réflexions par temps de grippe permanente

LORS DE LA MANIFESTATION du 1er mai 2009, laissant exprimer un sentiment de trouble, le chef de la CGT aurait confié à un notable socialiste : « Nous sommes devant un mur ! ».
La crise des partis et des syndicats ne trouve pas ses racines dans les vicissitudes du jeu institutionnel mais dans les obstacles que le système capitaliste pose à leur fonctionnement. Ainsi, le rétrécissement, voire la quasi-disparition, de l'espace de réforme dans le capitalisme contemporain affaiblit le rôle intégrateur des syndicats, paralyse les bureaucrates.
Dans sa course au profit, le capitalisme doit constamment lier salaires et productivité du travail. En période de baisse de la rentabilité du capital, l'élévation de la productivité se révèle insuffisante et le maintien des salaires pèse sur les profits[1]. Les « partenaires sociaux » doivent désormais cautionner l'augmentation de l'exploitation par une baisse des salaires et par l'élévation de l'intensité du travail (la productivité). Dans ce réformisme à l'envers, l'objectif pour les syndicats est de céder le moins possible.

Conscient des conséquences de cette évolution sur le maintien de la paix sociale, le pouvoir politique cherche à compenser la perte de représentativité des syndicats par une augmentation de l'aide de l'État. C'est le sens de la récente loi du 20 août 2009, sur « la représentativité, le développement du dialogue social et le financement du syndicalisme », signée par les syndicats (dont la CGT) et le patronat, et vantée par ce dernier comme une « révolution silencieuse des relations sociales ». Neutralisant encore plus la fonction du délégué syndical, la loi accentue la dépendance des syndicats vis-à-vis de l'État[2]. Or, le remède aggrave l'état des malades, comme le confirment la sympathie dont bénéficie le syndicat SUD auprès des salarié-e-s combatifs, les débats au sein de la CGT et la participation d'une partie de sa base aux actions illégales de l'été 2009.

CHANGEMENT DES RÈGLES DU JEU

Ce n'est donc pas parce qu'elles fonctionneraient mal ou encore parce qu'elles ne s'adapteraient pas à la radicalisation des luttes que les institutions de la gauche (partis et syndicats) sont en crise. Elles le sont, au contraire, parce qu'elles fonctionnent selon les principes du compromis et de la réforme. Ayant modifié les règles du jeu, le capitalisme impose désor-mais l'appauvrissement de la grande masse des salarié-e-s sans contrepartie négociable.
Si l'on refuse de voir l'épuisement du rôle réformiste des organisations de la gauche, alors la radicalisation des luttes des derniers mois en France (séquestrations, actions directes et menaces de destruction des entreprises) est inintelligible. Tout au plus elle sera vue comme l'expression d'une rage spontanée, reflet d'une situation injuste. « Des actes dont la portée, plus que symbolique, vous dépassent. »[3] Certain-e-s, reconnaissant que ces actions directes rencontrent l'opposition des forces politiques et syndicales, s'étonnent pourtant du fait que cette radicalisation ne trouve pas une expression politique[4]. On retrouve la méfiance envers toute action spontanée, non canalisée vers les institutions. Ces luttes devaient-elles avoir pour but d'influencer des partis et des syndicats dépassés ? « L'absence de traduction politique des aspirations populaires suscite un risque : un recours de plus en plus large à une violence sans perspectives mais perçue comme le seul exutoire d'un monde injuste et oppressant. »[5]

Cette violence est-elle vraiment sans perspective ? Ces luttes sont-elles l'expression d'un désespoir ? Et si désespoir il y a, que signifie-t-il ?

PRÉCARISATION ET ATOMISATION

Depuis des années, les travailleurs-euses sont, elles et eux aussi, devant un mur. Ils découvrent que le réalisme des syndicats aboutit à brader les « conquêtes sociales », mène les luttes à la défaite, désagrège la force collective et engendre la résignation. Ils et elles savent que le rapport de force est devenu défavorable face à l'arrogance du patronat. La restructuration récente du capitalisme a bouleversé les conditions de travail et les mécanismes d'intégration. Les séparations propres à la division du travail ont été renforcées vers une plus grande individualisation et une atomisation. La méritocratie, le culte de la compétence, l'individualisation des salaires, le démantèlement du travail d'équipe, la précarisation des statuts, la flexibilité des postes de travail, le renforcement des hiérarchies, tout est allé de pair avec la destruction des formes de socialisation existantes. Ayant naguère joué un rôle dans l'intégration des salarié-e-s au système, elles étaient aussi porteuses de valeurs de solidarité, de coopération, d'entraide et de respect mutuel, bref, elles rendaient presque supportable le quotidien du salariat. La perte de représentativité du syndicalisme s'intègre dans cette évolution, avec le remplacement du dialogue syndical par des formes de coercition individualisée. Ainsi, dans le capitalisme assoiffé d'une rapide augmentation du taux d'exploitation, l'antagonisme, la méfiance, la concurrence entre salarié-e-s, sont devenus des valeurs essentielles. « Alors que le travail était souvent un lieu de socialisation, il devient fréquemment une école de méfiance. »[6]

Face à la violence de la restructuration, ayant perdu confiance en ses « représentants » historiques, la majorité des travailleurs-euses s'est repliée sur soi. La quiétude de la capitulation a néan-

1. Paul Mattick, **Le Jour de l'addition,** L'Insomniaque, mai 2009.
2. « Dérives du syndicalisme, ou syndicalisme à la dérive ? », **À contre-courant,** août-septembre 2009.
3. **L'Humanité,** éditorial, 31 juillet 2009.
4. Anne-Cécile Robert, « Quand le jeu politique asphyxie le mouvement social », **Le Monde diplomatique,** mai 2009.
5. Anne-Cécile Robert, ibid.
6. Gildas Renou, « Les laboratoires de l'antipathie. À propos des suicides à France télécom », revue du **MAUSS** (Mouvement utilitariste dans les sciences sociales), septembre 2009 ; site de la revue **Carré rouge** (www.carre-rouge.org), novembre 2009.

moins été troublée par deux comportements hors norme. Il y a eu, d'un côté, la radicalisation d'une minorité déterminée à faire payer cher la destruction de sa vie, rappelant les valeurs d'égalité et de justice sociale contre les privilèges de la bourgeoisie. Moins prévisible a été le choix autodestructeur de certain-e-s, refermé-e-s sur elles-eux-mêmes et incapables de renouer avec une sociabilité de lutte. Le capitalisme a toujours poussé des travailleurs à mettre un terme à la misère de leur vie. Ce qui est aujourd'hui criant, c'est le lien direct entre le suicide et la désorganisation violente des conditions de travail, y compris chez les cadres et les techniciens. Ces secteurs aliénés par les sirènes de la modernité et de la promotion sociale s'étaient longtemps crus protégés, alors même que l'arbitraire patronal s'acharnait sur les travailleurs-euses. À la rage collective de celles et ceux qui se radicalisent répond le sacrifice individuel de celles et ceux qui se suicident. Cela étant, menacer de détruire l'usine et se suicider, voilà des actes qui s'opposent même s'ils peuvent avoir les mêmes causes, parmi lesquelles figure, manifestement, l'effritement de la confiance dans le système.

Lorsque la CGT avance le slogan productiviste « Lutter pour la reconquête industrielle », elle fait écho aux incantations de « reprise » des apparatchiks de la propagande économique. Or, le moins qu'on puisse dire, c'est que la proposition enthousiasme peu la classe ouvrière des anciennes forteresses du syndicalisme. Ainsi, fin 2009, la direction du groupe PSA Peugeot Citroën annonce que le plan de départs volontaires lancé en France par l'entreprise a recueilli 5 200 adhésions alors qu'il visait initialement un objectif de 3 500 travailleurs[7]. Comment, en effet, « reconquérir » un système contre lequel on est incapable de se battre ? Et pourquoi faut-il reconquérir ce qui s'effondre ? L'urgence, l'opportunité, ne seraient-elles pas de remettre en question la logique inhumaine du modèle industriel ?

DES CHOIX À FAIRE

Dans le théâtre d'Ibsen, les personnages se voient forcés de renoncer aux valeurs sur lesquelles ils avaient construit leur vie, ils doivent inventer un autre chemin, se frayer une issue dans l'impasse de l'aliénation et du mensonge social. Les travailleurs-euses sont aujourd'hui placé-e-s dans un scénario semblable. Ils et elles doivent abandonner l'idée de compromis avec les capitalistes qui a guidé leur survie pendant des générations. Ils et elles doivent s'interroger sur le rôle de l'organisation qui semblait leur être la plus proche, le syndicat, ou se soumettre alors à un effroyable enchaînement d'épreuves.

La période actuelle est caractérisée par des ruptures irréversibles qui imposent des choix vitaux et nouveaux. Nous vivons la plus forte crise du système capitaliste depuis la Seconde Guerre mondiale. Après la disparition du capitalisme d'État, ce sont les programmes réformistes de la vieille gauche qui se sont envolés. Dans une société riche, des millions de personnes voient leur existence dévastée, la vie sociale est menacée dans des régions entières. Le dialogue entre « partenaires sociaux » paraît dérisoire. Les prolétaires sont désormais mis-es au défi de concevoir une autre société en se réappropriant la vieille formule « Du passé faisons table rase ! »

La majorité est paralysée par l'ampleur de la tâche, alors qu'une minorité combative mais en désarroi cherche à recréer un rapport de force. Il y a, dans les récentes actions illégales, plus que la seule « idée de se faire entendre ». « Vous ne voulez pas nous entendre, vous allez nous craindre ! », disaient certain-e-s[8]. Lorsque l'action dépasse les limites de l'ancien « réalisme », c'est que les contours de la conscience ont bougé. Et c'est ce constat désenchanté de l'obsolescence de l'ancienne action syndicale qu'on appelle « le désespoir ».

Certes, les luttes actuelles n'ouvrent pas de perspectives. Cela traduit en partie la difficulté de se débarrasser d'un passé périmé qui n'en finit pas de finir. Et pourtant ! Que des salariés aliénés à la culture syndicale du respect de l'outil de travail menacent de faire sauter les entreprises, voilà qui traduit un chambardement des consciences. Ils et elles n'occupent plus les lieux de travail, ne tentent pas de remettre en route la production. C'est sûrement parce qu'un doute existe sur un possible retour à la précédente situation. C'est aussi parce que la division capitaliste du travail interdit aux travailleurs-euses d'envisager leur survie en dehors de l'économie mondialisée. Les projets « autogestionnaires », s'ils peuvent apparaître comme des solutions locales de survie[9], sont clairement au-dessous des exigences de la période.

UNE CRISE ET ÇA REPART

La crise du capitalisme n'est pas le signal de son effondrement. Elle est sa forme de régulation, le mécanisme qui rétablit la rentabilité du capital au prix d'énormes souffrances humaines. C'est la condition de la reprise de l'investissement et de la relance des profits, le retour au même, mais en pire ! Cet appauvrissement social arrive, après une longue période de « prospérité » fondée sur les dépenses publiques et la spéculation. Or, « mieux on vit, plus les privations deviennent intolérables, plus on s'acharne à sauvegarder son mode de vie. C'est en ce sens qu'une diminution de l'"abondance" peut suffire à faire voler en éclats le consensus social »[10]. Et c'est en mettant à nu la nature irrationnelle et déséquilibrée du capitalisme que la crise peut faire ressurgir le désir d'agir.

L'élan des luttes radicales de l'été 2009 en France s'est brisé, alors que se poursuit la désintégration sociale, que les privilèges de classe, la corruption et la prépotence s'étalent. Pourtant, rien ne permet de conclure que tout est joué, que la défaite s'est imposée.

Concessions, compromis, sacrifices ou replis égoïstes, sont des attitudes qui ne protègent pas. Aujourd'hui, plus que jamais, ce choix de la facilité est insignifiant face au rouleau compresseur du système. Il ouvre la porte à la démoralisation sociale, à l'émergence de la barbarie autoritaire. L'autre avenir dépendra de la relance et de l'élargissement de l'action collective renouant avec les valeurs émancipatrices, de la capacité à comprendre et à assumer le sens même de cette radicalisation. **Charles Reeve**

7. **Le Monde,** 25/26 octobre 2009.

8. Slogan tagué, à l'été 2009, sur les murs du siège d'EDF lors d'une occupation.

9. Ce fut le cas en Argentine après 2002. Aujourd'hui, en Espagne – où le taux de chômage est particulièrement élevé –, le nombre de petites entreprises en « autogestion » est en forte augmentation (« La crisis económica resucita la "toma" de fábricas en España », **Publico,** Madrid, 25 octobre 2009).

10. Paul Mattick, **Marx et Keynes,** Gallimard, p. 401.

analyse

L'ANCIEN PREMIER MINISTRE INDIEN NEHRU NOMMAIT LES GRANDS BARRAGES « TEMPLES DE L'INDE MODERNE », NOUS Y VOYONS PLUTÔT LES SYMBOLES DU DÉSASTRE TECHNOLOGIQUE ET DU (NÉO)COLONIALISME PROGRESSISTE. ON AURAIT PU CROIRE QU'IL N'Y AVAIT PLUS DE FLEUVES À « ÉQUIPER », MAIS LES CONSTRUCTIONS CONTINUENT ET LES RÉSISTANCES SONT NOMBREUSES[1].

Halte aux grands barrages

DEPUIS LES ANNÉES 1950, le nombre de grands barrages[2] dans le monde a explosé, passant de 5 000 à 40 000. Si leurs fonctions sont principalement de produire de l'électricité (pour étendre les réseaux et/ou augmenter leur puissance) et de servir de réservoirs pour l'irrigation, leur construction se fait souvent sur fond de célébration du progrès technologique et de gloire nationaliste. La Banque mondiale a financé de nombreux barrages hydroélectriques dans les pays « du Sud » – au profit d'entreprises de construction et d'exploitation occidentales telles que Alstom, EDF, GDF Suez.

BÉNÉFICES PEU ÉVIDENTS ET DES IMPACTS CATASTROPHIQUES

Destruction de forêts et de zones humides submergées par le lac artificiel formé par le barrage, contribution au changement climatique via le dégagement de dioxyde de carbone et de méthane produit par la décomposition de la végétation engloutie, interruption de la continuité du cours d'eau empêchant notamment le frai des poissons ou arrêt des crues saisonnières nécessaires à certains écosystèmes : les dégâts sur l'environnement et la biodiversité sont légion, du Danube au Yangtsé[3]. Comme toujours, ce qui touche les écosystèmes affecte aussi les humains : la pêche disparaît avec les poissons, l'agriculture traditionnelle avec les crues saisonnières...

La création de plans d'eau stagnante et pérenne favorise la propagation de maladies telles que la malaria (réapparue dans le Sud du Brésil à la fin des années 1980 suite à la construction du barrage d'Itaipú) ou de parasites (par exemple, la bilharziose à Assouan, en Égypte).

L'inondation de terres agricoles et de villages occasionne le déplacement massif de populations : 60 à 80 millions de personnes au total de par le monde depuis 50 ans[4] ! En général sans compensation, parfois de force, en allant jusqu'à des assassinats (au Guatemala en 1982, à la Parota au Mexique entre 2005 et 2007). À lui seul, le barrage des Trois-Gorges (Chine), le plus grand du monde, aurait déplacé de 1,5 à 2 millions de personnes. Les populations les plus touchées sont des paysan-ne-s et des peuples autochtones – ces derniers représentent 40 % des déplacé-e-s en Inde et sont majoritaires aux Philippines – qui échouent souvent dans des bidonvilles[5]. Ce sont aussi des sites historiques et archéologiques qui ont été inondés (Chine), qui sont menacés (Brésil) ou qui ont été épargnés de justesse (la ville antique d'Hasankeyf[6] suite à l'annulation du barrage d'Ilisu, sur le Tigre, en Turquie).

Sans oublier que, parfois... les barrages cèdent : en France celui de Malpasset-Fréjus en 1957, en Chine dans le Hunan en 1975, ou encore en Syrie celui de Zeizoun en 2002. Dans les zones sismiques, les immenses volumes d'eau stockés peuvent favoriser ou provoquer de (légers) tremblements de terre, ce qui peut induire des risques de rupture de barrage (c'est le cas pour l'immense barrage des Trois-Gorges ou celui de la Parota, en construction).

Le déracinement des déplacé-e-s les dépossède de leur habitat, de leurs moyens de vie (ressources, travail et terres agricoles) mais aussi de leur culture et de leurs racines. Et même pour celles et ceux qui demeurent dans la région affectée, tout un pan des habitudes de vie est bouleversé, notamment les systèmes traditionnels de récupération d'eau et d'irrigation, qui sont à la fois détruits et dévalorisés par les grands barrages.

UN DÉSASTRE TOUJOURS EN MARCHE

Alors même que tous ces effets négatifs sont largement connus, les constructions continuent dans le monde entier : par exemple le barrage d'Alqueva au Portugal en 2002, ceux très hauts (autour de 200 mètres !) de San Roque aux Philippines et de Kárahnjúkar en Islande, achevés en 2003 et 2007, ou encore celui des Trois-Gorges, dont la mise en eau s'est achevée en 2009. Le Mékong, fleuve traversant la Chine, la Birmanie, le Laos, la Thaïlande, le Cambodge et le Vietnam, et sur les berges duquel vivent 65 millions de personnes, déjà affectées par des barrages chinois (sans compter la pollution et le changement climatique), est menacé par la construction de huit nouveaux barrages dans la province du Yunnan Récemment achevé, le barrage de Xiaowan est ainsi le plus haut du monde avec 292 mètres. Vingt-trois au Laos, au Cambodge et au Vietnam autres barrages sont prévus[7].

DES RÉSISTANCES

Face à ces dégâts, les victimes s'organisent et luttent contre les projets. Les raisons de l'opposition sont parfois économiques, anticentralisatrices (rendre aux communautés locales leur ancien contrôle sur les ressources communes), mais surtout écologiques (impacts négatifs, critique de l'orgueil technologique, de la relation « pathologique » avec la nature qui caractérise de tels projets, remise en question de la notion de développement). Le refus du déplacement de personnes et des politiques de réhabilitation inconséquentes sont également forts.

1. Cette question a été rapidement abordée dans un précédent article : Anita, « L'exode rural », in **Offensive** n° 22, mai 2009, p. 24.
2. Un barrage est qualifié de grand lorsqu'il est d'une hauteur supérieure à 15 ou 20 mètres. La France en compte 150, l'Inde 1500. Dans le monde on en trouve une centaine mesurant plus de 150 mètres.
3. Voir « Le Yangtsé sacrifié », in **Courant alternatif**, novembre 2009, n° 194, p. 29.
4. Rapport de la Commission mondiale des barrages, 2000.
5. **Ibid.**
6. **La Tribune**, 2 avril 2009.
7. Rapport des Nations unies, mai 2009.
8. Intouchables, groupe d'individu-e-s exclu-e-s du système des castes.
9. Survival, 9 novembre 2009, et www.acme-eau.com.

À LIRE

Le Gang de la clef à molette et **Le Retour du gang de la clef à molette**
Edward Abbey, Gallmeister, 2005 et 2007

L'Écrivain-militant
Arundhati Roy, Folio, 2003

L'Or bleu
Maud Barlow et Tony Clarke, Fayard, 2002

Alors que leurs effets négatifs sont largement connus, les constructions de barrage continuent dans le monde entier.

Parmi les succès de ces luttes, on peut citer l'abandon du projet « vallée du silence » au Gujarat (Inde) et d'un projet financé par la Banque mondiale aux Philippines en 1981 suite à la révolte des « autochtones ». Citons aussi le combat gagné par le Cercle du Danube en Hongrie à la fin des années 1980, le retrait des banques finançant le projet d'Ilisu sur le fleuve Tigre et l'annulation du projet Traveston sur la rivière Mary en Australie en 2009. Enfin un certain nombre de vieux barrages aux États-Unis et en France ont été démantelés.

Les habitant-e-s de la vallée de la Narmadâ (Maharashtra, au centre de l'Inde) n'avaient pas été prévenu-e-s et ont découvert au début des travaux, en 1987, un projet comprenant trente grands barrages, et de nombreux autres plus petits. Elles et ils se sont alors mobilisé-e-s dans le mouvement Narmadâ Bachao Andolan (« Sauvez la Narmadâ »). Des centaines de milliers de personnes sont concernées, dont plus de la moitié sont des dalits[8] ou des membres d'anciennes communautés dont la vie est liée au fleuve (pêcheurs, cultivateurs, etc.). Le site de construction du barrage a été occupé à plusieurs reprises ces dernières années par des dizaine de milliers de villageois-e-s interrompant les travaux. Ceci a notamment conduit la Banque mondiale et deux compagnies allemandes à se retirer du projet dans les années 1990. Cependant, la Cour suprême indienne a déclaré en 2000 que le projet devait être terminé, et a débouté le Narmadâ Bachao Andolan. La retenue de Sardar Sarovar a finalement été élevée de 110 à 121 mètres en 2006, et la bataille continue.

DES VICTOIRES EN AMAZONIE

Au Brésil, plusieurs groupes indiens s'opposent depuis quelques mois au projet de barrage hydroélectrique géant Belo Monte, sur le Xingu, l'un des principaux affluents de l'Amazone[9]. Appartenant au programme gouvernemental de croissance, il détournerait 80 % des eaux de cette rivière, ayant ainsi un impact majeur sur les poissons et les forêts sur une centaine de kilomètres le long de la rivière. En 1989, une manifestation massive avait déjà permis d'annuler le projet d'une série de barrages sur le même fleuve.

Ce projet de barrage n'est pas isolé en Amazonie : le barrage de Santo Antônio, en construction sur le Rio Madeira, encore une fois pour un gigantesque complexe hydroélectrique, inondera le territoire d'au moins cinq groupes d'Indien-ne-s isolé-e-s. Heureusement, des communautés indiennes sont entrées en lutte. En 2008, les Indien-ne-s *Enawene nawe* avaient démantelé le chantier d'un barrage qui aurait anéanti la faune piscicole dont ils dépendent.

Le rapport d'impact sur l'environnement du futur barrage de Belo Monte a fait l'objet d'une contre-expertise de la part de l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables (IBAMA) qui le juge très en deçà de la réalité – ayant été réalisé par une filiale de GDF Suez, ce n'est guère étonnant...

Les Indien-ne-s, réuni-e-s en assemblée générale, ont fait une déclaration commune en novembre dernier dans laquelle elles et ils se prononcent contre toute construction de barrage, et appuient l'importance de leur parole du fait qu'elles et ils sont les premiers intéressé-e-s, et capables de préserver l'écosystème dans lequel ils vivent. L'appel d'offres pour la concession du barrage hydroélectrique a été annoncé, le bras de fer n'est donc pas terminé.

Citons aussi la lutte de milliers de paysan-ne-s mexicain-e-s indien-ne-s/indigènes contre le projet de barrage de La Parota (État du Guerrero), par voie judiciaire et piquets pour empêcher les travaux depuis 2003.

Quelques ONG internationales apportent leur soutien à ces luttes, dont International Rivers Network et Amnesty International.

Ces combats portent non seulement contre les barrages géants, mais aussi sur la défense des petites structures et des méthodes de gestion durable et équitable des ressources en eau, avec des processus de décision au niveau des communautés. Ces luttes impliquent donc une remise en cause globale de l'organisation politique ! **Anita**

AGIR

En lutte en France...

- **Salvem u Rizzanese** http://www.rizzanese.fr contact@rizzanese.fr
- **Gabas nature et patrimoine** 05 59 04 13 11, gabas@lautre.net
- **AIDOT** 16 route de Dours, 65800 Orleix, 05 62 36 33 71
- **Comité de défense contre le barrage de Charlas** 31350 Saman
- **SOS Loire vivante** 8 rue Crozatier, 43000 Le Puy-en-Velay, 04 71 05 57 88, www.sosloirevivante.org sosloirevivante@rivernet.org

... et ailleurs

- **Mouvement Xingu Vivo Para Sempre** movimentoxinguvivoparasempre@yahoo.com.br
- **Narmadâ Bachao Andolan** www.narmada.org

DES LUTTES EN FRANCE

En CORSE, l'histoire de la résistance au barrage du Rizzanese est déjà longue, menée avec succès d'abord par l'ADRE (Association de défense du Rizzanese et de son environnement) sur le plan juridique et local (Voir Georges Mattei, Le Barrage de la honte, L'Harmattan, 2008), puis depuis 2008 par le collectif Salvem u Rizzanese, qui effectue par exemple un travail sur les solutions alternatives et la sobriété énergétique avec négaWatt. Actuellement, les travaux avancent vite et les dégâts sont déjà considérables. EDF fait son maximum en termes de communication : une maison de l'énergie à côté du chantier du barrage et des plaquettes publicitaires pour faire l'apologie de l'hydroélectricité, des plantation d'arbres – pour faire oublier la forêt primaire abattue et brûlée ?! –, des visites sur le chantier pour les scolaires, etc. De nouveaux barrages sont maintenant prévus ailleurs en Corse.

D'autres projets de barrage – destinés à l'irrigation du maïs – sont contestés dans le Sud-Ouest de la France : Eslourenties, l'Ousse près de Tarbes, ou Charlas en Haute-Garonne (voir « En lutte »).

analyse LE MONDE DE L'ART AMÉRICAIN N'A PAS ÉTÉ ÉPARGNÉ PAR LES MOUVEMENTS CONTESTATAIRES APPARUS DANS LES ANNÉES 1960. À NEW YORK, EN 1969, UN GROUPE D'ARTISTES SE DÉFINIT COMME TRAVAILLEUR-EUSE-S DE L'ART ET MÈNE LE COMBAT CONTRE LA GUERRE DU VIETNAM, LE RACISME, LA RÉPRESSION ET LES INSTITUTIONS CULTURELLES COMPLICES.

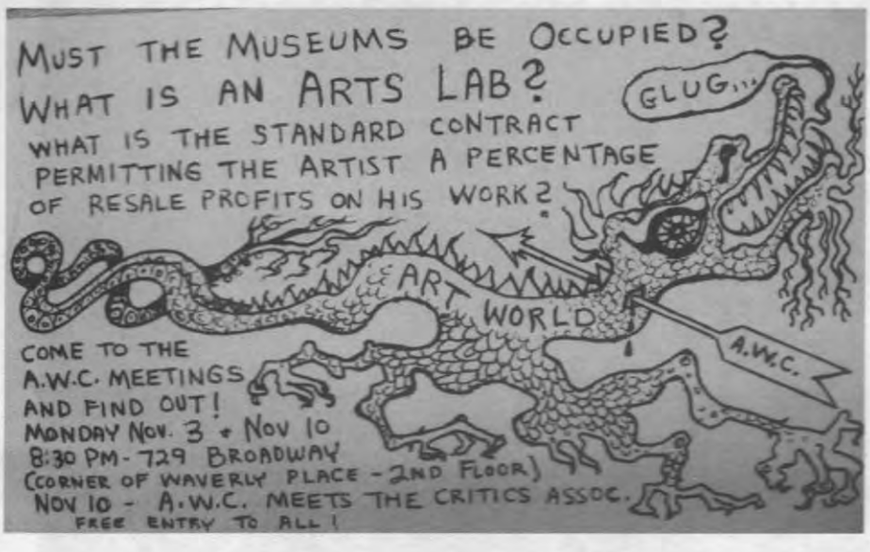
Art Workers Coalition

1969 : la révolte des artistes new-yorkais-es

EN AVRIL 1965, alors que les États-Unis intensifient leurs bombardements aériens au Vietnam depuis presque deux mois, le *New York Times* publie une lettre ouverte du Writers and Artists Protest[1] dont le titre est on ne peut plus explicite : « End your silence »[2]. Ce qui a été le premier comité d'artistes contre la guerre du Vietnam demandait aux peintres, sculpteurs-trices, musicien-ne-s, danseurs-euses, mais aussi aux institutions, musées et galeries, de prendre ouvertement position contre la politique étrangère américaine. D'autres comités naîtront l'année suivante, alors même que la guerre prend une place centrale dans l'œuvre de certain-e-s artistes dont l'engagement ne faiblira pas. Leon Golub, peintre et graveur à l'origine de l'association des Angry Artists Against the Vietnam War[3], basée à New York, parlera de « l'obsession du napalm »[4]. Comment continuer à peindre, exposer, dans un contexte où les institutions culturelles sont complices d'un État en guerre ? Comment aller au-delà d'un militantisme de la représentation, et dépasser le cadre de la toile dans ses engagements politiques ? L'enlisement des États-Unis dans le conflit et la croissance des mouvements étudiants, des luttes pour les droits civiques et pour les droits des femmes révéleront aux artistes les voies d'un militantisme politique que beaucoup mettront au cœur de leur pratique artistique.

La diffusion et l'exposition des œuvres deviennent un terrain politique qui ne doit pas se laisser investir par l'État et ses institutions.

La transition vers la décennie 1970 marque la radicalisation des actions et des propos des artistes, rassemblé-e-s depuis janvier 1969 au sein de l'Art Workers Coalition[5]. Alors qu'en pleine guerre froide les artistes de l'École de New York, comme par exemple Jackson Pollock, avaient vu leur art devenir arme politique et vecteur de l'impérialisme culturel américain à l'étranger[6], les générations suivantes refusent les échos idéologiques d'une avant-garde dont ils et elles ne maîtriseraient pas les enjeux politiques. Le discours critique, la diffusion et l'exposition des œuvres deviennent un terrain politique qui ne doit pas se laisser investir par l'État et ses institutions. La naissance de ce mouvement des « travailleurs de l'art » rassemble alors les revendications des artistes, à la fois contre la guerre et pour une redéfinition de leurs relations avec les institutions culturelles, de leur production et de leur statut au sein de la société.



Invitation à une réunion de l'Art Workers Coalition, 1969.
Archives of American Art, Washington DC

TRAVAILLEUR-EUSE-S DE L'ART EN LUTTE

Ainsi, en janvier 1969, Takis, artiste grec installé à New York, fait irruption dans une exposition du musée d'art moderne afin de retirer son œuvre, dont il considère l'usage inapproprié et contraire à ses volontés. Acte fondateur de l'Art Workers Coalition, cette intervention de l'artiste dans le musée inaugure une série d'actions, manifestations et grèves dont les répercussions sur la vie culturelle américaine seront essentielles. Les termes mêmes adoptés par les artistes, qui se désignent comme travailleurs de l'art, témoignent du changement radical qui s'opère à la fin de la décennie : l'artiste n'est plus représenté-e comme un génie au talent inné, dont la pratique se distinguerait d'un artisanat sans imagination et s'épanouirait dans des sphères éloignées de toute contingence politique ou sociale. Héritée d'une histoire européenne de l'art, cette conception de l'artiste est très largement rejetée au profit d'une assimilation du travail de l'artiste à celui de l'artisan-e ou de l'ouvrier-ère. La distinction entre le travail « réel » et le travail d'artiste, dont l'idée sous-jacente est que le premier est dénué de toute créativité, est remise en question dans un contexte politique et esthétique qui ramène au premier plan quelques précédents historiques comme l'Art Workers Guild[7], fondée en Angleterre en 1884 dans la lignée du mouvement Arts and Crafts[8], de l'artiste socialiste William Morris, et surtout les mouvements de protestations de l'Artists' Union[9] dans les années 1930. Ce syndicat d'artistes fondé en 1933 entendait « forger des liens entre artistes et prolétaires »[10] et protester, aux côtés des travailleurs, pour plus de droits et de meilleurs salaires, alors que le statut des artistes au sein des nouveaux programmes du New Deal était celui de travailleur salarié, dépendant d'un programme de commandes publiques sans précédent[11]. L'organisation de ce premier syn-

1. Groupe dont le nom signifie « écrivains et artistes en lutte ».
2. « Cessez de vous taire ».
3. Qui signifie « artistes enragées contre la guerre du Vietnam ».
4. Leon Golub, **Do Paintings Bite ?**, édité par Hans Ulrich Obrist, Cantz Verlag, 1997, p. 153.
5. En français, « l'Union des travailleurs de l'art ».
6. Voir Serge Guilbaut, **Comment New York vola l'idée d'art moderne,** Hachette littératures, 2006.
7. « Guilde des travailleurs de l'art ».
8. Littéralement « arts et artisanats ».
9. « Syndicat des artistes ».
10. Andrew Hemingway, **Artists on the Left : American Artists and the Communist Movement, 1926-1956,** Yale University Press, New Haven, 2002, p. 20.

dicat d'artistes, ses actions et ses publications (notamment le journal *Art Front*) influencent alors largement les artistes des années 1960.

En revanche, la création de l'Art Workers Coalition, contemporaine de celle d'un nouveau programme de soutien et de financement des artistes et des institutions par le gouvernement fédéral, se fait dans un plus grand souci d'indépendance vis-à-vis de l'État. La cible des revendications : le musée, qui rassemble tous les mécontentements. Car les gouverneurs, les membres du Congrès, mais aussi les marchands d'armes pèsent de tout leur poids dans l'administration des musées américains, qui fonctionnent par *trustees*, c'est-à-dire par actionnaires-gestionnaires des institutions culturelles. Ce qui était à l'origine, lors de l'action de Takis, un mouvement en faveur de la reconnaissance des droits de l'artiste à disposer de son œuvre, prend une plus grande ampleur, et la lutte contre le musée rassemble les luttes antiguerre, puis celles pour les droits civiques et les droits des femmes notamment. Parmi les nombreux comités formés au sein, puis en marge, de l'Art Workers Coalition, naissent par exemple le mouvement Art Strike Against Racism, War and Repression[12] et le comité Women Artists in Revolution[13]. Ces dernières s'associent rapidement afin de fonder des espaces d'exposition réservés aux femmes artistes, autogérés, et développant un art pétri de la lecture des ouvrages des féministes Betty Friedan et Kate Millett.

RADICALISATION DU MOUVEMENT

Grèves et manifestations se multiplient alors sous l'égide de l'Art Strike, qui entend faire fermer galeries et musées en signe de protestation. Certain-e-s artistes retirent leurs œuvres, et des piquets de grève envahissent les principaux musées de New York, qui se voient obligés de fermer lorsque leurs employé-e-s rejoignent les artistes. Le mouvement se radicalise et plusieurs artistes, comme Jean Toche, du Guerrilla Art Action Group[14], prôneront la confrontation directe de l'artiste avec le musée, force socialement et culturellement réactionnaire, qui reproduit généralement une ségrégation de fait entre artistes blancs, noirs et portoricains, et dont le pouvoir d'oppression culturelle n'est qu'un dérivé du pouvoir fédéral.

La montée des violences en 1969 et les assassinats de Kent State finissent de radicaliser le mouvement, et certain-e-s demanderont à l'Art Workers Coalition de réaffirmer ses engagements sans compromission. C'est ainsi que se créent les International Cultural Revolutionary Forces[15], qui formulent alors les demandes suivantes : « 1) Tous les artistes arrêteront de créer pour devenir des activistes politiques et sociaux, 2) Tous les artistes rejoindront le combat pour une libération culturelle et sociale, 3) Le travail de l'artiste deviendra l'outil de sa libération, de la libération de sa communauté et de la société ». Le passage de l'art à l'activisme sera sans retour pour certains, qui verront dans les nouveaux modes de l'action militante développés par la nouvelle gauche, et surtout par les Yippies d'Abbie Hoffman et Jerry Rubin, l'unique moyen de l'émancipation de l'artiste. La rue new-yorkaise devient ainsi la scène d'un théâtre guérilla issu notamment des Diggers de San Francisco.

Malgré quelques paradoxes, dont le principal est que la reconnaissance des droits des artistes et de leur place au sein de la société en tant que travailleurs-euses de l'art tendra à accroître leur dépendance vis-à-vis d'un système marchand et d'une nouvelle bureaucratie culturelle qu'ils rejetaient, les combats du début des années 1970 portent leurs fruits et donnent à l'artiste l'assurance de son poids politique, trop souvent négligé. Certaines revendications de l'Art Workers Coalition, d'abord rejetées par les musées, finissent par être mises en place, comme par exemple la gratuité (partielle, alors que les artistes en appelaient à la gratuité générale), la prise en considération de la volonté des artistes dans le fonctionnement du musée et l'usage qui est fait de leurs œuvres, ainsi qu'une plus grande reconnaissance des artistes femmes ou des artistes des minorités. Cette dernière revendication rencontrera un certain succès, tardivement, mais sans pourtant éviter les risques d'une muséification du militantisme féministe[16]. L'apport fondamental des manifestations et grèves d'artistes reste sans doute la mise en valeur d'un réel pouvoir de l'artiste face à l'État et ses institutions, et le développement de nouveaux champs d'une action politique qui ne peut se concevoir sans une indépendance vis-à-vis des financements et subventions d'un État culturel omniprésent. **Pauline**

11. Dans le but de relancer l'économie après la crise de 1929, l'administration pour les grands travaux (Works Progress Administration) mise en place par Roosevelt avait établi un vaste programme de construction et d'embellissement des infrastructures, employant des millions de travailleur-euse-s et d'artistes. Les artistes du programme employé-e-s à New York prirent pour modèle les actions des ouvrier-e-s du Midwest et se lancèrent, en 1935 notamment, dans de violentes manifestations. Le poing levé tenant quelques pinceaux fut le symbole d'une lutte pour la reconnaissance des droits des artistes et de leur travail réel, détaché du champ des Beaux-Arts. Leur dépendance vis-à-vis de l'État sera pourtant la source de contradictions très largement critiquées dans les décennies suivantes.

12. « Grève de l'art contre le racisme, la guerre et la répression ».

13. « Femmes artistes en révolution ».

14. « Groupe d'action pour un art guérilla ».

15. « Forces révolutionnaires culturelles internationales ».

16. On pensera par exemple aux expositions d'art dit « féministe » au musée de Brooklyn à New York (l'ouverture du Elizabeth A. Sackler Center for Feminist Art en 2007), ou plus récemment au Centre Pompidou, qui mirent à mal la radicalité d'œuvres dont la force et la violence avaient pourtant eu un impact retentissant dans les années 1970.

Piquet de grève d'artistes devant les marches du Metropolitan Museum, à New York, en mai 1970.
Photo Jan van Ray

histoire

LA RUBRIQUE HISTOIRE PROPOSE DES TEXTES D'ARCHIVES QUI SE VEULENT AUTANT D'ÉLÉMENTS POUR COMPRENDRE OU INTERROGER LE PRÉSENT.

Né en 1945 en Louisiane, Ken Knabb s'installe à Berkeley en 1965, où il fait la rencontre déterminante de l'écrivain anarchiste Kenneth Rexroth et participe aux expériences de la contre-culture radicale des années soixante avant de s'intéresser aux idées anarchistes. En 1969, il découvre les textes de l'Internationale situationniste et en devient le principal traducteur en anglais.
En 1998, il ouvre le site internet Bureau of Public Secrets (www.bopsecrets.org), qui diffuse les idées situationnistes à travers le monde dans plusieurs langues.

Dans le texte reproduit ici, tiré de son autobiographie, Confessions d'un ennemi débonnaire de l'État *(reproduit dans* Secrets publics*), il propose un utile retour en arrière sur son parcours dans la nouvelle gauche des années soixante, démontrant qu'il n'y avait nulle fatalité à tomber dans les errements de ceux qui sont si facilement passés du col Mao au Rotary Club. Il nous prévient ainsi par là même contre ceux qui voudraient remettre au goût du jour les inepties du marxisme-léninisme et tous leurs avatars autoritaires sous divers prétextes fallacieux.*

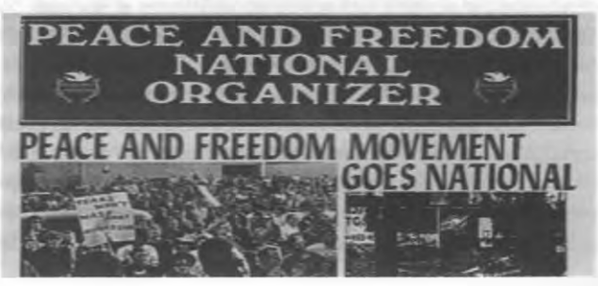
Comment je suis devenu anarchiste

« BIEN QUE J'AIE PARTICIPÉ à quelques manifestations pour les droits civiques ou contre la guerre du Vietnam, ce n'est qu'à la fin de 1967 que son intensification m'a amené à m'engager sérieusement dans la politique de la nouvelle gauche. Mon premier geste fût d'adhérer au Peace and Freedom Party[1], qui se proposait de soutenir la candidature de Martin Luther King et Benjamin Spock[2] aux élections présidentielles de 1968. La plupart des cent mille membres californiens du PFP n'avaient probablement pas plus d'expérience politique que moi, mais ils s'y sont inscrits simplement pour s'assurer qu'il y aurait un candidat antiguerre aux élections. Mais bien que le PFP fût principalement un parti électoral, il faisait un effort pour encourager une participation qui allait au-delà du seul fait de voter. Je suis allé à plusieurs réunions de quartier du PFP et j'ai assisté aux trois jours de sa convention en mars 1968.

Il y avait beaucoup de bonne volonté et d'enthousiasme parmi les délégués, mais c'est là que je fus témoin pour la première fois des manœuvres politiques. Totalement ouvert et éclectique, le PFP attirait naturellement la plupart des organisations gauchistes, chacune intriguant pour promouvoir sa propre ligne ou ses candidats. Quelques-uns de ces politicards me semblaient assez agaçants, mais en général j'admirais ceux qui avaient participé aux luttes pour les droits civiques ou au Free Speech Movement[3], et j'étais bien content de m'en remettre à leurs avis plus expérimentés et vraisemblablement mieux informés. Bien que je puisse prétendre avoir participé dès le début à la contre-culture, et d'une façon relativement indépendante, dans le mouvement politique, je n'étais guère qu'un suiviste ordinaire et tardif.

Comme je devenais plus « actif » dans le PFP (mais jamais au-delà des rôles subalternes, assister aux manifs, remplir les enveloppes, distribuer les tracts), je fus graduellement « radicalisé » par l'influence des politicards les plus expérimentés, surtout par les Panthères noires[4]. Rétrospectivement, je suis gêné de reconnaître avec quelle facilité je suis tombé dans la grossière manipulation par laquelle une poignée d'individus a pu s'autoproclamer seul porte-parole authentique de « la communauté noire », tout en revendiquant le droit de veto, et en pratique la domination effective sur le PFP et n'importe quel autre groupe avec lequel ils condescendaient à former des « coalitions ». Mais ils étaient de toute évidence des gens courageux, et à la différence des tendances séparatistes, ils étaient au moins disposés à collaborer avec les Blancs. La plupart d'entre nous avons donc naïvement gobé la vieille escroquerie : « Ils sont noirs, emprisonnés, battus, tués ; comme nous ne sommes rien de cela, nous n'avons aucun droit de les critiquer ». Presque personne, pas même les groupes dits antiautoritaires comme les Diggers[5], les Motherfuckers[6] ou les Yippies[7], ne soulevait aucune objection sérieuse à cette « double mesure » raciste, qui revenait à contraindre tous les autres Noirs à l'alternative de soutenir leurs soi-disant « serviteurs suprêmes » ou de fermer leur gueule.

Pendant ce temps les tendances « démocratiques-participatives » salutaires de la première nouvelle gauche étaient étouffées par l'intimidation, la mise en scène spectaculaire et le délire idéologique. Des appels en faveur du terrorisme ou de la « lutte armée » étaient répercutés dans bien des journaux underground. Les activistes qui jugeaient que toute question théorique n'était que du blabla furent pris au dépourvu quand le SDS[8] a été pris en main par des sectes imbéciles débattant entre elles sur la question de savoir quelle combinaison de régimes staliniens elles devaient soutenir (la Chine, Cuba, le Vietnam, l'Albanie, la Corée du Nord). La grande majorité d'entre nous n'avait aucune sympathie pour le stalinisme. Pour ne parler que de moi, rien qu'en lisant, enfant, des articles sur l'écrasement de la révolution hongroise de 1956, j'ai compris que le stalinisme était purement de la merde. Mais dans notre ignorance de l'histoire politique, il nous était facile de nous identifier avec des héros martyrisés tels que Che Guevara ou le Vietcong, d'autant plus qu'ils étaient exotiques. Fixés d'une façon obsédante et quasi exclusive sur le spectacle des luttes tiers-mondistes, nous n'avions pas conscience des véritables enjeux de la société moderne. Certes, un des affrontements les plus durs à Berkeley a commencé par une « manifestation de solidarité » avec la révolte de Mai 1968 en France, mais nous n'avions aucune connaissance de ce qui s'y passait vraiment – nous avions l'impression confuse qu'il s'agissait d'une sorte



1. Fondé en juin 1967, le PFP est opposé à la guerre du Vietnam et influencé par le féminisme et le socialisme. Il existe toujours en Californie. http://www.peaceandfreedom.org/home

2. Ce pédiatre américain s'opposa activement à la guerre du Vietnam et fut poursuivi avec quatre autres personnes en 1968 pour aide à la résistance à la conscription.

3. En 1964-1965, des étudiants protestent contre l'interdiction des activités politiques à Berkeley et réclament la reconnaissance de la liberté d'expression, donnant naissance au Free Speech Movement (Mouvement pour la liberté de parole).

4. Lire Tom Van Eersel, **Panthères noires. Histoire du Black Panther Party**, L'Échappée, 2006.

5. Lire Alice Gaillard, **Les Diggers. Révolution et contre-culture à San Francisco (1966-1968)**, L'Échappée, 2009 ; Emmett Grogan, **Ringolevio. Une vie joué sans temps mort,** Gallimard, 1998.

6. Groupe new-yorkais proche des idées et pratiques des Diggers, fondé en 1966 sous le nom de Black Mask, qui deviendra en mai 1968 Up Against the Wall Motherfuckers. D'après Abbie Hoffman, le « cauchemar de la classe moyenne... un phénomène médiatique antimédiatique, simplement parce que leur nom ne peut pas être imprimé ».

7. Membres du Youth International Party (YIP), fondé en 1967, se distinguant des hippies par leur engagement politique contre le système, sans rejoindre les organisations traditionnelles de l'extrême gauche autoritaire.

8. Students for a Democratic Society, organisation étudiante emblématique de la nouvelle gauche.

de « protestation contre de Gaulle » plus ou moins dans le style que nous connaissions aux USA.

De nos jours l'écroulement du mouvement est souvent attribué à l'opération COINTELPRO du FBI[9], qui utilisa la provocation, la désinformation et diverses machinations pour discréditer les groupes radicaux et semer la zizanie entre eux. Il n'en est pas moins vrai que la structure autoritaire des Panthères et des autres groupes hiérarchiques se prêtait à ce genre d'opération. Les provocateurs n'avaient qu'à encourager des tendances idéologiques déjà délirantes, ou à attiser des rivalités déjà existantes.

Pour moi la goutte d'eau qui fit déborder le vase a été le congrès des Panthères pour un « front uni contre le fascisme » en juillet 1969. J'ai assisté consciencieusement aux trois jours. Mais son orchestration militariste, l'adulation frénétique des héros martyrisés, les chants scandés, les slogans pavloviens, les mots d'ordre mesquins, les rodomontades sur la « ligne correcte » et la « direction correcte », les mensonges et les manœuvres cyniques des groupes bureaucratiques provisoirement alliés, les menaces violentes contre les groupes rivaux qui n'avaient pas accepté la ligne actuelle des Panthères, le télégramme « fraternel » du Politburo nord-coréen, le portrait encadré de Staline sur le mur du bureau des Panthères – tout cela finit par m'écœurer, et m'a amené à chercher une perspective qui s'accorderait mieux avec mes sentiments.

Je croyais savoir où la trouver. Un de mes amis de Shimer[10] qui avait emménagé dans le coin était anarchiste, et ses commentaires désabusés sur les tendances bureaucratiques du mouvement m'ont empêché de m'emballer trop vite. Je suis allé chez lui pour emprunter un plein sac de textes anarchistes – écrits classiques de Bakounine, Kropotkine, Malatesta, Emma Goldman, Alexandre Berkman ; brochures sur Cronstadt, la révolution espagnole, la Hongrie de 1956, la France de 1968 ;

La plupart d'entre nous avons naïvement gobé la vieille escroquerie : « Ils sont noirs, emprisonnés, battus, tués ; comme nous ne sommes rien de cela, nous n'avons aucun droit de les critiquer ».

et des revues plus récentes comme Solidarity et Anarchy (Londres), Anarchos (New York), Black and Red (Michigan)...

Ce fut une révélation. J'avais intuitivement une certaine sympathie pour l'anarchisme, mais comme la plupart des gens je supposais qu'il n'était pas vraiment praticable et que sans un gouvernement tout s'écroulerait dans le chaos. Les textes anarchistes ont mis cette erreur à bas, en me révélant les possibilités créatrices de l'auto-organisation populaire et en montrant comment les sociétés pourraient très bien fonctionner – et dans certaines situations ou à certains égards, ont très bien fonctionné – sans les structures autoritaires. Dans cette perspective il devenait facile de voir que les formes d'opposition hiérarchiques tendent à reproduire la hiérarchie dominante (l'évolution rapide du Parti bolchevique vers le stalinisme en était l'exemple le plus évident) et que la dépendance par rapport à n'importe quel chef, même le plus radical, tend à renforcer la passivité des gens au lieu d'encourager leur créativité et leur autonomie.

J'ai découvert que « l'anarchisme » comprenait une grande variété de tendances – individualistes, syndicalistes, collectivistes, pacifistes, terroristes, réformistes, révolutionnaires. Pratiquement la seule idée sur laquelle la plupart des anarchistes se retrouvaient était celle qu'il fallait s'opposer à l'État et encourager l'initiative et la gestion populaires. Mais c'était là au moins un bon début. Voilà une perspective que je pouvais embrasser de tout cœur, qui expliquait les défauts actuels du mouvement et donnait une indication générale sur le chemin qu'il fallait suivre. Pour moi, l'anarchisme concordait parfaitement avec les idées de [Martin] Buber et de [Kenneth] Rexroth[11] sur une communauté interpersonnelle authentique, par opposition aux collectivités impersonnelles. Certains des articles récents de Rexroth avaient signalé le lien entre Kropotkine et l'écologie. Rexroth et [Gary] Snyder[12] avaient fait allusion à une « grande culture souterraine » comprenant divers courants non-autoritaires à travers l'histoire, et ils avaient exprimé l'espoir qu'avec la contre-culture actuelle ces tendances pourraient enfin prendre corps dans une communauté mondiale libérée[13]. L'anarchisme semblait être l'élément politique d'un tel mouvement.

Ron Rothbart (un copain de Shimer qui s'était installé récemment à Berkeley) est vite devenu un converti tout aussi enthousiaste que moi. Nous commencions à regarder le mouvement d'une façon plus critique et à prendre nous-mêmes quelques modestes initiatives, vantant l'anarchisme auprès de nos amis, commandant des publications pour la diffusion locale, portant des drapeaux noirs dans les manifestations. Après avoir découvert quelques autres anarchistes locaux avec qui nous avons formé un groupe de discussion, nous avons projeté la réimpression de certains textes anarchistes, et envisagé l'ouverture d'une librairie à Berkeley. Mon tout premier écrit « public » fût un tract ronéoté diffusé à quelques dizaines d'amis et de connaissances où j'essayais de faire connaître les aspects anarchistes de Rexroth et Snyder. » **Ken Knabb**

9. Lancé par John Edgar Hoover entre 1956 et 1971, le COINTELPRO (**Counter Intelligence Program**) regroupe une série d'opérations du FBI à l'encontre des organisations politiques dissidentes des États-Unis, que ce soient des groupes révolutionnaires (Weathermen, Black Panther Party) ou des militants non-violents pour les droits civiques, afin de les neutraliser et de les discréditer.

10. Shimer College est un petit établissement d'enseignement supérieur expérimental rattaché à l'université de Chicago (Illinois) où Knabb s'inscrivit à l'automne 1961.

11. Autodidacte, anarchiste et poète, Kenneth Rexroth (1905-1982) fut une des figures de proue de la Renaissance poétique de San Francisco et influença les écrivains de la Beat Generation. On peut lire notamment en français le beau livre **Les Classiques revisités** (Plein chant, 1991) et l'essai de Ken Knabb, **Éloge de Kenneth Rexroth** (ACL, 1997).

12. Né à San Francisco en 1930, le poète et traducteur Gary Snyder est une des principales figures de la Beat Generation qui a contribué à faire connaître le bouddhisme zen aux États-Unis. Il est aussi l'un des pères de l'écologie profonde et du biorégionalisme. En français, on peut lire **La Pratique sauvage** (1999) et **Montagnes et rivières sans fin** (2002), aux éditions du Rocher.

13. Sur les cheminements souterrains de cette contre-culture et son impérieuse nécessité pour tout mouvement révolutionnaire, lire Franklin Rosemont, **Joe Hill. Les IWW et la création d'une contre-culture ouvrière révolutionnaire,** Éditions CNT-RP, 2008.

À LIRE

Éloge de Kenneth Rexroth
Ken Knabb, Atelier de création libertaire, 1997

Secrets publics. Escarmouches choisies
Ken Knabb, Sulliver, 2007

PAS D'AÉROPORT POUR NOTRE-DAME

À NOTRE-DAME-DES-LANDES, DES HABITANT-E-S ET DES MILITANT-E-S S'UNISSENT CONTRE LA RÉSURRECTION D'UN PROJET DE CONSTRUCTION D'AÉROPORT.

APRÈS VINGT ANS DE SOMMEIL, le projet d'aéroport sur la commune de Notre-Dame-des-Landes, à dix-huit kilomètres au nord de Nantes, a refait surface en 2000. Lancé à la fin des années 1960 pour pouvoir accueillir le Concorde et une forte croissance du nombre de voyageur-euse-s, le projet consiste aujourd'hui à déplacer l'actuel aéroport Nantes Atlantique. Il s'agit d'éviter le survol de la ville par les appareils et de permettre la construction d'une seconde piste, présentée comme nécessaire à l'augmentation du trafic.

Dès l'annonce officielle du déplacement de l'aéroport, des voix discordantes se font entendre. Installer un aéroport dans cette zone, outre les nuisances et la perpétuation du système économique et de ses flux à grande vitesse, implique le déplacement des habitants-e-s et la destruction du milieu. Lequel est une zone de bocage riche, très bien préservée. Des opposant-e-s au premier projet refont surface, comme l'ADECA, association d'agriculteurs des environs de Notre-Dame-des-Landes, et d'autres se coordonnent et forment notamment l'Association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (ACIPA). L'État lance alors une démarche de participation et d'acceptabilité pour garantir l'aspect « démocratique » de la procédure. Un débat public est organisé en 2002-2003 par la Commision nationale du débat public (CNDP), puis un dossier d'enquête publique est présenté pendant deux mois en 2006. Finalement, la préfecture publie une déclaration d'utilité publique concernant le projet d'aéroport le 9 février 2008. L'ACIPA a déposé plusieurs recours juridiques au cours des différentes étapes, qui n'ont pas eu de suite.

En parallèle des recours légaux de l'ACIPA, des individu-e-s ont décidé de mener des actions concrètes. Afin d'analyser le sol, des sondages géotechniques ont été effectués sur les terrains dès janvier 2009. Des individu-e-s ont donc décidé de résister en bloquant l'accès des terrains aux machines. Plusieurs personnes ont été inculpées pour ces actions, et des manifestations de soutien ont eu lieu. Après une pause en été, les forages ont repris en septembre, et la résistance avec. Un important dispositif de police et de gendarmerie est mis en place à chaque forage. Pour dénoncer cette occupation policière, un groupe d'opposant-e-s a investi le bourg de Notre-Dame-des-Landes en octobre dernier, afin d'informer la population et d'appeler à la créativité dans la lutte, contre la peur que l'État met en place. Les sondages ont cessé pour l'hiver mais devraient reprendre au printemps 2010.

Ces sondages ne sont qu'un aperçu de ce qui attend les habitant-e-s des environs. Pour construire un aéroport, il faut faire place nette, et expulser tous ceux et toutes celles qui ne souhaiteraient par partir d'eux-elles-mêmes. En 1974, la préfecture avait créé une zone d'aménagement différé (ZAD) sur mille deux cent vingt-cinq hectares, pour préempter la vente des terrains. Même si, d'après l'ACIPA, la ZAD n'existe plus depuis 1988, elle a limité l'installation de nouvelles activités, et le conseil général est devenu propriétaire de beaucoup de maisons et de terrains. Ainsi, il a pu commencer à proposer des relogements à ses locataires, sous prétexte de vétusté des locaux. La solidarité s'est mise en place avec des habitant-e-s pour aider à remettre les habitations en état. D'autre part, des personnes ont vu un moyen de lutte dans ce besoin de faire table rase : en occupant les terrains et les maisons vides, et en résistant aux expulsions, il est possible d'entraver le bon déroulement de la construction de l'aéroport. Un appel à venir s'installer a été diffusé pendant et après le Camp action climat, et au moins un squat a ainsi été ouvert. Il s'agit d'inscrire ces résistances dans la durée, et d'agir concrètement contre les expulsions, les sondages, et toutes les démarches qui feront avancer le projet d'aéroport. **Camille**

En occupant le terrain et en résistant aux expulsions, il est possible d'entraver la construction de l'aéroport.

AGIR

ACIPA
http://acipa.free.fr

CAMP ACTION CLIMAT

UN CAMP ACTION CLIMAT s'est déroulé à Notre-Dame-des-Landes du 3 au 9 août 2009 dans une volonté d'inscrire la lutte contre l'aéroport dans une résistance globale. Pendant une semaine, les individu-e-s présent-e-s ont participé à la vie du camp, qui a pu atteindre un fort niveau d'autonomie : l'électricité était produite par des éoliennes, des groupes électrogènes à huile et des panneaux solaires ; des fours à pain mobiles assuraient la production de pain pour l'ensemble des cuisines ; des toilettes sèches étaient mises en place ainsi qu'un système de filtrage pour la récupération des eaux usées. Des actions dans les environs et à Nantes ont ponctué la semaine de mobilisation, qui s'est terminée par une journée d'action à l'aéroport Nantes Atlantique. Lors des débats et des comptes-rendus, des critiques ont été faites sur leur organisation, le rôle des médiateurs-trices, mais aussi sur la préparation des actions et sur leur nature. Les actions à l'aéroport ont en effet été très médiatisées mais peu porteuses de sens, et le concept de non-violence avancé par certains groupes ne semblait pas pertinent : certain-e-s estimaient qu'il confinait à l'impuissance. Pour réitérer l'expérience en 2010 en tenant compte de ces problèmes, une réunion a lieu chaque mois, dans une ville différente, pour préparer le prochain camp.
Infos : http://campclimat.org

DEPUIS DES ANNÉES, le travail est l'objet d'attaques venues de tous les horizons. D'un côté le capitalisme réduit le sens du travail au fait de gagner plus ou moins d'argent, il se livre à une exploitation organisée des capacités des travailleurs conduisant à leur dépérissement physique et intellectuelle, il déstructure leurs communautés en les dépossédant de leurs savoir-faire, de leur identité, et en les empêchant de s'approprier leur outil de travail en générant des mutations technologiques incessantes. D'autre part, on a assisté dans les vingt dernières années à l'émergence polymorphe de critiques du travail venues de la gauche et des milieux anticapitalistes, soit pour contester sa centralité, réhabilitant ainsi le vieux fantasme de la libération du travail par le progrès technique, soit pour déconstruire le travail en tant que catégorie idéologique intrinsèquement liée au mode de production capitaliste, soit enfin pour le déconsidérer en soi comme activité pénible, ennuyeuse ou douloureuse.

Pourtant il faut bien le constater: jamais le travail n'a été aussi central dans nos vies, dans nos discussions, dans la manière même que nous avons de nous rapporter aux autres ou d'envisager notre existence au quotidien. Et l'absence de sens dont le travail semble frappé aujourd'hui rend notre vie d'autant plus absurde. Mais cette absurdité n'est pas une fatalité: elle peut être combattue, à condition de comprendre comment une société fondée sur le capitalisme et l'industrie enlève systématiquement toute signification à l'activité de produire, de fabriquer, et comment l'invention d'autres modes de production, d'une autre organisation du travail, peut permettre l'auto-réalisation des individus aussi bien que l'épanouissement de collectivités libres. Il n'est d'ailleurs pas d'activité qui puisse rester en dehors de ce double mouvement de remise en question et de transformation pratique: aussi bien le travail en supermarché que l'artisanat, les professions dites libérales que le travail domestique.

DOSSIER LES DIFFÉRENTES APPROCHES DE LA QUESTION DU TRAVAIIL, CELLE QUE NOUS QUALIFIERONS DE MORALE, ET L'AUTRE D'ÉCONOMIQUE, BIEN QU'APPAREMMENT OPPOSÉES, NÉGLIGENT TOUTES LES DEUX L'ESSENTIEL : LE SENS QUE LE TRAVAILLEUR MET DANS SON ACTIVITÉ ET SES IMPLICATIONS SOCIALES.

TRAVAILLER DANS QUEL SENS ?

« ATTENTION DANGER TRAVAIL », le film de Pierre Carles sorti en 2003 et portant sur des chômeurs qui racontent leur refus du travail et décrivent leur manière de vivre, a eu un large écho dans les cercles militants, mais aussi au-delà. Il montre, au travers de ces témoignages, comment des gens peuvent se réaliser en dehors du monde du travail et profiter du temps dont ils disposent. Le livre de Corinne Maier *Bonjour paresse : de l'art et de la nécessité d'en faire le moins possible en entreprise* (Michalon, 2004) a lui aussi rencontré un grand succès : 250 000 exemplaires vendus, 25 traductions. Il porte un regard caustique sur les discours prônant l'épanouissement par le travail. La multiplication des rééditions du *Droit à la paresse* de Paul Lafargue depuis quelques années s'inscrit dans la même tendance. Dans ce pamphlet paru en 1880, le gendre de Karl Marx démystifie la valeur travail. Dès le début du livre, il considère que « cette folie traîne à sa suite des misères individuelles et sociales qui, depuis des siècles, torturent la triste humanité. Cette folie est l'amour du travail, la passion moribonde du travail, poussée jusqu'à l'épuisement des forces vitales de l'individu et de sa progéniture. » Il déplore, fort justement, que les machines, aux mains de la bourgeoisie, au lieu de libérer les humains du travail les asservissent encore plus, les obligeant à travailler plus longtemps et plus durement. Et il pense bien sûr qu'il pourrait en être autrement. Le XX[e] siècle a pourtant montré que les machines ne font que renforcer la mainmise du capital sur le travail, et que les fantasmes d'une libération par les avancées technologiques participent de la fuite en avant productiviste des sociétés modernes. Persuadé que l'amour du travail profite avant tout aux classes dirigeantes, Lafargue prône l'émancipation des classes laborieuses par la paresse et la jouissance.

UNE VIEILLE HISTOIRE

Toutes ces prises de position s'inscrivent dans une longue histoire. Originellement, le christianisme voyait dans le travail une pénitence : « Puisque tu as écouté la voix de ta femme, et que tu as mangé de l'arbre au sujet duquel je t'avais donné cet ordre : Tu n'en mangeras point ! le sol sera maudit à cause de toi. C'est à force de peine que tu en tireras ta nourriture tous les jours de ta vie. »[1] Le travail retrouvait ici son sens étymologique, le mot venant de *trepalium*, variable de *tripalium* : « instrument de torture ». Dans le catholicisme, le travail était ainsi envisagé comme une activité pénible, génératrice de souffrance, mais nécessaire à la rédemption. Le protestantisme lui donnera une place encore plus grande, puisque, associé à un certain ascétisme, à la discipline et à l'épargne, le travail sera alors considéré comme un devoir pour les humains, l'unique voie pour s'élever dans la société et bien servir Dieu. Les siècles qui suivent voient se laïciser cette vision religieuse : le travail étant le principal moyen de produire de la richesse, on cherche à le placer au cœur de la société, sans se soucier des conditions dans lesquelles il est exercé ni de ce qu'il produit. Le marxisme, dans ses courants les plus orthodoxes (ceux qui se sont historiquement imposés), ne fera que reconduire cette idée, en assumant ouvertement tout le rigorisme qui en découle : « "Qui ne travaille pas ne mange pas", voilà le commandement pratique du socialisme », dira Lénine en 1917.

Aujourd'hui, alors même que le capitalisme détruit tout ce qui pourrait lui donner un véritable sens, le travail continue d'être mis au centre de la société pour valoriser la performance individuelle et la croissance économique. Une illustration récente de cette injonction à travailler pour travailler est la reprise par Jean-Pierre Raffarin, en 2002, d'une vieille rengaine de la droite française : « Il faut remettre la France au travail ». Alors Premier ministre, la réhabilitation de la valeur travail devient ainsi une de ses priorités. Devant une assemblée du Medef ravie, il lâche : « L'avenir de la France, ce n'est pas d'être un immense parc de loisirs, l'avenir de la France, c'est de travailler ». Cette volonté politique d'envoyer les Français au chagrin est reprise ensuite par Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy lors de la campagne présidentielle de 2007. Ce dernier, une fois président de la République, se positionne alors comme le défenseur de « la France qui se lève tôt ».

LE SENS DU TRAVAIL

Ces différentes approches, celle que nous qualifierons de *morale* (le travail considéré en soi comme une valeur essentielle), et l'autre d'*économique* (théorie de la valeur marxiste et économie politique), bien qu'apparemment opposées, négligent toutes les deux l'essentiel, ce qui devrait pourtant être au cœur de toute réflexion sur cette question : le sens que le travailleur met dans son activité. Au-delà du simple fait de trimer (ce qui satisfait un certain moralisme) ou d'être inscrit à une place dans l'organisation de la production (réduction économiciste), travailler, particulièrement avant l'industrialisation mais encore parfois après, implique un savoir-faire et une expérience, donne une identité à l'individu et à ses « confrères », tisse le lien social dans les rapports de coopération, tout en posant les bases d'une vie décente aussi bien au niveau individuel que collectif. La pratique d'un travail apporte en outre un plaisir singulier qui passe à la fois par l'épreuve de soi dans l'effort, la sollicitation d'une créativité instinctive et personnelle dans la résolution impromptue des problèmes, et plus généralement une appropriation intuitive par l'homme des moyens de son activité : « le travail ordinaire, dès lors qu'il exige la mise en œuvre d'"*habiletés*", de coups de main ou d'astuces, suppose à la fois l'usage d'une intelli-

1. **Genèse**, III, 17-23.
2. Christophe Dejours, **Travail vivant**, tome 2 : Travail et émancipation, Payot, 2009, p. 11.
3. Christopher Lasch, **La Révolte des élites et la trahison de la démocratie**, Flammarion, 2007.
4. Voir Bernard H. Moss, **Aux origines du mouvement ouvrier français. Le socialisme des ouvriers de métier (1830-1914)**, Les Belles Lettres, 1985.
5. Günther Anders, « Les Morts. Discours sur les trois guerres mondiales » (1964), in **Hiroshima est partout**, Le Seuil, 2008, p. 499.

gence inventive et une implication en profondeur de la subjectivité tout entière, allant jusqu'au "faire corps avec" la matière, l'outil ou l'objet technique»[2]. On peut donc dire sans exagérer qu'il ne peut y avoir de plénitude de la présence au monde, à soi et aux autres, sans l'exercice des capacités de sensation, de réflexion et d'action dans un métier authentique. Enfin, comme l'a montré Christopher Lasch[3], le travail non servile est aussi une école des dispositions d'esprit et des formes de caractère nécessaires au bon fonctionnement de la vraie démocratie: pas celle des représentants, des politiciens et des experts, mais celle des hommes ordinaires se gouvernant eux-mêmes. En effet, la résistance de la matière à ses

efforts enseigne au travailleur le sens de la mesure et des limites; le fait de vivre par lui-même du produit de son activité lui fait connaître la valeur de l'indépendance, dont la traduction politique immédiate est l'autonomie; et l'exercice de responsabilités dans le cadre de son métier lui communique la confiance en soi nécessaire pour exprimer ses jugements publiquement, en sachant les défendre à l'aide d'arguments raisonnés. Ce qui explique sans doute qu'historiquement le mouvement socialiste français se soit constitué d'abord à partir des ouvriers de métier, soucieux de respecter dans leurs organisations politiques et syndicales les formes les plus strictes de la démocratie directe[4]...

Or, comme nous le verrons dans les articles réunis dans ce dossier, le productivisme, dans ses versions capitalistes et socialistes, détruit et bouleverse sans cesse le monde du travail, au nom du profit, de l'abaissement du coût des produits ou d'une rationalisation prétendument émancipatrice. Malgré cette incessante modernisation de la production, les travailleurs ont souvent cherché à défendre leur identité de métier et la culture qui lui est associée. La préservation des savoir-faire et les régulations internes à un secteur donné de la production sont non seulement les meilleures protections contre la domestication capitaliste, mais donnent un sens à l'existence. Pour que ce sens puisse advenir, le travailleur doit maîtriser ce qu'il produit. Le métier requiert de bien savoir faire un ensemble de tâches dans un domaine particulier, après une période d'apprentissage, dans la durée, en acquérant de l'expérience et en étant attaché à son activité. Ce qui est produit doit servir à autrui et avoir une signification sociale.

LE SENS DE LA PRODUCTION

Défendre le sens du travail contre le capitalisme qui le lamine impitoyablement implique donc aussi de défendre le sens de la production, l'utilité réelle de ce qui est produit par ce travail, à rebours d'une organisation industrielle qui fait «que nous ne sommes pas seulement exclus de la propriété de nos *moyens de production* [...], mais aussi de celle de nos *objectifs de production*; qu'en tant que travailleurs, nous sommes également privés de la liberté de prendre part à la détermination des objectifs des produits que nous contribuons à fabriquer, à la détermination de leur nature, de leur choix et de leur usage»[5].

En effet, l'objection la plus évidente à l'approche du travail développée ici – tout du moins dans les milieux anticapitalistes – consiste à dire: «On peut produire des choses terribles en exerçant un métier et en s'y épanouissant».

Il faut tout d'abord préciser que la déqualification du travail ouvrier et la modernisation du monde rural sont concomitantes de l'émergence de la consommation de masse. Dans un même mouvement, qui s'étale sur plusieurs décennies, du dernier quart du XIX[e] siècle aux années 1920, le capitalisme permet aux travailleurs de consommer ce qu'ils produisent en échange de leur soumission à son modèle productif. La plupart des activités humaines pénètrent alors dans les sphères marchande et monétaire, obligeant les ouvriers à acheter les marchandises produites par la grande industrie. Puis de nouvelles marchandises et de nouveaux besoins ne cesseront d'être créés. C'est ce qu'on appellera la société de consommation. Ce bouleversement continuel des manières de produire, et donc la liquidation des savoir-faire, permet aux entreprises de conquérir des nouveaux marchés. Les produits deviennent obsolètes de plus en plus rapidement, le règne de l'éphémère s'instaure. Dans ce marché déstabilisé en permanence, les travailleurs doivent s'adapter et se renouveler à un rythme effréné. Aliénation par la marchandise et culture de métier s'oppose bel et bien.

Les centrales nucléaires ou les usines d'armement, pour citer les productions les plus nocives, nécessitent une organisation industrielle et sont apparues avec les processus de rationalisation et de modernisation. De même que l'industrie pharmaceutique, comme n'importe quelle multinationale, repose sur des modèles de production en tout point opposés à une culture de métier. Les travailleurs n'y sont que des roua- ■■■

À LIRE

Travail vivant, tome 1: Sexualité et travail, et tome 2: Travail et émancipation, Christophe Dejours, Payot, 2009.

Travailler pour la paie: les racines de la révolte, Seymour Faber et Martin Glaberman, Acratie, 2008.

Dominium Mundi. L'Empire du Management Pierre Legendre, Mille et une nuits, 2007.

A VOIR

J'ai (très) mal au travail, documentaire de Jean-Michel Carré, Les Acacias/Canal+, 90 mn, 2006.

Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés, documentaire de Sophie Bruneau et Marc-Antoine Roudil, ADR productions/Alter Ego Films, 76 mn, 2005.

MÉTIER ET SAVOIR-FAIRE

«**LES CONNAISSANCES** professionnelles des ouvriers de métier sont comparables aux savoir-faire de type artisanal. Ils reposent sur des "tours de main", et sont constitués d'une suite d'opérations mémorisées sous des formes diverses. Au début du XIX[e] siècle, par exemple, la compétence du forgeron réside dans un ensemble de gestes coordonnés, de proportions non chiffrées mais fixées par l'expérience. C'est une sorte de conduite corporelle qui n'a pas besoin d'être dite pour être inculquée. Ces savoirs pratiques nécessitent à la fois de la force physique, de l'endurance et une connaissance intime de la matière qui ne s'acquiert que par l'expérience. [...] L'autonomie professionnelle s'illustre tout particulièrement au niveau de la maîtrise des formes de transmission du savoir productif. Ce savoir, qui ne s'explique pas, se communique non par la pédagogie du discours, mais par l'exemple, l'imitation et la répétition. [...] Le mode d'acquisition d'un tel savoir est essentiellement un contact permanent entre un maître qui sait faire et un apprenti qui apprend à faire.»

Gérard Noiriel, **Les Ouvriers dans la société française (XIXe-XXe siècle)**, Le Seuil, collection «Points», 2002, p. 56-57.

■■■ ges entièrement mobilisés au nom de la rationalité économique et se retrouvent dans un rapport individualisé au travail, sans même pouvoir donner un sens social à leur activité. L'industrie agro-alimentaire, par exemple, s'appuie sur l'agriculture intensive qui détruit les formes traditionnelles d'agriculture paysanne et l'autonomie matérielle du monde rural et des populations. Elle produit des aliments de mauvaise qualité. Aux manières de travailler et d'organiser la production, correspondent un certain type de produits qui participent d'une certaine culture.

Au-delà de la nécessaire réflexion, l'affirmation d'une position politique sur cette question ne peut donc passer que par l'invention de formes de lutte inédites : de l'obstruction systématique aux nouvelles technologies qui dégradent nos manières de travailler et notre rapport aux autres, jusqu'à ce que Günther Anders appelait la grève des produits : « une grève qui, au lieu de résulter d'un désaccord sur les salaires ou les conditions de travail, résulterait d'un désaccord sur la nature des produits fabriqués et leurs effets possibles »[6]. A savoir « que la grève est aujourd'hui souhaitable non seulement lorsqu'il s'agit de combattre les conditions de travail ou de salaire intolérables, mais aussi dans le cas où les produits qu'on nous demande de fabriquer entraînent des effets injustifiables ; que celui qui éprouve en lui ne serait-ce qu'une étincelle de responsabilité a le devoir de refuser de prendre part à la fabrication de tels produits, quel que soit le salaire qui lui est offert pour cela. »[7]

PERSPECTIVES DE LUTTES

Mais une telle position politique ne peut se limiter à l'obstruction, avec le risque de fuir un peu trop facilement ses responsabilités dans l'apologie désinvolte de la paresse ou dans l'obsession stérile du sabotage. Elle doit être articulée avec la construction, à partir de notre propre expérience, des formes de travail alternatives susceptibles de constituer un réceptacle de valeurs, de savoir-faire, de connaissances à préserver, à défendre et à remettre en culture : les germes d'une nouvelle civilisation. Cette reconstruction passe par le fait de retrouver dans chaque activité, sous condition de questionner de manière rigoureuse et approfondie l'utilité sociale du travail et de ce qu'il produit ou effectue, la dimension du « faire », et dans chaque profession la condition de l'artisan, du petit producteur indépendant[8].

Mais en quoi réside cette articulation ? Où est le point de passage entre le moment négatif de la résistance politique et le moment constructif de la reconquête organisée ? Il est dans les perspectives de lutte qui s'ouvrent dans le monde du travail. Comme le faisait remarquer jadis un théoricien, « toute grève prolongée ou généralisée esquisse ce déplacement d'une lutte de classes *par* l'Association à une lutte révolutionnaire *pour* l'Association »[9]. Il s'agit donc de faire en sorte que ce qui s'esquisse dans une lutte sociale – l'association – puisse advenir à la conscience de tous et se développer pleinement : passer de la pratique inconsciente de l'association de résistance et de combat à la construction consciente d'associations d'existence et de production permettant de sortir du salariat et de la dépendance matérielle et psychique à la société capitaliste-industrielle. Plusieurs groupes avaient montré et expérimenté dans les années 1970 l'importance des associations entre ouvriers et paysans pour avancer dans cette voie, associations dans lesquelles les ouvriers se familiarisent au métier de paysan et au travail de la terre, apprenant progressivement à produire leur nourriture en se passant de l'industrie agro-alimentaire, et les paysans se familiarisent au travail de production matérielle d'outils, de petites machines, sans avoir à dépendre de la grande industrie[10]. Aujourd'hui sont engagés sur une voie analogue les salariés qui quittent leur entreprise et leur emploi pour s'installer comme petits producteurs (artisans, restaurateurs, maraîchers, éleveurs), souvent en bénéficiant d'une formation donnée par des professionnels, ou ceux qui, dans le mouvement des AMAP, participent sur le terrain aux activités agricoles aux côtés des paysans, pour se transformer eux-mêmes, progressivement, en producteurs autonomes.

Avec en point de mire une perspective utopique : à l'opposé des militants maoïstes partis s'établir à l'usine, en milieu ouvrier, au début des années 1970, une migration de grand style, comme disait Nietzsche, c'est-à-dire une sortie hors du modèle actuel de développement économique et technique qui pourrait être pensée comme un rééstablissement général des ouvriers en milieu non-industriel, rural ou artisanal, dans un tissu de production alternatif. Ce serait une manière de tirer les leçons du communisme stalinien, qui « a abaissé les paysans jusqu'à en faire des ouvriers, quand il fallait hausser les ouvriers jusqu'à les faire devenir des hommes naturels, comme les paysans »[10] – étant entendu que « naturels » signifie bien, dans le travail, le contact direct entre le corps et la matière, le corps et le monde, sans l'interposition de l'argent ou de la machine. En somme, à la manière de ce paysan dont Giono disait qu'« il ne travaille pas pour un salaire ; il travaille pour vivre directement de ce travail, sans intermédiaire, c'est-à-dire sans passer par le stade monnaie. [...] Son travail va directement de la terre à sa bouche. »[11]

Cédric Biagini et Patrick Marcolini

À LIRE

Notes et Morceaux Choisis n°8, « Le travail mort-vivant », automne 2008, éditions de la Lenteur.

Sortir de l'économie n°3, « Vivre ensemble à côté de l'économie ? », juin 2009, disponible sur : **http://sortirdeleconomie.ouvaton.org**

6. Günther Anders, « Le Serment d'Hippocrate. Considérations relatives à la question d'une "grève des produits" » [1963], in **La Menace nucléaire. Considérations radicales sur l'âge atomique**, Editions du Rocher / Le Serpent à Plumes, 2006, p. 209.

7. Günther Anders, « Les Morts. Discours sur les trois guerres mondiales » [1964], in **Hiroshima est partout**, Paris, Le Seuil, 2008, p. 504.

8. Lire à ce sujet, André Prudhommeaux, **L'Effort libertaire**, tome 1, Spartacus, 1978, p. 66.

9. Claude Berger, **Marx, l'association, l'Anti-Lénine**, Payot, 1974, p. 227.

10. Cf. Les Associationnistes, **Vers l'abolition du salariat**, Spartacus, 1976.

11. Jean Giono, **Lettre aux paysans sur la pauvreté et la paix [1938]**, in **Ecrits pacifistes**, Gallimard, 1978, p. 159-160.

11. Ibid, p. 157.

DOSSIER

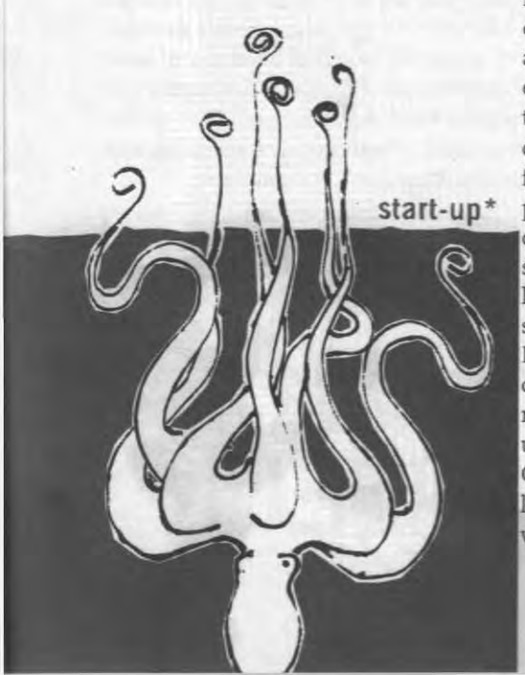
LE CAPITALISME N'A DE CESSE DE DÉQUALIFIER LE TRAVAIL MALGRÉ DES DISCOURS QUI VALORISENT LE SENS DE L'EFFORT ET L'ÉPANOUISSEMENT DANS LE LABEUR. CETTE LONGUE BATAILLE POUR DÉPOSSÉDER LES TRAVAILLEURS DE LEUR SAVOIR-FAIRE ET DE LEUR CULTURE DE MÉTIER A POUR ENJEU LA DOMINATION COMPLÈTE DU TRAVAIL PAR LE CAPITAL.

LE CAPITALISME TUE LE TRAVAIL

PENDANT TOUT LE XIX^E SIÈCLE, de nombreux ouvriers gardent une base rurale et domestique dont ils tirent leurs moyens de subsistance. Elle reste leur univers de référence. Jusqu'au milieu du siècle, l'organisation ouvrière se structure encore autour de métiers qui, malgré la dissolution des corporations, préservent un système d'auto-recrutement, notamment au sein de la famille. Souvent rémunérés à la tâche, les ouvriers maîtrisent leur temps et leur rythme de travail.
Dans un premier temps, les patrons tirent avantage du maintien des travailleurs dans un cadre domestique, car ils réussissent à survivre malgré les bas salaires. Mais cette situation devient vite un frein à l'accumulation du capital, il faut donc soumettre les ouvriers en les rendant complètement dépendants de leur travail. Une des premières difficultés que rencontre le capitalisme industriel est de les fixer autour des usines et des centres urbains.
Les différentes phases d'industrialisation du XIX^e siècle tentent de briser la culture de métier, le métier étant la maîtrise qu'ont les ouvriers sur leur travail et une référence identitaire commune. Le métier requiert de bien savoir faire un ensemble de tâches dans un domaine particulier, après une période d'apprentissage, dans la durée, en acquérant de l'expérience et en étant attaché à son activité. La volonté de bien faire en est le fondement, au-delà du gain que cela peut rapporter.

Les différentes phases d'industrialisation tentent de briser la culture de métier.

Les patrons ont vite compris que le métier était un obstacle à leur mainmise sur le travail. L'accumulation du capital nécessite de déqualifier le travail ouvrier en séparant conception et exécution, en parcellisant les tâches, en effaçant l'œuvre et en asservissant les travailleurs aux machines.
Mécanisation et division du travail permettent de déqualifier le travail de l'ouvrier en substituant à des gens de métier, attachés à un savoir-faire et fortement organisés, l'« ouvrier masse » qui reproduit des gestes standardisés ou surveille une machine. Tout au long du XX^e siècle, la rationalisation et l'automatisation des usines permettent de faire baisser le coût du travail dans la production. Détenir des savoir-faire permettait de maintenir un rapport de force avec le capital en marchandant des hauts tarifs et/ou des salaires plus élevés. En brisant cette ligne de résistance, le patronat assure sa domination complète sur le travail.
Dans la seconde moitié du siècle, la classe ouvrière se réorganise sur d'autres bases et tente d'imposer au capital une redistribution plus juste des profits. Celui-ci ne cesse alors de bouleverser l'organisation de la production et du travail en réduisant le domaine des compétences humaines, ce qui lui permet de déstabiliser et de saper toute forme de résistance et de créer des marchandises toujours nouvelles avec des durées de vies de plus en plus courtes.



TAYLOR MET À TERRE, FORD ACHÈVE

Si le capital a très tôt tenté de briser les ouvriers de métier qui s'opposaient à lui, le premier à l'avoir véritablement théorisé et à avoir élaboré des méthodes rationnelles pour le faire est Frederick W. Taylor, un ingénieur américain. Il met en place à partir des années 1880 l'Organisation scientifique du travail (OST). Elle s'imposera dans les usines à partir des années 1910. L'OST repose sur la double division du travail et le chronométrage des tâches. Verticalement, elle distingue très nettement les tâches de conception de celles d'exécution. L'ingénieur réfléchit et donne à l'ouvrier des instructions qu'il exécute conformément aux prescriptions. Cette déclaration de Taylor faite à un ouvrier résume simplement cette première division : « On ne vous demande pas de penser ; il y a des gens payés pour cela, alors mets-toi au travail. » Horizontalement, il s'agit de décomposer la production en tâches simples à exécuter, confiées à un ouvrier spécialisé. Le moindre geste est chronométré, disséqué par l'ingénieur qui ensuite prescrit la manière la plus efficace de l'effectuer pour éliminer les temps inutiles et optimiser la production en adaptant les outils.
Le taylorisme retire aux ouvriers leur principale arme : le savoir-faire. En captant puis en remaniant leurs modes opératoires, l'ingénieur se rend maître de la production. Cette inversion de l'ordre du savoir modifie tous les rapports de force au sein de l'usine. Cette dépossession des ouvriers par la direction marque un tournant décisif. Des résistances émergeront, en février 1913, l'Union Corporative des Ouvriers Mécaniciens distribue un tract qui dénonce l'OST : « l'ouvrier réduit à l'état de brute, à qui il est interdit de penser, de réfléchir, à l'état de machine sans âme, produisant intensivement avec excès, jusqu'à ce qu'une usure prématurée, en faisant une non-valeur, le rejette hors des ateliers ».
Malgré ces oppositions, le taylorisme sera mis en place par un patronat qui peut alors recruter massivement des travailleurs non-qualifiés, non organisés et beaucoup plus malléables. Toute l'organisation du travail et la composition de la classe ouvrière, et du même coup sa culture, se trouvent ainsi transformées.
Henry Ford sera le grand continuateur du taylorisme. Fondateur de la Ford Motor Company, il crée en 1908 une voiture, la Ford T, qui va révolutionner l'industrie américaine. Il applique les grands principes de Taylor et y ajoute la ligne de montage ou travail par convoyeur. Ce dernier transporte le produit en train d'être fabriqué d'un poste à un autre. Cette instauration du travail à la chaîne permet d'accélérer la production. Les ouvriers n'ayant plus à se déplacer, puisque les pièces viennent à eux directement, ils n'ont plus qu'à appli- ■■■

quer un geste standardisé. Les temps morts sont ainsi réduits et reconvertis en temps productifs, ce qui intensifie le travail et implique une mobilisation permanente de l'ouvrier.

Pour pouvoir être traitées de manière uniforme, les pièces sont standardisées, produites en grandes séries et donc interchangeables. La productivité augmente à mesure que la cadence s'accélère et que le rythme de travail et les normes sont désormais imposés aux ouvriers par la chaîne mécanique. Elle induit toute l'organisation de l'usine. En s'y soumettant, ils perdent encore le peu d'autonomie qui leur restait. Leur travail devient encore plus répétitif et monotone.

La tristesse et la pénibilité du travail à la chaîne entraînent un grand *turnover* des salariés et beaucoup d'absentéisme. Même si les ouvriers sont interchangeables, Ford, dans son souci de tout évaluer, se rend compte qu'il a intérêt à fidéliser son personnel. Un minimum de stabilité est nécessaire au bon fonctionnement de son système. Il décide alors d'augmenter substantiellement les salaires pour garder sa main-d'œuvre. Cette hausse du pouvoir d'achat des ouvriers lui permet de théoriser ce qu'on appellera plus tard le compromis fordiste. En acceptant de se plier aux méthodes de production de masse, les ouvriers pourront désormais acheter les produits qu'ils fabriquent, d'autant que leur coût baisse grâce aux gains de productivité. La naissance de la consommation et de la culture de masse accompagne ce passage à la production de masse. En quelques décennies, la classe ouvrière s'intégrera au système.

MODERNISATION-RÉSURRECTION ?

En échange d'une machinisation et d'une dépossession de leurs savoir-faire, de l'amplification des tâches répétitives et monotones, de l'inscription dans des structures hiérarchisées, les travailleurs ont acquis une stabilité de l'emploi, la jouissance des biens de consommation, une amélioration de leur habitat et surtout l'espoir d'une ascension sociale possible. Le mouvement ouvrier s'est alors structuré autour de syndicats qui luttent pour obtenir des hausses de salaire et des meilleures conditions de travail. Les travailleurs ont alors un horizon commun et le sentiment d'appartenir à une classe. Au cours des années 1960-70, la baisse de la rentabilité et le ralentissement des gains de productivité font sentir au capitalisme qu'il doit se restructurer. Le compromis fordiste commence donc à se fissurer, d'autant qu'une contestation politique et sociale d'une grande ampleur se développe dans le monde entier. Pour se redynamiser et se remobiliser, le capitalisme va puiser dans ces mouvements d'émancipation et dans les valeurs qu'ils portent. L'entreprise passe à une nouvelle forme d'organisation, sur le modèle du réseau, beaucoup plus flexible. Elle donne plus d'autonomie aux travailleurs et veut libérer les potentialités et favoriser des formes d'auto-organisation. Le capitalisme exige désormais une participation active des producteurs.

La hiérarchie et la rigidité sont devenues des freins à la compétitivité, les entreprises doivent réagir vite et pouvoir satisfaire les besoins des clients qui évoluent sans cesse, sur des temps de plus en plus courts. Il faut alors assouplir et fluidifier les modes de production tout en accentuant la mainmise sur les travailleurs. Cette double difficulté sera dépassée grâce à la mise en place de nouveaux outils de management. La grande question étant de « déléguer le pouvoir sans perdre le contrôle ».[1]

Ce qu'on a appelé le toyotisme – forme d'organisation du travail mise en place dans les usines Toyota au Japon au cours des années 1960 – va permettre de dépasser le taylorisme et le fordisme. Certains de ses grands principes vont être appliqués dans de nombreuses entreprises et profondément modifier les manières de travailler : le juste-à-temps, qui consiste à supprimer les stocks et à travailler en flux tendus, l'autonomisation des équipes, les cercles de qualité qui réunissent encadrement et exécution...

Dans ces nouvelles approches, l'assurance qualité joue un rôle central. Dans le jargon managérial, l'assurance qualité est « l'ensemble des activités préétablies et systématiques mises en œuvre pour donner la confiance appropriée en ce qu'une entité satisfera aux exigences relatives à la qualité ». Toute l'entreprise s'organise dans le but de rendre visible et contrôlable toutes les phases de la production. La démarche qualité signifie la mise à nu du travail et la transparence totale, elle normalise les comportements « à partir de l'élaboration de protocoles et d'instruments de mesure destinés à comparer, à classer, à mesurer les écarts par rapport à une norme. »[2]

Ces changements profonds de manière de travailler empêchent l'individu de trouver du sens dans son activité car ils l'enserrent dans une série de procédures.

La standardisation des résultats est une autre démarche qui permet à l'entreprise d'innover et de dépasser ses concurrents. Elle consiste à donner une grande autonomie aux équipes qui s'organisent autour de projets et développent leurs propres méthodes de travail dans un climat de grandes tensions car il faut répondre à des objectifs de coûts, de qualité et de délais très contraignants. Beaucoup de sous-traitants de la grande industrie travaillent dans ces conditions.

1. Thomas Coutrot, **Critique de l'organisation du travail**, La Découverte, 2002, p. 55
2. Vincent de Gaulejac, **La société malade de la gestion**, Points économie, 2009, p. 96.
3. Virginie Linhart, **Travailler sans les autres**, Seuil, 2009, p.145
4. Gaulejac, p. 26
5. Ibid
6. Ibid, p. 257.
7. Richard Sennett, **La culture du nouveau capitalisme**, Albin Michel, 2006, p. 96.

L'autorité pyramidale a été remplacée par les impératifs du marché. L'autonomie et la créativité des équipes et des travailleurs sont une illusion. Ils sont encore plus soumis au contrôle capitaliste de leur travail et contrairement aux métiers d'autrefois qui parvenaient à se protéger et à construire des modes de régulation, ils dépendent complètement des fluctuations du marché. Charges et intensité du travail augmentent et une partie des risques et des responsabilités qui revenaient à la hiérarchie ont été reportés sur le salarié. Le travailleur est entièrement mobilisé au service de la rationalité économique, «il y a une volonté manifeste de l'entreprise de s'approprier toutes les qualités humaines de la personne qu'elle met au travail».[3] Il doit s'impliquer totalement pour satisfaire les objectifs qui lui sont fixés sans pour autant avoir les moyens financiers ou opérationnels de les atteindre et en étant en même temps plongé dans un univers de prescriptions, de normes et de contraintes.

Le travailleur n'a plus le collectif, et l'ensemble des valeurs qui le fondaient, pour le soutenir. L'individualisation sous toutes ses formes a été le maître mot des ressources humaines et le travailleurs se retrouve seul face à ses missions et à ses objectifs. Il est mis en concurrence avec ses collègues, avec les autres équipes, avec les autres entreprises. Le management moderne a réussi à briser cette culture ouvrière que les directions ne maîtrisaient pas et qui entraient souvent en conflit avec elles.

PLUS MORTS QUE VIVANTS

La modernisation des entreprises a été marquée par de grandes étapes. Mais aujourd'hui, le changement de mode d'organisation et la déstabilisation des structures sont devenus la norme. Une entreprise qui n'innove pas et ne se renouvelle pas sur des cycles de plus en plus courts ne peut pas soutenir la concurrence. Il faut sans cesse se réinventer, conquérir de nouveaux marchés, ouvrir de nouveaux sites, restructurer, inventer de nouveaux projets... Les entreprises se déstabilisent elles-mêmes. Cette réorganisation continuelle bouleverse les manières de produire. Les techniques utilisées deviennent très rapidement obsolètes car la gestion capitaliste «détruit continuellement ce qu'elle produit par nécessité de produire autre chose.»[4] En effet, de nouveaux biens et services doivent être proposés pour conquérir de nouveaux clients avant la concurrence. Il faut produire sans cesse du nouveau, à moindre coût et dans des délais de plus en plus courts.

Les Technologies de l'information et de la communication (TIC) sont au cœur de ce processus. Elles ont été un des facteurs déterminants de la financiarisation et de la mondialisation. L'informatisation et la mise en réseau permettent des échanges instantanés et fluides. Dans cette économie financiarisée et mondialisée les fusions-acquisitions s'enchaînent, les délocalisations facilitées par la transformation des travailleurs en exécutants et par la centralité des machines se multiplient. A l'échelle mondiale, la répartition du travail se recompose à un rythme soutenu. Des régions ayant précédemment bénéficié de la mondialisation se retrouvent subitement privées de centaines de milliers d'emplois.

Ces mutations technologiques entraînent la disparition de secteurs entiers de la production et en menacent perpétuellement d'autres. Pour prendre un seul exemple, en quelques années, un logiciel de «Voix sur internet» comme Skype a réussi à s'imposer comme le plus important fournisseur mondial de communication transfrontalière[5], déstabilisant complètement les opérateurs de télécommunication «traditionnels» qui ont vu exploser les accès au haut débit. Le capitalisme numérique accélère encore un peu plus le rythme des recompositions, tout ce qu'il produit disparaît à une vitesse vertigineuse. Tout produit devient quasi obsolète au moment où il est commercialisé.

La capacité à s'adapter aux transformations technico-économiques devient la compétence la plus valorisée.

Dans ce marché déstabilisé en permanence, les travailleurs doivent s'adapter et l'exigence de mobilité et de flexibilité les oblige à se plier à ces processus de précarisation. Il faut accepter donc les mutations, se former tout au long de sa carrière, changer de travail, de secteur, se reconvertir, être capable de changer de lieu et de mode de vie. La capacité à s'adapter aux transformations technico-économiques devient la compétence la plus valorisée. «A l'identité de métier, qui ancrait chaque individu dans une corporation, dans un univers professionnel structuré dont il partageait les normes, les habitus et les savoir-faire, se substitue une identité flexible, polyvalente, qui varie en fonction des résultats de sa carrière.»[6]

Acquérir de l'expérience et bien faire son travail se transforment en handicap, car il faut des travailleurs capables de se renouveler et d'intégrer toutes les nouvelles orientations et méthodes imposées par les directions. Avoir un métier, savoir faire une chose bien après un long apprentissage dans un univers stable et structuré s'oppose au nouveau modèle qui implique un renouvellement des compétences sur des cycles très courts. Il faut désormais des employés «qui puissent apprendre de nouvelles techniques plutôt que de s'accrocher à d'anciennes compétences. L'organisation dynamique insiste sur la capacité de traiter et d'interpréter des corps changeants d'information et de pratique.»[7] Les modes de consommation et de production changent tout le temps et s'acharner à faire les choses bien, en s'engageant dans une réalisation aboutie pour elle-même et pas pour générer du profit a de moins en moins de sens. Le marché n'a pas besoin de cette profondeur, tous les produits sont jetables. Pourquoi pas les humains?

Cédric Biagini

À LIRE

Travaux (1945), Georges Navel, Gallimard, coll. Folio, 1979.

L'Etabli (1978), Robert Linhart, Editions de Minuit, 2003.

Tuta blu (1982), Tommaso Di Ciaula, Actes Sud, 2002.

DOSSIER

TROP LONGTEMPS CONSIDÉRÉS COMME DES FRÈRES ENNEMIS, LES TRAVAILLEURS MANUELS ET INTELLECTUELS SONT AUJOURD'HUI CONFRONTÉS À UNE MÊME LOGIQUE DE DÉVELOPPEMENT TECHNO-ÉCONOMIQUE, QUI ENTRAÎNE À LA FOIS UNE EXPLOITATION ACCRUE, UNE DÉPOSSESSION DES SAVOIR-FAIRE ET UN APPAUVRISSEMENT DES PRODUITS. DE CETTE CONDITION PARTAGÉE PEUT NAÎTRE UN NOUVEAU MOUVEMENT ÉMANCIPATEUR, QU'ANNONCENT LES LUTTES ACTUELLES LIÉES AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES DANS LE MONDE DU TRAVAIL.

MANUELS / INTELLECTUELS
POUR UN FRONT COMMUN

VIEILLE LUNE des mouvements d'émancipation, la question des relations entre travailleurs manuels et travailleurs intellectuels a été longtemps au centre des débats. Elle est pourtant devenue aujourd'hui un tabou dans la plupart des mouvements politiques radicaux. Contrairement à ce qui se faisait dans les années 1950 à 1970, les intellectuels n'interrogent plus guère leur métier et leur rôle social, quitte à reconduire dans les communautés militantes où ils s'insèrent l'autorité symbolique que leur confèrent leur instruction, leurs connaissances ou leur talent à manier le verbe. De leur côté, les travailleurs « manuels » qui se donnent les moyens intellectuels de comprendre le monde qui les entoure et le système social dans lequel ils sont pris considèrent trop souvent cette activité comme une éducation politique séparée de leur travail quotidien, alors que ces moyens intellectuels pourraient être investis dans une transformation directe, réflexive, du mode de production dominant, de ses outils et de ses finalités.
Parfois même cette séparation entre manuels et intellectuels se change en méfiance ou en mépris réciproque, et se cristallise dans des stéréotypes : pour ceux qui n'ont pas bénéficié d'une instruction supérieure, les intellos apparaissent souvent comme des gens abstraits, qui se perdent dans des raisonnements excessivement raffinés, sophistiqués voire sophistiques ; et l'intellectuel pour sa part en vient parfois à considérer les travailleurs manuels comme des rustauds qui ne connaissent que l'immédiateté des réflexes et des opinions communes, préjudiciable à la prise de recul, à la distanciation que nécessite la réflexion.

SAVOIRS À L'ŒUVRE

Pourtant, seule une conscience aveuglée par le positivisme de l'ère industrielle peut prétendre que le paysan, l'ouvrier ou l'artisan ne sont pas des êtres de science. Le problème de la science moderne, objectiviste et mathématique, est qu'elle prétend étudier le monde selon les lois du chiffre et du calcul, en faisant abstraction de ses qualités concrètes et sensibles – et qu'elle présente cette connaissance comme seule vraie ; or la connaissance ouvrière et paysanne de la nature et des êtres est en quelque sorte une science plus savante, plus exacte, en ce qu'elle refuse cette disjonction. Elle connaît les choses du monde *d'abord* par leurs qualités concrètes et sensibles ; et elle les connaît non seulement parce qu'elle est en sympathie avec elles, mais parce qu'elle est en sympraxie avec elles[1] : elle en fait quotidiennement l'expérience par la pratique.
Inversement, tout travail intellectuel authentique comporte une dimension de fabrication qui l'apparente à un artisanat. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, tourner une phrase, construire un raisonnement, bâtir une argumentation ne sont pas des activités abstraites, mais des choses qui relèvent du métier voire du bricolage, et pour lesquelles un savoir technique est nécessaire : il y a des techniques de mémorisation (ce que l'historienne Frances Yates a nommé les « arts de la mémoire »), des techniques de la parole et du discours (rassemblées sous le nom de rhétorique), des techniques de raisonnement (logique et dialectique), etc. Etymologiquement, beaucoup de mots liés aux travaux intellectuels plongent d'ailleurs leurs racines dans le monde de l'artisanat : le texte fait référence au tissu (*textus*) ; la page renvoie au champ cultivé (*pagus*) ; l'écriture s'identifie primitivement au geste de l'entaille ou de l'incision (*graphein*) ; enfin comprendre, c'est d'abord prendre, empoigner dans le sens le plus concret du mot, tandis que penser renvoie à l'acte de soupeser (*pendere*), et que l'intelligence renvoie au fait de cueillir pour rassembler en une même gerbe, un même bouquet (*inter-legere*). Ainsi peut-on dire qu'à rebours des idées reçues, le travail de la pensée est tout ce qu'il y a de plus matériel, voire matérialiste.

UN MONDE SANS CONTACT ET SANS QUALITÉ

Pourtant c'est précisément cet entrelacement du faire et du penser, dans l'activité des travailleurs manuels comme dans celle des travailleurs intellectuels, qui est aujourd'hui menacé par les « avancées » technologiques, synonymes d'un processus d'abstraction et d'intermédiation dans le travail, ainsi que d'une mécanisation généralisée des activités, conduisant à déposséder les travailleurs de leurs aptitudes au profit de prothèses techniques aliénantes.
En effet, « le travail humain a évolué dans le sens d'un éloignement croissant de la matière qu'il transforme ou des personnes auxquelles il s'adresse. [...] Le développement du machinisme avait, avec le remplacement des outils par des machines, introduit une première médiation entre le travailleur et la matière. Il restait toutefois le contact direct avec

1. Etymologiquement « sympathie » signifie : sentir avec, « sympraxie » : faire avec.
2. Pierre Bouvard, *Le Nouvel Âge du travail*, Hachette, 2009, p. 71-72.
3. Lucien Mercier-Hega, *Anarcho-syndicalisme et syndicalisme révolutionnaire*, Spartacus, 1978, p. 65.
4. André Prudhommeaux, *L'Effort libertaire*, tome 1, *Le principe d'autonomie*, Spartacus, 1978, p. 45.

TRAVAIL : QUEL SENS?

la machine et une proximité visuelle avec la matière. Aujourd'hui, c'est le contact avec la machine elle-même qui se perd. Le travail passe par la médiation d'un terminal d'ordinateur qui pilote et contrôle les machines. Les opérations sont représentées sur des écrans par des icônes ou des voyants.»[2] Cette perte de contact physique accentue un sentiment d'absurdité lié à l'invisibilisation des processus productifs réels, et à l'absence de contrôle exercé sur eux par les travailleurs, qui se contentent d'exécuter leur tâche sans en comprendre les tenants et les aboutissants.

D'autre part, la pénétration des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans tous les milieux professionnels, aussi bien dans le journalisme ou les assurances que dans la boulangerie ou la conduite des hauts-fourneaux, n'a fait qu'accroître l'aliénation des travailleurs manuels, désormais exploités jusqu'aux tréfonds de leur pensée et de leur système nerveux, tout en mettant les travailleurs intellectuels face à des phénomènes semblables à ceux auxquels la classe ouvrière avait été confrontée un siècle auparavant: extorsion des compétences, division générale des tâches, asservissement à la machine, accélération des cadences, standardisation et perte de qualité des produits (c'est-à-dire en l'occurrence des idées, des raisonnements, des services rendus, etc.)...

L'informatisation, qui permet en outre une surveillance rapprochée des rythmes de travail et de la productivité des salariés, est au principe d'une extériorisation technique et d'une artificialisation complète de nos facultés: ce n'est plus nous qui cherchons l'expression la plus adéquate ou l'orthographe correcte d'un mot, qui réfléchissons à la meilleure représentation d'une idée ou qui nous souvenons des choses essentielles, mais un ensemble de logiciels, de banques de données, d'appareils numériques, de réseaux électroniques et de systèmes automatisés. Nos capacités de réflexion, de mémorisation, d'imagination et même d'expression ont été confiées à des médiations techniques que nous ne maîtrisons pas et dont nous devenons dépendants.

FRONT COMMUN

Ainsi les travailleurs manuels et les travailleurs intellectuels se retrouvent confrontés à des évolutions analogues qui les menacent dans leur métier et leur être propre, faisant naître l'idée d'une possible communauté de lutte. D'un côté les manuels sont progressivement conduits à se reconnaître dans le sort des travailleurs intellectuels enrégimentés dans les bureaux ou les laboratoires, et qui combattent sans répit pour garder intacte leur puissance de pensée malgré les pressions de toute sorte (économiques, hiérarchiques, idéologiques). Et de l'autre côté, «des catégories nombreuses de techniciens, d'ingénieurs, découvrent qu'eux aussi sont des manœuvres du cerveau voués à la médiocrité de l'ouvrier spécialisé, à un échelon près. [...] Non pas de façon mécanique, mais à condition de passer par la réflexion, nombre de travailleurs intellectuels se rendent compte que leur relative supériorité – par rapport aux manuels – est un leurre et que c'est le système dans son ensemble qui organise une hiérarchie. La mobilité espérée, les possibilités d'ascension sociale, toujours mises en avant pour faire admettre le système dans son principe, ressemblent alors aux carottes qui font trotter les ânes.»[3]

Par conséquent, les conditions semblent être réunies pour que se constitue un front commun contre le capital et les nouvelles technologies, un mouvement politique émancipateur qui aurait pour ambition de réintroduire le faire et le comprendre dans toutes les activités humaines, afin de «restituer au travail particulier de chaque homme son attrait, son honneur, sa créativité artisanales»[4]. A n'en pas douter, la mise en relation des luttes déjà existantes contre l'automatisation et l'informatisation (métiers du livre, caissières de supermarché, etc.) participe déjà de la construction d'un espace public oppositionnel où pourront être débattus les moyens et les fins d'un tel mouvement. **Patrick Marcolini**

À LIRE

Le Moteur humain. L'énergie, la fatigue et les origines de la modernité, Anson Rabinbach, La Fabrique, 2004.

Produisez, consentez! Critique de l'idéologie managériale, Etienne Rodin, Homnisphères, 2007.

LA MACHINE N'EST PAS L'OUTIL

Propos d'un vigneron interrogé en 2006 par le journal CQFD (n°37) sur son métier:

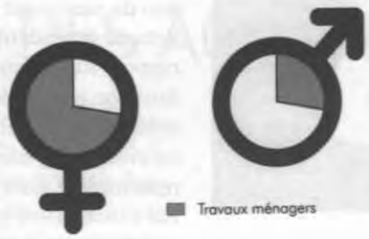
«Si je n'étais pas prédestiné à faire du vin, je l'étais à dénoncer la modernité et à lui résister sur le lieu même de ma naissance. Cette résistance a pris chez moi la figure du paysan viticulteur, métier qu'exerçait déjà mon père. Il faut préciser que j'emploie ici cette notion de métier dans sa conception traditionnelle, c'est-à-dire conformément à son étymologie (du latin **ministerium**), de fonction. Dans la conception moderne du métier, les individus ne sont plus que des "unités" interchangeables et donc mécaniques, dans lesquelles il ne subsiste plus rien de véritablement humain; ces métiers "mécaniques" constituent l'industrie. Ainsi, toute l'activité de bien de mes collègues vignerons consiste à faire mouvoir des machines et ce sont bien elles qui, en définitive, cultiveront la vigne et fabriqueront le vin, ce qui aboutit à la fabrication en série. Car le but est de produire la plus grande quantité possible, d'une qualité semblable d'une année à l'autre, à l'usage d'hommes que l'on suppose semblables également. C'est bien là le triomphe de la quantité et de l'uniformité. On peut remarquer aussi que la machine est le contraire de l'outil. Elle n'est pas un "outil perfectionné" comme beaucoup se l'imaginent. L'outil est en quelque sorte le prolongement de la main de l'homme et de l'homme lui-même, tandis que la machine réduit celui-ci à n'être que son serviteur. [...] Je ne veux pas, comme le font la plupart de mes collègues, produire pour le maximum de gens, c'est-à-dire pour faire le maximum de fric. J'ai donc décidé, et je m'y tiens, de ne produire qu'une petite quantité de vin, juste ce qu'il faut pour continuer à faire ce que je fais. Lorsque j'ai repris les vignes de mon père, j'avais une bonne dizaine d'hectares. Mais cela nécessitait un matériel assez important. J'ai choisi de revenir à une taille plus humaine, cinq hectares. Cela me permet de me passer le plus possible de machines pour travailler.»

DOSSIER ESSENTIELS DANS NOTRE VIE QUOTIDIENNE, LE TRAVAIL DOMESTIQUE ET LES TÂCHES MÉNAGÈRES SONT À DÉFENDRE, LOIN DES LOGIQUES DE CAPITALISATION, DANS UNE PERSPECTIVE D'AUTONOMIE.

Y'A DU MÉNAGE À FAIRE !

REVALORISONS LES TÂCHES MÉNAGÈRES ET DOMESTIQUES

CUISINER, S'OCCUPER DES ENFANTS, faire la vaisselle, le repassage ou le ménage : en France, ce sont les femmes qui effectuent toujours près de 80 % de ces travaux domestiques ou qui en assurent la gestion.[1] Loin d'évoluer, les inégalités persistent. Les filles subissent encore un formatage à travers l'école, la famille, la publicité, ou les jeux et les jouets.[2] et sont construites socialement dans l'optique de devenir de « bonnes mères au foyer ». Ainsi, statistiquement les femmes font moins le ménage lorsqu'elles sont célibataires. Une fois en couple, le temps dévolu aux diverses tâches domestiques augmente dans la plupart des cas et l'arrivée d'un enfant ne fait qu'aggraver cet état de fait.[3] Contrairement à certains discours, les bouleversements de société qu'ont représenté l'entrée massive des femmes dans la vie active ou l'arrivée des technologies domestiques n'ont pas permis une émancipation et une répartition plus égalitaire. Les femmes effectuent bien souvent une « double journée », elles occupent des emplois plus précaires et/ou moins bien rémunérés et ce sont elles qui majoritairement cessent leur activité pour s'occuper des enfants. Même dans le cas du recours à des services domestiques à domicile, on constate que leur prise en charge leur reste dévolue comme la capacité à financer un substitut à leur propre travail. Au sein du couple et plus généralement dans la société, la contribution féminine a sans arrêt tendance à être moins visible que la contribution masculine, à laisser moins de traces.



Ce sont bien l'organisation patriarcale et la hiérarchisation genrée de nos sociétés, qui plus est culturellement intégrées par les protagonistes depuis des siècles, qui permettent à ce système de perdurer. Les travaux ménagers effectués gratuitement, à l'intérieur de la maison, sont sans cesse invisibilisés et dévalorisés. Ils sont vus et vécus comme des corvées, dévolus aux femmes pendant que les hommes, détachés de ces préoccupations peuvent s'adonner à des activités tournées vers l'extérieur et socialement reconnues.[4]

VERS PLUS D'ÉGALITÉ ET D'AUTONOMIE

Pourtant les tâches ménagères sont essentielles dans notre vie quotidienne. Porteuses et génératrices d'autonomie à l'instar des activités productives non marchandes, elles permettent d'assurer sa subsistance et de maîtriser son environnement. Elles méritent donc d'être revalorisées. Il devient intéressant de se les réapproprier dans une perspective d'émancipation vis-à-vis du patriarcat et de la marchandisation de tous les aspects de nos existences.

Il est en effet indispensable d'intégrer l'organisation du travail domestique à la réflexion et à la mise en place de tout projet social et collectif émancipé.

Pour avancer sur ces questions, il importe de continuer à lutter contre la construction du genre dans une perspective féministe. La libération des femmes n'arrivera pas dans le tambour d'une machine à laver mais elle s'acquerra par les luttes anti-patriarcales. Il s'agit de se battre pour une répartition égalitaire et effective des tâches ménagères. Demander leur rémunération n'aboutit en effet qu'à étendre le domaine de l'économie et ne change en rien l'inégalité de leur répartition.

C'est à nous touTes, hommes et femmes, de nous approprier cette démarche sans oublier de prendre en compte nos différences de socialisation en ce domaine. Nous avons en effet des perceptions différentes dans notre rapport à ces travaux domestiques, ce que Jean-Claude Kaufmann appelle un « capital de manières » inégal.[5] De par leur éducation, les femmes disposent souvent d'un « savoir-faire » et sont mieux préparées à s'occuper de la maison ou à prodiguer des soins. Sans une réelle prise en compte collective de cet aspect, il est fréquent que la répartition genrée et inégalitaire traditionnelle se remette inexorablement en place.

C'est pourquoi il est indispensable de pouvoir discuter de nos différentes perceptions du propre, du rangé et de s'aider mutuellement pour progresser et améliorer nos gestes dans un compromis collectivement décidé.

D'autre part, il est intéressant d'inscrire dans un processus éducatif toutes les techniques (couture, fabrication d'objets, cuisine...) propices à cette émancipation. Nous devons les reprendre à notre compte pour pouvoir transmettre ces savoir-faire et les faire vivre au quotidien afin de renforcer notre autonomie (fabriquer soi-même de multiples objets, faire sa propre lessive, par exemple)[6].

Redonner du sens aux tâches ménagères et au travail domestique devient alors partie intégrante d'un projet de vie plus global. Elles seront certainement socialement plus aisées à réaliser, et aussi plus plaisantes, si elles sont effectués dans une démarche et un quotidien basés sur l'autonomie, le partage et la solidarité.

Rimso ! et Rafito

"Maman travaille"

1. **Etude des relations familiales et intergénérationnelles (Erfi)**, 2005.

2. Sur ce sujet lire l'ouvrage collectif **Contre les jouets sexistes**, L'Échappée, 2007.

3. Voir l'enquête de Institut national d'études démographiques (Ined) **L'arrivée d'un enfant modifie-t-elle la répartition des tâches domestiques au sein du couple?**, Populations et sociétés, nov. 2009.

4. Voir les travaux de Christine Delphy sur l'exploitation gratuite des femmes et la construction du genre. À lire **L'ennemi principal**, tome 1 économie du patriarcat et tome 2 penser le genre, Syllepse, 1998 et 2001.

5. Jean-Claude Kaufmann, **La trame conjugale**, Nathan, 1992 (réédition en poche chez Pocket).

6. Voir par exemple Nathalie Boisseau, **Le ménage au naturel**, Éditons Alternatives, 2009.

À LIRE

Le Travail fantôme et **Le Genre vernaculaire**, Ivan Illich, repris dans ses **Œuvres complètes**, volume 2, Fayard, 2005.

PEU CONNU AUJOURD'HUI DANS LES MILIEUX MILITANTS, LE COMPAGNONNAGE FAIT PARTIE DE L'HISTOIRE DE LA CLASSE OUVRIÈRE AU MÊME TITRE QUE LE SYNDICALISME. ET POURTANT SON PROJET CENTRAL – « PASSER DU TRAVAIL, RÈGNE DE LA NÉCESSITÉ, AU MÉTIER, RÈGNE DE LA LIBERTÉ »[1] – EST DÉJÀ EN LUI-MÊME UNE DÉCLARATION DE GUERRE AU CAPITALISME ET À L'INDUSTRIE.

DU TRAVAIL AU MÉTIER
LE COMPAGNONNAGE

DEPUIS LE XIX[E] SIÈCLE, alors que les communistes s'appellent entre eux « camarades », les anarchistes préfèrent utiliser le mot de « compagnons ». Mais peu nombreux parmi eux savent que cette coutume est un héritage de la plus ancienne des cultures ouvrières : le compagnonnage. Issu d'une tradition remontant au Moyen Age, période au cours de laquelle les travailleurs avaient pris l'habitude de se regrouper par corps de métier, le compagnonnage organise les artisans sur la base de la transmission et du perfectionnement de leurs savoir-faire professionnels. Le but : devenir des « ouvriers d'élite », qui trouvent « dans la qualité de leur œuvre une raison de vivre autant qu'un moyen de subsistance »[2]. Ici bien sûr, élite ne signifie nullement domination, mais accomplissement dans son métier et dans sa vie. La devise des compagnons en témoigne : « Ne pas asservir, ne pas se servir, mais servir. »

Les compagnons ont été l'objet de beaucoup de moqueries pour avoir entouré le travail d'un ensemble de coutumes folkloriques : chansons traditionnelles, cérémonies secrètes, costumes distinctifs, etc. Pourtant ces coutumes possèdent une signification à la fois technique et symbolique. D'une part, les rituels et les chants sont des manières de graver dans la mémoire des apprentis les gestes et les rythmes corporels nécessaires à un travail manuel harmonieusement coordonné. Et d'autre part, ils fonctionnent « comme rites de passage destinés à montrer au novice toute l'importance sociale que revêt son entrée dans la communauté »[3]. En effet, contrairement au travailleur moderne, individu « libre » isolé sur le marché du travail, le compagnon ne peut se concevoir sans la communauté des travailleurs à laquelle il est lié, qui lui fournit assistance au quotidien et solidarité en cas de coups durs. En outre, le compagnonnage veut que chaque apprenti, lorsqu'il a fait ses preuves, entreprenne un « Tour de France » : il doit prendre la route, et passer de ville en ville pour rencontrer les autres compagnons exerçant le même métier afin de parfaire chez eux son habileté et ses compétences. Comme le voyageur qui, de pays en pays, découvre de nouvelles langues et de nouvelles coutumes, le compagnon, en tout atelier où il est accueilli, découvre ainsi de nouvelles manières de faire et des secrets de fabrication dont il n'avait pas idée ; il enrichit son répertoire de gestes et de connaissances qu'il pourra ensuite réutiliser au mieux de son art. Mais par la force des choses, le Tour de France est aussi un apprentissage de la vie : le compagnon y découvre qu'« un métier, c'est beaucoup plus qu'une simple technique ; c'est un certain type de relations aux hommes, de présence à la société. C'est une vocation au sein de la cité. »[4]

L'ACCOMPLISSEMENT DE SOI

La formation du compagnon culmine dans le « chef d'œuvre », c'est-à-dire la réalisation d'un objet techniquement parfait, qui devra susciter l'admiration des autres compagnons. C'est une épreuve qui vient sanctionner l'acquisition par l'ouvrier-artisan d'une maîtrise totale de son métier : « il lui faut se surpasser, prouver sa valeur par un témoignage d'adresse, d'habileté, d'astuce même, mais aussi d'humilité, de patience, de sujétion à des règles imposées à la fois par la matière et les autres »[5]. Pour l'ouvrier, la confection du chef d'œuvre constitue donc une sorte d'achèvement, non seulement sur le plan professionnel, mais sur le plan moral : au terme de cette épreuve, il sera enfin devenu un « homme complet ».

Cette tentative de donner au travail manuel une noblesse analogue sinon supérieure au travail intellectuel est à l'évidence issue des valeurs du Moyen Age : conception chevaleresque de l'honneur, héroïsme et abnégation au travail, sens de la communauté et de l'entraide, etc. Elle n'en a pas moins inspiré aux révolutionnaires des vues sur ce que pourrait être dans l'avenir une société égalitaire et libertaire reposant sur un travail civilisé. Kropotkine, William Morris ou Gustav Landauer ont laissé à ce sujet des pages magnifiques, entrevoyant la renaissance du compagnonnage sous forme de communautés de travailleurs auto-organisées, propriétaires de leurs moyens de production et porteuses d'une éthique du travail bien fait. Simone Weil pour sa part proposait de baser la régénération sociale sur les principes et l'esprit du compagnonnage : pour que cesse le malheur de la condition prolétarienne, il fallait selon elle que les ouvriers deviennent des « professionnels hautement qualifiés, ayant à faire preuve assez souvent d'ingéniosité et d'initiative », « propriétaires chacun d'une maison, d'un coin de terre et d'une machine ». Ce qui signifiait : abolir les usines, les remplacer par des petits ateliers organisés sur un mode coopératif, et ressusciter la tradition du Tour de France[6].

Encore vivant aujourd'hui (les associations compagnonniques regroupent en France plusieurs milliers d'ouvriers considérés comme les meilleurs dans leur spécialité) , le compagnonnage continue d'affirmer que la qualité du travail effectué a plus d'importance que le profit qu'on peut en retirer, et que le seul ouvrier authentique est celui qui maîtrise parfaitement les moyens et les fins de son activité. Bien qu'il ait toujours souhaité rester à l'écart des passions partisanes, le compagnonnage est donc politique malgré lui en ce qu'il organise depuis des siècles la préservation obstinée de formes de vie et d'une puissance d'agir radicalement étrangères à la société capitaliste industrielle. **Patrick Marcolini**

1. Annie Guédez, **Compagnonnage et apprentissage**, PUF, 1994, p. 33.

2. A. Guédez, op. cit., p. 12.

3. Gérard Noiriel, **Les Ouvriers dans la société française (XIX[e]-XX[e] siècle)**, Le Seuil, 2002, p. 57.

4. Bernard de Castéra, **Le Compagnonnage**, PUF, 2008, p. 66.

5. A. Guédez, op. cit., p. 85-86.

6. Lire Simone Weil, **Réflexions sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale** (1934) et **L'Enracinement** (1943), tous deux repris dans ses **Œuvres** publiées chez Gallimard dans la collection « Quarto ».

7. Les principales associations compagnonniques sont aujourd'hui l'**Association ouvrière des Compagnons du Devoir du Tour de France**, plus hiérarchisée et centralisée que l'**Union compagnonnique des Compagnons du Tour de France des Devoirs unis et la Fédération compagnonnique des Métiers du Bâtiment**, considérées comme plus démocratiques. A noter qu'une quatrième association, l'**Ère Nouvelle des Compagnons et Aspirants Egalitaires**, s'est fondée à la fin des années 1970 sur la base de la mixité hommes-femmes, qui était jusque là exclue du compagnonnage.

EN SAVOIR PLUS

Fédération compagnonnique des Métiers du Bâtiment
143 avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris
www.compagnons.org

Union compagnonnique des Compagnons du Tour de France des Devoirs unis
15 rue Champ-Lagarde
78000 Versailles

Ère Nouvelle des Compagnons et Aspirants Egalitaires
1 rue de Villebois-Mareuil, 16100 Cognac
www.compagnonnage-egalitaire.fr

Association ouvrière des Compagnons du Devoir du Tour de France
82 rue de l'Hôtel-de-Ville
75018 Paris Cedex 04,
www.compagnons-du-devoir.com

DOSSIER

SOCIOLOGUE DU TRAVAIL, DANIÈLE LINHART MONTRE DANS SON DERNIER LIVRE **TRAVAILLER SANS LES AUTRES**, COMMENT LA « MODERNISATION DU TRAVAIL » A FAIT PERDRE AU TRAVAIL TOUT SON SENS. SOUS COUVERT D'AFFRANCHIR DE LA HIÉRARCHIE ET D'ACCORDER PLUS D'AUTONOMIE, LE MANAGEMENT DÉTRUIT TOUTE FORME DE SOLIDARITÉ ET DÉNATURE LE TRAVAIL. IL BROUILLE LES FRONTIÈRES ENTRE SECTEUR PUBLIC ET PRIVÉ ET FAIT TRIOMPHER UNE LOGIQUE INHUMAINE.

TRAVAILLER SANS LES AUTRES

Entretien avec
Danièle Linhart
Propos recueillis et mis en forme par
Cédric Biagini

Sous diverses formes, la question du travail revient régulièrement sur le devant de la scène. Au milieu des années 90, le débat sur la fin du travail agite le monde militant et intellectuel. Récemment le film « Attention danger travail » a été un succès. Nous assistons aussi à des débats autour du stress et de la pénibilité au travail, avec notamment les cas de suicides à Orange. Des politiciens tentent de revaloriser le travail et « la France qui se lève tôt ». Entre la position militante de refus du travail et l'exhortation à se retrousser les manches, qu'en est-il du travail aujourd'hui dans notre société ?

La position qui consistait à remettre le travail à sa place en affirmant qu'il n'y avait plus de travail pour tout le monde et qu'il fallait en profiter pour inventer d'autres manières de vivre, de se socialiser et de trouver son identité a eu un certain écho dans les années 90. Récemment, Corinne Maier avec le succès de son livre[1] a enfoncé le clou en écrivant qu'il fallait en faire le moins possible. Je crois que cette posture dans le rapport au travail s'est un peu dégonflée d'elle-même comme s'est dégonflée la position politique de Sarkozy et de Raffarin. Ce dernier avait dit qu'il fallait remettre les Français au travail. D'ailleurs la même Dominique Méda qui se demandait si le travail n'était pas une valeur en voie de disparition vient de présenter une enquête européenne qui montre que la France est paradoxalement le pays où les habitants disent que le travail est très important dans leur vie. Il y a une réelle focalisation sur le travail et d'autre part les Français disent êtres très frustrés de ce travail. Il s'y passe des choses tragiques qui montrent que le travail est une activité déterminante pour l'image de soi, le sentiment d'utilité qu'on a et la la valeur que l'on pense avoir. Ce qui se passe au travail structure le rapport de chacun à la société. Lorsqu'on voit des entreprises fermées, des salariés plongés dans le désarroi, ce n'est pas seulement une question d'argent, mais aussi un monde qui s'effondre, un monde de sociabilité, de valeurs, etc. On a été dans les années 80-90 victime du désintérêt pour tout ce qui se jouait au travail, y compris d'ailleurs du côté de la gauche.

1. Bonjour paresse : De l'art et de la nécessité d'en faire le moins possible, Michalon, 2004

On peut dire que la gauche et les classes populaires se sont éloignées...

Il y a eu un remodelage extrêmement important, d'une part avec la contraction de la classe ouvrière – les activités tertiaires et de service ont considérablement augmenté – et par l'affaiblissement des bastions ouvriers les plus syndicalisés et politisés tels que les mines, les chantiers navals, la sidérurgie. Et par l'individualisation systématique de la gestion des salariés qui a été mise en place par le patronat à partir des années 70. Elle a pris une grande ampleur dans les années 80. Désormais le monde du travail est atomisé, chacun se retrouve seul. Les solidarités, les valeurs et les projets communs articulés autour du travail se sont effilochés avec les collectifs.

André Gorz, qui est revenu à la mode ces derniers temps, postulait, confondant ainsi ses désirs et la réalité, que nous atteignions la fin de la centralité du travail. Or il faut voir ce qui se passe à la périphérie du travail, tout s'y marchandise et le brouillage des rôles sociaux fait que le travail est plus que jamais au cœur de toutes les préoccupations.

Tout à fait, le capitalisme ne s'est pas arrêté, il a besoin de renouveler en permanence le marché, de créer des nouveaux biens et des nouveaux services. On le voit clairement par la transformation croissante des activités domestiques et familiales en activités marchandes. Les chèques service illustrent bien cette tendance. On peut payer son grand père pour garder ses enfants avec des chèques services, rémunérer une cousine pour venir bêcher le jardin, payer des organismes pour compléter l'enseignement scolaire... On voit comment toute une série d'activités sont extraites de la sphère familiale et de l'entraide pour devenir des services marchandisés. Le marché mord de plus en plus sur toutes les activités de la vie. Du coup, lorsqu'on ne travaille pas, on n'a plus de valeur. On vérifie donc de plus en plus sa propre valeur à l'aune de sa valeur marchande. Une sociologue donnait le témoignage d'un grand père qui disait « je ne sers à rien parce que ma fille ne me donne pas de chèque service pour m'occuper de mes petits-enfants, si elle le faisait, j'aurais le sentiment d'être utile, d'avoir de la valeur ». C'est difficile de se passer du travail et d'inventer d'autres manières de vivre, de trouver le vecteur d'une identité sociale, d'un sentiment d'utilité, de prendre pied dans la société. Ce qu'on peut faire est concurrencé par des activités marchandes. Par exemple, une mère qui passerait son temps à coudre des chemises alors qu'on peut en faire venir à 5 euros de Chine, ou qui préparerait des plats alors que ses enfants peuvent aller à la cantine ou au fast-food. La concurrence est telle qu'une femme qui ne travaille pas n'a plus d'utilité.

On parle aujourd'hui de stress au travail, de pénibilité. Mais depuis plusieurs décennies, il y a un discours qui tend à dire que grâce à l'industrialisation, grâce aux machines, à l'automatisation, la pénibilité va s'amoindrir. C'est l'illusion de croire que les conditions

de travail s'améliorent. Quand on lit votre livre, on peut être surpris que des ouvriers tiennent un discours nostalgique sur d'autres périodes. Comment l'expliquez-vous ?
Dans les années 50-60, il y avait déjà beaucoup de souffrance physique au travail, d'usure physique, le travail était répétitif, ennuyeux, la hiérarchie harcelait, il y avait peu d'horizon de progression de carrière. Mais on ne parlait pas autant de souffrance qu'aujourd'hui, ce n'était pourtant pas de cette manière là qu'on envisageait le travail. Il y a deux raisons à cela. A l'époque, il y avait beaucoup de sociabilité et de solidarité au sein des collectifs de travail. Les collectifs stables d'ouvriers existaient vraiment. Ils produisaient de l'entraide et des règles pour que les mauvais boulots tournent, que ceux qui sont fatigués puissent se reposer. Il y avait une prise en charge collective de ces pénibilités et une régulation. Les ouvriers me disaient bien qu'ils avaient dans le temps des conditions beaucoup plus dures physiquement mais entre eux ils s'entraidaient, amenaient des choses à boire et à manger, rigolaient, s'attendaient à la sortie, bref, il y avait une vie. Le second point est que cette souffrance avait un sens, elle était comprise dans un rapport de force, d'exploitation. On savait pourquoi on souffrait. Ce n'était pas parce qu'on était inadapté personnellement, mais parce que le patron cherchait à s'en mettre plein les poches. C'était l'idée de la lutte des classes, des valeurs ouvrières qui filtraient la manière dont on vivait la souffrance. Elle était structurante et collective. Pour moins souffrir il fallait se mobiliser, se syndiquer, lutter, expliquer aux jeunes de ne pas en faire de trop pour ne pas augmenter les cadences. Cette souffrance était gérée et inscrite dans un rapport de force et mise en résonance avec des enjeux sociaux et politiques. L'énorme différence avec la période actuelle est donc toute l'individualisation qui est passée par là. Individualisation de la gestion des salariés, de l'organisation du travail, mise en place depuis 1975 en contrecoup de 1968. Les patrons étaient affolés, ils ont séparé, atomisé, pour inverser le rapport de force mais aussi pour faire croire qu'ils prenaient en compte les attentes des salariés. On va rendre le travail plus personnel, plus créatif, plus autonome. C'est un véritable cheval de Troie qui est rentré dans le monde ouvrier. Sous couvert de répondre à certaines aspirations, on a mis en place des stratégies qui ont totalement vulnérabilisé, fragilisé les salariés en les extrayant de leur collectif protecteur animé par des valeurs. Maintenant cette souffrance est vécue dans un rapport individuel avec le travail alors qu'il y avait auparavant une expérience collective.

Pensez-vous que l'on puisse parler aujourd'hui d'intensification du travail ?
Oui, notamment avec le passage aux 35 h. Mais le plus important vient des nouveaux modèles qui se mettent en place. Les salariés sont considérés individuellement comme autonomes et responsables, sans avoir la possibilité d'influer sur les objectifs de leur mission et les moyens de la mener.

Ils sont dépossédés...
On leur assigne des objectifs et des moyens pour y arriver qui ne sont pas toujours en cohérence et on leur dit qu'ils sont autonomes et responsables. On vous demande des résultats, à vous de vous débrouiller.

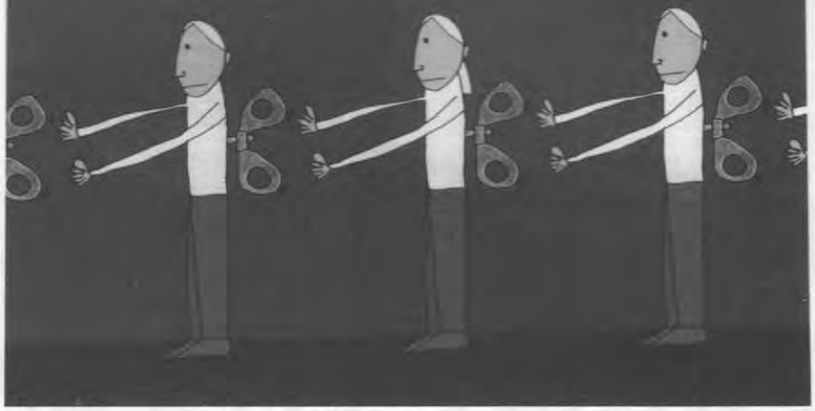
L'entreprise se serait déchargée d'une partie de ses responsabilités sur les salariés ?
Exactement. C'est ce que Marie-Anne Dujarier appelle le transfert du travail d'organisation aux salariés subalternes eux-mêmes. Nous sommes dans une situation nouvelle où les organisations du travail ne prétendent plus fournir les ressources aux salariés. Par exemple, aux objectifs de productivité et de quantité se sont ajoutés les objectifs de qualité. Concilier qualité et productivité est extrêmement compliqué. Mais c'est là que le management se défausse sur les salariés et sous-traite ces tensions, ces contradictions et ces dysfonctionnements. C'est là que vont se mesurer les compétences du salarié. Du coup, une pression permanente s'exerce sur les employés, qui se transforment en petits gestionnaires des temps et des méthodes pour être les plus rentables possible à l'entreprise.

Ça rejoint le fait que l'on se transforme en petite entreprise au sein de l'entreprise. Le travailleur ne doit plus se contenter de savoir faire un certain nombre de choses, c'est toute sa personnalité qui est mobilisée.
Nous sommes dans un moment où la logique taylorienne est beaucoup moins efficace. Les employeurs se retrouvent dans une situation où l'attitude du salarié importe plus. C'est donc à ce dernier d'inventer les modalités de sa propre mise au travail, il faut qu'il soit habité par les exigences de son entreprise et notamment en terme de qualité. Sur cette question, les exigences d'un vrai professionnel soucieux de ce qu'il produit ne seront pas les mêmes que celles d'un salarié qui doit vendre à tout prix ce que son entreprise a décidé.

Le marché mord de plus en plus sur toutes les activités de la vie. Du coup, lorsqu'on ne travaille pas, on n'a plus de valeur.

Il faut donc bien parler de métier. Le métier tend à disparaître alors qu'on pourrait croire que ce gain d'autonomie du travailleur pourrait le placer dans la posture de quelqu'un qui a une maîtrise sur l'objet qu'il produit.
Ce n'est pas du tout le cas. Deux choses ont disparu : le collectif, comme nous l'avons dit précédemment et le métier. On demande des compétences, savoir s'adapter, s'ajuster. Il s'agit de comprendre ce que l'entreprise entend par qualité ou par fidélisation du client. Ce sont des manières de travailler qui sont uniquement orientées vers le débouché financier et non pas vers la qualité de la production. Les règles de l'art du métier, faire de la belle œuvre de manière approfondie, produire des choses qui tiennent et des services qui ont un sens. L'horizon du travailleur se réduit à celui de l'entreprise. Il y a un rétrécissement de l'utilité de ce qu'il fait. A partir du moment où c'est vendable, c'est bon. Mais ce n'est pas ce qu'un travailleur peut mettre dans son travail en produisant des choses qui ont une fin en soi et qui soient utiles à autrui. J'ai vu des jeunes à France Telecom qui vendaient des services Internet à des personnes âgées qui n'avaient pas d'ordinateur. Les autres employés étaient malades d'assister à ça. Ils se disaient « Voilà où nous en sommes, ■■■

À LIRE
Travailler sans les autres
Danièle Linhart, Seuil, 2009.



■■■ pour avoir nos primes, nous sommes prêts à vendre n'importe quoi à n'importe qui». Ça remet en cause complètement ce que représente le travail, son sens.

Voici les propos d'un travailleur que vous reprenez: «Les gens se sentaient plus utiles dans la mesure où ils faisaient eux-mêmes alors que maintenant pour nombre d'entre eux, ils surveillent des machines».
C'est une thématique qu'on entend tout le temps. Le sentiment d'être des éléments qui contrôlent, qui surveillent et qui n'ont à intervenir que lorsque la machine défaille. Ils n'ont pas le sentiment de produire mais d'être des contrôleurs, des surveillants. Au ministère de l'équipement, il y a une même plainte qui revient: «Avant on faisait, maintenant on fait faire». C'est le résultat des politiques de sous-traitance et d'externalisation.

UN PAIN DUR À DIGÉRER

Dans son livre «Le travail sans qualités» (éditions 10-18, 2003), le sociologue Richard Sennett décrit la situation dans laquelle il a retrouvé une boulangerie de Boston qu'il avait étudiée vingt-cinq ans plus tôt:
Ce qui est vraiment nouveau, en revanche, c'est le terrible paradoxe dont j'ai eu un aperçu dans la boulangerie. Dans ce lieu de travail flexible à la pointe de la technologie, les travailleurs se sentent personnellement avilis par leur façon de travailler. Dans ce paradis des boulangers, eux-mêmes ont du mal à comprendre leur réaction. [...]
La boulangerie informatisée a profondément changé le ballet des activités physiques. Désormais, les boulangers n'ont plus le moindre contact physique avec les matériaux ou les miches de pain; il surveillent tout le processus grâce aux icônes qui apparaissent sur leurs écrans et dont la couleur, par exemple, les renseigne sur la température et le temps de cuisson des fours. Rares sont les boulangers qui voient réellement le pain qu'ils font. Leurs écrans de travail ressemblent à tous les écrans équipés du logiciel Windows. Sur l'un d'eux, il y a des icônes correspondant à plus de variétés de pain qu'on n'en a jamais cuit par le passé: des miches de pain russe, italien ou français, qu'une simple pression du doigt sur l'écran suffit à produire.
Le pain n'est plus qu'une image sur un écran. Lorsque des fournées informatisées tournent mal, il est désormais plus facile de jeter les miches ratées, de reprogrammer l'ordinateur et de tout recommencer. [...] Mais dans cet atelier flexible, où les employés polyglottes vont et viennent de manière irrégulière, où chaque jour arrivent des ordres très différents, la mécanique est le seul véritable étalon de l'ordre : aussi le premier venu doit-il être capable de faire marcher les machines. Dans un régime flexible, la difficulté est antiproductive. Par un terrible paradoxe, en diminuant la difficulté et la résistance, nous créons les conditions mêmes d'une activité aveugle et indifférente de la part des utilisateurs.

Cette dépossession de la création est une source de frustration et de malaise. Est perdu le sentiment d'avoir réalisé quelque chose pour autrui. Le travail est ce qui relie chacun à la société, un grand cordon ombilical qui nous donne le sentiment qu'on œuvre pour les autres dans le cadre d'une interdépendance qui fonde la société. Ce faire-semblant de travailler ne satisfait pas le besoin de travailler pour autrui qui est très profondément inscrit dans chacun de nous.

Dans le service public, des emplois même peu qualifiés avaient jusqu'à aujourd'hui un sens, pourquoi?
Parce que le service public anoblissait les tâches les moins valorisantes. Nous avons fait des enquêtes à la Poste, à la SNCF, au ministère de l'équipement. C'était intéressant de constater, qu'en dehors de l'enseignement il n'y avait pas de véritable vocation pour le service public. Mais il y a des formes de socialisation qui opèrent qui font que très rapidement les jeunes qui arrivent dans le secteur public se rendent compte que ce qu'ils font a un sens avec une certaine gravité, une certaine responsabilité. Ce qu'ils font a à voir avec la continuité de la société. Un postier nous expliquait que c'était important que quelqu'un isolé, sur une montagne puisse recevoir des lettres de sa famille au même titre qu'un citadin très riche. Chacun individuellement est porteur d'un sens du service public et se représente son travail comme une pièce qui est apportée à l'échafaudage de la société et avec cette idée, ils défendent la société contre les injustices et contre l'excès d'inégalités. Ce qui caractérise le service public, et ils le disent tout le temps, c'est l'égalité de tous face à tous les usagers. Ils se perçoivent comme les défenseurs des valeurs républicaines quel que soit leur boulot, y compris parfois très difficile. Ils ont donc une certaine sérénité au travail et dans leur vie hors du travail. Il y a une articulation harmonieuse entre la vie privée, dans laquelle ils ont souvent des responsabilités citoyennes, et la vie professionnelle où ils ont le sentiment d'œuvrer pour la société.

Comment les pratiques managériales du privé ont-elles réussi à pénétrer dans les services publics?
Ce milieu a cherché à ralentir cette intrusion. Le virage commercial a été une étape importante. L'usager s'est transformé en client. La nature de la relation a été entachée. La confiance a été rompue: quand un postier, par exemple, proposait quelque chose, a priori, l'usager avait totalement confiance. Maintenant c'est l'inverse, le client a toujours peur qu'on lui fourgue ce dont il n'a pas besoin. Il y a aussi eu l'introduction massive de hors statuts, de contractuels, d'intérimaires, qui entraîne des situations pénibles car les statuts, les rémunérations ne sont pas les mêmes alors qu'on travaille ensemble. Un sentiment de mise en concurrence les uns avec les autres, la fin des concours nationaux... La logique de service public a été défaite. La stigmatisation des travailleurs du service public, qualifiés de parasites, de feignants, de planqués, etc. s'est aggravée. Je crois que c'est dû au fait qu'ils ont une sorte de noblesse qui excède les gens du privé, ils estiment être au service de la société et du bien commun alors qu'il y a de moins en moins de sens à travailler dans le privé. La révolution managériale a imposé aux salariés du privé de devenir les militants inconditionnels de leurs entreprises. Ils le vivent mal.

On voit pourtant que des managers du privé essaient d'imposer une certaine éthique du dévouement sur le modèle du service public.
C'est là qu'il y a un chassé-croisé aberrant. Les managers veulent faire fleurir sur le terreau des entreprises privées ce qu'ils appellent les vertus essentielles du travailleur moderne. Vertus d'adhésion à la finalité de l'entreprise, d'engagement, de disponibilité, de mobilité, de loyauté. On leur demande d'accepter de s'engager totalement, de puiser au fond d'eux-mêmes les ressources les plus

intimes, les plus personnelles pour être efficaces...

De développer leur toute-puissance... vous parlez de dimension narcissique.
Une toute-puissance au service de l'entreprise. Le discours est « si vous vous défoncez pour votre entreprise, vous allez découvrir vos propres valeurs, vos capacités réelles insoupçonnées ». C'est le registre narcissique, ce n'est pas satisfaire autrui. On en avait les prémices lorsqu'on demandait aux salariés de sauter à l'élastique, c'est une volonté de reconnaissance et de domination. Cette injonction à se défoncer pour sa boîte débouche toujours sur de la frustration.

Et contrairement à des statuts protégés ou à l'ouvrier de métier, l'employé peut à tout moment être viré. Il vit dans une perpétuelle précarité malgré son implication totale.
Ce qui domine dans l'entreprise privée même chez les salariés les plus stables est un sentiment réel de précarité. Il y a une telle non reconnaissance du travail réel et une fixation sur des objectifs de rentabilité, des évaluations tellement folkloriques qu'ils ne se sentent à l'abri de rien. Ils ont conscience qu'ils peuvent sauter du jour au lendemain. Les salariés sont sous pression et savent qu'ils ne maîtrisent plus rien. Ils se sentent fragiles et dépendants.■

EN DÉVALORISANT LES MÉTIERS, LES GRANDES ENTREPRISES SE SERAIENT-ELLES TIRÉ UNE BALLE DANS LE PIED? DE PLUS EN PLUS D'EMPLOYÉS PRENNENT LE LARGE. ET PARMI EUX, LES PLUS PRIVILÉGIÉS.

SORTIR DU CADRE

ON COMMENCE à s'en rendre contre, certains cadres ont la sinistrose. D'ailleurs peut-on encore parler de cadre? Aujourd'hui, le plus souvent ils ne cadrent souvent qu'eux-mêmes. Hormis les horaires à rallonge, et les salaires conséquents, ils n'ont plus de cadre que le statut. Ce boulot tant valorisé à l'extérieur n'est pas si passionnant que ça. C'est la hantise du travail modernisé: surpayé pour remplir des feuilles Excel ou faire d'interminables réunions pour organiser des plannings. Plus les années passent, et plus les choses paraissent absurdes. Tiens voilà une énième restructuration! D'externalisation en « restructuration des synergies », autant de néologisme pour pallier le manque de sens. Sous-traitants, prestataires de service ou pas, tout le monde s'achète ou tout le monde se vend. Tout donne l'impression d'être inutile ou interchangeable. Il faut se motiver mais pour qui? Et pourquoi déjà? Une fois perdu l'enthousiasme des première années, certains ont tendance à se morfondre dans un ennui profond et une grande résignation.

DÉSERTER

« Mais comment peut-on démissionner alors que l'on a tout? », « Réalises-tu que tu gagneras beaucoup moins d'argent! ». Face à la « désertion » l'incompréhension du milieu familial et amical, est aussi grande que le décalage entre l'image et la réalité du travail de cadre. Comment quitter une place que d'autres rêveraient d'avoir? Choix difficile que celui de se couper de son milieu social et de choisir soi-même de se dé-classer! Quand la résignation n'est plus possible, on prépare le plan d'évasion. Quitte à gagner moins pour ne plus perdre sa vie complètement. Certaines boîtes, à leur grande surprise, ont trop de monde lorsqu'elles proposent des départs volontaires. Toucher le pactole, attendre la prochaine vague de licenciements, pour être sur les listes. Acheter un appartement, pour survivre au RMI pendant un moment en attendant de trouver mieux...

ET POUR ALLER OÙ?

Passer de la « validation télévision numérique » à professeur de sport. De responsable de litige à la RATP à un travail associatif dans le développement durable. D'assistante de direction à vivre sa passion d'artiste. D'ingénieur électronicien au milieu associatif militant. Dans ces exemples des points communs se dessinent. Notamment la volonté de ne plus se retrouver face à un écran. Ne plus travailler pour des machines. Aider les autres. Utiliser ses acquis pour « aider le monde. » Dans tout les cas, c'est gagner beaucoup moins et s'investir plus. Et « Trouver du sens ».

PIÈGES ET ESPOIRS

Face à ce phénomène, les entreprises tentent alors de « redonner du sens » et de « réaffirmer les valeurs » au travers de campagnes de communication. A l'intérieur, on est sommé de participer aux injonctions écolo-éthiques comme « n'imprimez pas ce mail pour protéger l'environnement ». Mais il serait inconcevable de parler de la finalité de la production. On préférera financer un projet d'école en Afrique, et communiquer dessus. Mais pas question de diminuer un peu les cadences de production en Chine. Là encore, on est dans un grand écart constant.

Et s'il n'y prend pas garde, le cadre pourrait être lui-même l'acteur de cette supercherie. Issu d'une culture individualiste de rendement, il pourrait fonder un nouveau projet sur les mêmes bases sur un fond différent, que ce soit l'écologie, l'humanitaire, ou le développement durable. Et ainsi à vouloir quitter le système participer à son extension.

Mais le temps dont il dispose et sa soif de rupture peuvent aussi l'amener à une réflexion plus profonde. Comme dans le cas de François Partant[1], cadre de haut niveau dans le secteur bancaire. Au cœur même du système, il fut d'autant plus apte à décrier le développement de la société capitaliste. Il fut l'un des précurseurs du mouvement bio et décroissant dans les années quatre-vingt. Un exemple à suivre...

Cyrille

1. Site des amis de François Partant. www.lalignedhorizon.org

À LIRE

Open-Space m'a tuer
A. des Isnards et T. Zuber, Livre de Poche, 218 p.
Dans l'Open-space, le bruit et le stress est permanent. Ici on est tenu d'afficher un sourire de circonstance. Ici on communique par mail, plutôt que de s'adresser la parole. A travers des témoignages et des descriptions, le livre dresse un panorama des nouvelles méthodes managériales et de la violence feutrée de cet univers.

DOSSIER

LES LIBÉRAUX ET LA PLUPART DES SOCIALISTES SE SONT ENTENDUS POUR DISQUALIFIER LES ACTIVITÉS ARTISANALES ET LES FORMES ANCIENNES DE TRAVAIL. AUJOURD'HUI DES HISTORIENS RETROUVENT LA SIGNIFICATION QUE LES ACTEURS ACCORDAIENT À LEUR TRAVAIL ET MONTRENT COMMENT IL OCCUPAIT UNE PLACE CENTRALE DANS L'ÉLABORATION DU VIVRE ENSEMBLE ET DU LIEN POLITIQUE. QUELQUES EXEMPLES D'UNIVERS PRODUCTIFS CONTEMPORAINS DE LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE RESTITUENT LA RICHESSE DE CES MONDES PERDUS.

RETROUVER LE SENS DU TRAVAIL

L'HISTOIRE EN QUÊTE DES ACTIVITÉS DISPARUES

LE RÉCIT qui a longtemps dominé l'étude de l'évolution du travail était marqué par la thèse de la nécessaire modernisation. Pour les libéraux du XIX[e] siècle, le travail devait entrer dans l'ère de la rationalisation et de l'efficacité et cesser d'être cette activité créatrice abandonnée à l'autonomie et au désordre des gens de métier. Avec la modernité libérale qui triomphe au XIX[e] siècle, le travail devient une marchandise dont l'allocation doit répondre aux seules contraintes du marché. A l'autre extrémité du champ politique, les courants socialistes naissant au XIX[e] siècle, puis une grande partie de l'histoire sociale du XX[e] siècle, ont mis l'accent sur l'étude de la « classe ouvrière » et sur l'analyse de son émergence comme force d'action révolutionnaire. Cette approche – non exempte d'imprégnation téléologique – aboutissait elle aussi à rendre invisible le sens que les acteurs donnaient à leur travail en validant la prémisse d'une modernisation linéaire et inéluctable.

LA QUÊTE DU SENS PERDU

Contre ces lectures réductrices, de plus en plus de travaux sont au contraire attentifs aux formes de rationalité populaire, aux significations accordées par les travailleurs à leur activité. L'enjeu est de taille puisqu'il s'agit de retrouver les significations que les acteurs accordaient à l'acte de produire, d'envisager la richesse perdue des métiers trop rapidement disqualifiés comme « routiniers ». Cette quête du sens perdu du travail est devenue une nécessité épistémologique autant que politique à l'heure des discours simplistes et puritains du président Sarkozy sur la « revalorisation de la valeur travail ».

Dès les commencements de l'industrialisation, économistes, ingénieurs, médecins hygiénistes, industriels et autorités se sont attachés à disqualifier les activités artisanales et les formes anciennes de travail, en y voyant des routines dangereuses et abjectes, des anachronismes à l'heure de la modernité du capitalisme industriel. Dans le calcul des économistes, le travail devient une « chose » abstraite qui peut être perfectionnée et rationalisée pour accroître la productivité. Mais le sens du travail ne se limite pas à cette caractérisation abstraite ; pour les acteurs impliqués dans l'acte productif le travail recouvrait de multiples significations : il était le siège de l'identité, le lieu par excellence du lien social, l'arène où pouvait s'exprimer la solidarité et le conflit, il occupait une place centrale dans l'élaboration du vivre ensemble et du lien politique. En parcourant brièvement quelques univers productifs contemporains de la Révolution industrielle, mon objectif est de restituer la richesse de ces univers disparus.

Retrouver la signification que les acteurs accordaient à leur travail implique d'être attentif aux mots des vaincus, et nécessite de les dégager des couches de mépris qui les ont recouverts. Dans de nombreux secteurs, la main-d'œuvre a cherché à défendre son identité en faisant de ses pratiques quotidiennes un savoir de haute valeur. A l'encontre des discours des modernisateurs gommant la complexité des pratiques artisanales, la main-d'œuvre défendait ainsi la richesse de ses « savoirs gestuels » et de ses cultures sensorielles au travail. Dans le travail du fer, par exemple, les ouvriers se fiaient en permanence à leurs sens et à leur expérience incorporée pour définir leur activité. Le corps structure la représentation de l'apprentissage et du travail. Là où l'ingénieur cherche à imposer des mesures fixes déterminées par des instruments scientifiques, les ouvriers recourent aux sens conçus comme des outils de mesures légitimés par la pratique et l'expérience. Ainsi, c'est par l'œil et l'odorat qu'on évalue les températures. Les mots pour dire le métier sont d'ailleurs souvent empruntés au langage cru des fonctions corporelles. En Ariège, lorsque l'ouvrier chargé de diriger la marche du fourneau fait s'écouler les scories, il dit qu'il « chie » ; le minerai pète (*peta*), lorsqu'il se brise avec fracas sous l'action du feu, et le feu de mauvaise qualité est dit malade (*magagne*)[1]. Ces pratiques ne sont pas propres aux forgeurs : au XIX[e] siècle les lamineurs des Ardennes contrôlent le fonctionnement de leurs machines à l'oreille (le son du métal) et à l'œil (la couleur). Et ils s'arrangent pour que les ingénieurs ne surprennent pas leurs « secrets » qui sont la

1. Jean Cantelaube, **La forge à la catalane dans les Pyrénées ariégeoises. Une industrie à la montagne (XVII[e]-XIX[e] siècle)**, Toulouse, CNRS-Framespa, 2005.

2. Léonard Rosenband, **Patrons et ouvriers papetiers dans la France des Lumières. La fabrique des Montgolfier, 1761-1805**, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Carnot », 2005.

3. Michael Sonenscher, **The Hatters of Eighteenth Century France**, University of California Press, 1987.

condition de leur identité. Les ouvriers se prévalent du fait que leurs pratiques fonctionnent chaque jour au quotidien et ont donc fait la preuve de leur efficacité.

REFUS DE LA DOMESTICATION

Dans les secteurs artisanaux, comme la papeterie ou la chapellerie, la main-d'œuvre développe des stratégies originales pour défendre son travail et son existence. Les compagnons papetiers du XVIII[e] siècle étaient des travailleurs qualifiés, maîtres du marché du travail et soucieux de défendre sans cesse ce qu'ils appelaient leurs « modes », c'est-à-dire les coutumes du métier. Ces « modes » s'étaient développées parallèlement au système de production capitaliste en vue de protéger les ouvriers et de leur permettre d'exercer un contrôle sur le marché du travail. Ils parvenaient ainsi à contrôler les embauches, à définir les horaires et les conditions du travail. Pour préserver leur pouvoir et leur emprise sur le processus productif, ils avaient mis en place un ensemble de rituels et de coutumes spécifiques qui s'apprenaient en même temps que le métier. Pour les faire respecter, ils désignaient leurs chefs dans chaque localité, personnages inamovibles qui veillaient à l'exécution des statuts. Face à la croissance de la demande de papier au siècle des Lumières, les compagnons papetiers avaient donc acquis une autonomie suffisante pour imposer une sorte d'ordre intérieur fondé sur la perception de droits et d'amendes. Mais pour les autorités et les fabricants ces « modes » apparaissent de plus en plus comme un scandale qui offensait le bon ordre et empêchait la modernisation. Dans ce secteur, l'industrialisation passa donc d'abord par la domestication de la main-d'œuvre et la redéfinition de l'organisation du travail. Avant d'accroître la productivité par la mécanisation telle qu'elle se diffusera au XIX[e] siècle, il fallait domestiquer la main-d'œuvre, licencier les plus récalcitrants, embaucher une main-d'œuvre rurale à l'écart du métier, imposer une intensification des règles disciplinaire et une réorganisation des hiérarchies, en bref détruire l'autonomie des travailleurs[2].

Un autre univers productif récemment étudié est celui des artisans chapeliers. Au début du XIX[e] siècle, les tarifs négociés précisaient que les ouvriers ne devaient pas produire plus de deux chapeaux par jour, alors qu'un travailleur de compétence ordinaire pouvait en réaliser trois. Ces interdits existaient à Lyon, Marseille et Paris, les principaux centres de production de la chapellerie en France à l'époque. Les ateliers où la règle s'appliquait étaient ceux où les ouvriers jouissaient d'un certain degré d'autonomie : ils décidaient comment les chapeaux devaient être faits, fixaient le nombre de chapeaux à réaliser et refusaient de travailler avec quiconque ne respecterait pas ces règles. Cette interdiction était une réponse aux tentatives des fabricants pour accroître la productivité du travail au XVIII[e] siècle. Comme les papetiers, les chapeliers étaient suffisamment puissants pour réguler leur propre organisation du travail. Loin d'être une preuve de « l'arriération » des travailleurs refusant le progrès, cette norme restrictive répondait en fait aux singularités des modes de rémunération des travailleurs de l'Ancien régime. Les ouvriers étaient payés à la pièce, mais le salaire monétaire ne comprenait pas toute la rémunération, il existait une part de salaire en nature (logement, nourriture, récupération des matériaux) et toute la question était de savoir comment rémunérer le temps de travail consacré aux tâches collectives ou à l'entretien du matériel. Si les ouvriers chapeliers étudiés par Sonenscher[3] refusent de passer de deux à trois chapeaux par jour, c'est parce qu'ils ont saisi que cette intensification aboutirait au final à un alourdissement de la part du travail non payé.

RÉSISTANCES PAYSANNES

De nombreux cas de refus des transformations technologiques ou organisationnelles dans le monde du travail, généralement interprétées comme des réactions technophobes, traditionalistes ou réactionnaires, changent de sens si on s'intéresse aux significations que les acteurs donnaient à leur travail. Au lieu du regard surplombant de l'ingénieur, il faut adopter l'approche compréhensive de l'ethnologue attentif à ce qui demeure invisible au regard superficiel.

Dans le monde rural par exemple, les attitudes conservatrices des paysans ont longtemps été interprétées comme des manifestations de leur ignorance, mais elles peuvent aussi être comprises comme des comportements raisonnables et rationnels. Ainsi, la longue fidélité paysanne aux outils traditionnels au cours du XIX[e] siècle correspond à des types d'économies autarciques dans lesquelles les outils des paysans étaient fabriqués à domicile. Passer des charrues en bois à des charrues munies de pièces en acier par exemple, signifiait dépendre des autres, et donc prendre un risque. En Savoie, dans les années 1860, les araires romains en bois étaient encore fréquemment utilisés. Les nouveaux modèles sont longtemps rejetés car ils semblent fragiles et les artisans des villages ne pouvaient pas remplacer eux-mêmes les parties endommagées. Le refus de la nouveauté ne résultait pas d'une routine réfractaire au progrès, elle témoignait au contraire d'une bonne connaissance des contraintes du milieu et d'une volonté d'indépendance. De même, le maintien de la faucille aux dépens de la faux apparemment plus efficace répond au sens que les différents acteurs occupés à cette tâche donnaient à leur travail. La faux permettait de travailler deux ou trois fois plus vite et de récolter au ras du sol, ce qui gâchait moins de paille et épargnait du travail. Les sociétés d'agriculture locales s'efforcèrent d'ailleurs de la promouvoir en organisant des expositions et des concours, ou en envoyant des moissonneurs dans les régions réticentes. Mais les ouvriers des fermes s'y opposèrent continuellement pour une excellente raison : avec la faux leurs femmes, passant après les moissonneurs, glanaient moins de chaumes et moins d'épis de blé. C'est pourquoi la lutte menée pour évincer la faucille dura plus longtemps que ne l'auraient laissé prévoir de simples considérations d'efficacité technique (jusqu'aux environs de 1890 dans le comté de Foix, bien que la faux ait été introduite dès 1840). Il en fut de même lors du passage de la faux à la moissonneuse, ou lors de la mécanisation des battages du grain, celle-ci rompait avec des usages établis depuis longtemps.

A l'ère des technosciences et de l'automatisation généralisée, ces multiples interactions qui fondaient la richesse des univers productifs passés sont devenues invisibles. La structure communautaire et familiale a laissé la place au triomphe de l'individu libre, les régulations locales et de l'atelier ont été supplantées par des normes étatiques elles-mêmes de plus en plus contestées par la concurrence mondialisée. **François Jarrige**

Dès les commencements de l'industrialisation, économistes, ingénieurs, industriels ont disqualifié les formes anciennes de travail, en y voyant des routines dangereuses et abjectes, des anachronismes à l'heure de la modernité

À LIRE

François Jarrige, **Face au monstre mécanique. Une histoire des résistances à la technique**, Paris, IMHO, 2009.

François Vatin, **Le travail et ses valeurs**, Paris, Albin Michel, 2008.

DOSSIER

LE SUPERMARCHÉ : UN LIEU EMBLÉMATIQUE D'UN TRAVAIL DEVENU AUSSI ABSURDE QUE MUTILANT. ET POURTANT, EN ARGENTINE, DES EMPLOYÉS ONT CHOISI D'Y EXPÉRIMENTER UNE RÉORGANISATION DU TRAVAIL QUI LUI DONNE UNE NOUVELLE SIGNIFICATION, CELLE D'UNE PLATE-FORME D'ÉCHANGES NON SEULEMENT ÉCONOMIQUES MAIS SOCIAUX ET POLITIQUES, DANS UN CONTEXTE DE LUTTES SOCIALES PARTICULIÈREMENT CHAUDES.

DE **L'AUTOCRATIE** À **L'AUTOGESTION**

L'EXPÉRIENCE DES EMPLOYÉS des Supermarchés Tigre (Rosario/Argentine) est à situer parmi les nombreuses expériences qui ont vu le jour en Argentine dans un contexte de «crise financière». Elle concerne l'occupation et la mise en fonctionnement par les travailleurs d'entreprises vidées et abandonnées par leurs patrons.

Les supermarchés Tigre étaient la propriété de F. Regunashi, entrepreneur ayant bénéficié des largesses du monde de la finance et qui régnait d'une main de maître sur ses établissements. L'activité syndicale y était prohibée, les heures supplémentaires n'étaient jamais payées, et les ressources du supermarché étaient utilisées pour sponsoriser des émissions à la télévision sur le sport automobile (la grande passion du patron), ou encore financer les campagnes d'hommes politiques.

A la fin des années 1990, lorsque la situation économique du supermarché se dégrade et que tout annonce une faillite imminente (dettes envers les fournisseurs, retards dans le paiement des salaires, retraits de marchandises), les employés comprennent qu'ils n'ont rien à attendre d'hypothétiques indemnisations prononcées lors d'une liquidation judiciaire, et commencent à s'organiser collectivement dans la lutte qui les conduira à occuper puis s'approprier leur outil de travail. Une intense campagne commence pour faire connaître la situation du supermarché et le refus des employés d'accepter la faillite. Il faut montrer que l'État, plutôt que de verser des aides sociales qui ne solutionneraient rien à long terme, a la possibilité de soutenir un projet permettant à des dizaines de familles de subvenir à leurs besoins. Un rapprochement avec les étudiants permet d'ouvrir un centre culturel, «la Toma» après réaménagement d'une partie du souterrain; de nombreuses activités artistiques et culturelles y voient le jour comme autant de contributions au développement des luttes populaires. En 2001, des liens sont réalisés avec l'ensemble des secteurs sociaux en lutte alors que l'Argentine entière est plongée dans une crise financière, et l'idée de créer un supermarché communautaire permettant aux petites productions locales d'être commercialisées prend forme.

UNE AUTRE VISION DU MÉTIER DE COMMERÇANT

Après une année de mobilisation, d'économie de subsistance autour de la caisse de solidarité et face au blocage administratif, les employés décident de «réaliser dans les faits ce qu'on leur refuse juridiquement», à savoir l'utilisation des installations sur le mode de l'autogestion. Les activités du supermarché reprennent de façon partielle en privilégiant la distribution de produits issus de coopératives et de projets productifs à teneur sociale[1]. La coopérative de travail ainsi créée dans les faits ne peut, ni ne veut, depuis une activité économique de résistance, rentrer en compétition avec les grandes chaînes de distribution pour qui les volumes d'achat et de vente permettent de réduire les coûts: elle défend une autre vision du métier de commerçant. Le succès de cette épreuve de force est à attribuer à la fois au profond soutien social obtenu tout au long d'une année de lutte et à une légitimité gagnée autour d'un projet permettant de pérenniser des postes de travail dans un contexte où les actions de l'État ont eu l'effet inverse. Quelques mois après la reprise de l'activité du supermarché, la question se pose d'utiliser l'ensemble des installations du bâtiment. L'idée d'ouvrir un restaurant universitaire tel qu'il avait existé auparavant jusqu'à la dictature militaire est débattue en assemblée... Il voit le jour en août 2003 et accroît le caractère social du projet; il consolide les liens avec les milieux étudiants et rend plus difficile l'application de décisions judiciaires allant à l'encontre de la voie de faits engagée par les travailleurs.

L'administration de l'établissement se réalise par l'intermédiaire d'une commission administrative qui répond aux décisions et lignes de travail adoptées par l'assemblée des travailleurs du supermarché. C'est au sein de l'assemblée qu'ont lieu les débats concernant les prises de décisions politiques, les propositions de nouvelles impulsions dans la gestion de l'établissement, les accords avec les autres secteurs ouvriers et populaires, la gestion concrète des taches. Il n'y a pas de hiérarchie mais au contraire des responsabilités sous mandat de l'assemblée. La commission administrative exécute les décisions votées par l'assemblée. De ce mécanisme est né le code de discipline interne, la répartition équitable des ressources de façon égalitaire, les journées gratuites et volontaires, les nouveaux travaux engagés, le partage des bénéfices apparus lors d'une bonne période d'activités...[2]

La lutte entreprise par les travailleurs du supermarché est aujourd'hui emblématique du passage d'une relation au travail subi à son utilisation pour repenser et agir au sein du quartier, de la ville, selon ses propres aspirations et convictions.

baraka

1. Des rapprochements sont réalisés avec une coopérative indépendante de distribution, avec la coopérative «Mil Hojas» du mouvement d'entreprises récupérées, avec les maraîchers biologiques de l'union des travailleurs désoccupés (UTD), ou avec la coopérative de travailleurs handicapés mentaux «Esperanza» (produits d'entretiens), etc.

2. En octobre 2008 une décision de justice favorable aux travailleurs a entériné l'expropriation de l'établissement au profit de la Coopérative de Travail «Trabajadores solidarios en lucha», mais des recours sont en cours et maintiennent les menaces qui pèsent sur ce projet d'autogestion.

À LIRE

Supermercado Tigre: crónica de un conflicto en curso, Carlos Ghioldi, Coedición TEL, N.E.T., A.E.C. & prehistoria ediciones, 2004.

DOSSIER BEAUCOUP DE MÉDECINS SE TROUVENT DÉPOSSÉDÉS DE LEUR CAPACITÉ À APPRÉHENDER LA RÉALITÉ CORPORELLE DU PATIENT. ILS S'EN REMETTENT À LA TECHNIQUE ET À LA NORME. D'AUTRES PRATIQUES, COMME L'OSTÉOPATHIE, RÉINTRODUISENT L'HUMAIN ET PERMETTENT AU PRATICIEN DE RETROUVER LE SENS DE SON MÉTIER.

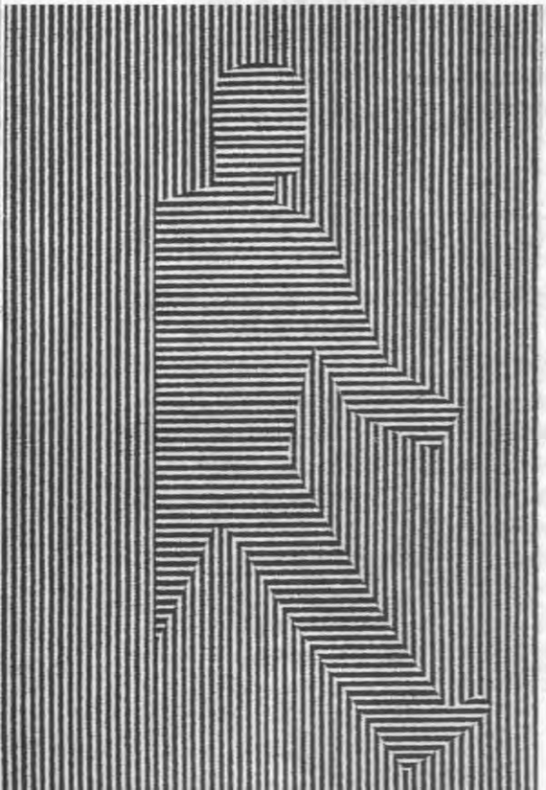
DE LA **MÉDECINE TECHNOLOGIQUE** À **L'OSTÉOPATHIE**

« L'esprit intuitif est un don sacré et l'esprit rationnel un serviteur fidèle. Nous avons créé une société qui honore le serviteur et a oublié le don » Albert Einstein.

LOIN DE L'USER, l'expérience consolide l'intérêt au travail d'un médecin généraliste. Clarifier le motif d'une plainte et les solutions possibles est le début d'un échange qui mène à bien des surprises. Explorer un dos bloqué, un mal de tête, un vertige conduit parfois à découvrir des violences conjugales, un début de grossesse ou un trouble visuel.

Mais l'exercice apporte aussi son lot de frustrations. Médecin généraliste, moi-même, je suis, que je le veuille ou non, acteur du complexe médico-industriel : ma fonction consiste à aiguiller le patient dans le circuit de soins, à l'envoyer faire son dépistage, sa radio ou son bilan et à objectiver la maladie. L'image altérée devient le problème et produit des dialogues de sourds. « Bonjour Monsieur B., comment allez-vous depuis la dernière fois ? – J'ai fait le scanner, j'ai plein d'arthrose et une hernie discale. » Les performances techniques incontestables remplacent la « forêt d'indices » patiemment recueillie au chevet du malade. Détrônés, la réalité intime, le discours singulier, l'expérience corporelle. Monsieur B. jardine et fait son marché sans douleurs mais il sait désormais à quoi s'en tenir sur ses illusions d'aller plutôt bien.

Dans de nombreuses pathologies, l'effort autrefois nécessaire pour faire décrire un symptôme est désormais inutile. Dans un double renoncement, médecin et patient s'en remettent à la technique ou à la norme. Je regrette cette démission qui trop souvent s'est imposée à moi : certains patients viennent pour obtenir l'ordonnance d'un examen remboursé ou de médicaments. Pourquoi connaître, pourquoi chercher, puisque le scanner décrira le problème posé ? Pourquoi soigner, puisque nous avons tant de pharmacies ?



RÉINTRODUIRE L'HUMAIN

C'est la médecine manuelle – ou ostéopathie – qui m'a permis de renouveler ma pratique et de résoudre les contradictions liées à l'exercice de la médecine générale. Désormais je n'ai besoin, pour travailler, que d'une table, une petite toile, éventuellement un fil à plomb. Mais je dois surtout faire preuve d'une capacité à percevoir et savoir traiter avec mes mains. De longues années de formation m'ont été de nouveau nécessaires pour découvrir ce que nous devrions tous maîtriser : une connaissance fine de la mobilité corporelle, éprouvée dans la réalité, testée quotidiennement, aux antipodes de l'anatomie livresque si vite oubliée. En quelques semaines, mon toucher s'est affiné, mes doigts examinaient un cou ou un dos avec une dextérité nouvelle. Le problème à traiter ne m'est plus dicté par un compte-rendu technique mais par l'examen manuel et donc mon expérience, voire ma subjectivité ! Après tous les efforts déployés par la médecine pour évacuer le non mesurable, le non objectivable, et faire de la médecine une science, j'ai le sentiment, grâce à l'ostéopathie, de réintroduire l'humain là où il venait à manquer.

Rechercher les lésions par mon seul sens du toucher n'a pas été facile et je doute encore beaucoup. Formée au raisonnement rationnel, il m'a fallu développer une disponibilité particulière, une qualité d'attention et de perception nouvelles.

Après tous les efforts déployés par la médecine pour évacuer le non mesurable, j'ai le sentiment, grâce à l'ostéopathie, de réintroduire l'humain là où il venait à manquer.

Ce n'est plus la théorie mais mes doigts qui m'informent et me guident ! Les plus grandes difficultés consistent à percevoir les mobilités fines des articulations et des tissus sans perdre de vue les repères anatomiques et la vision globale du corps. Faire enfin confiance à mes perceptions sans m'égarer ou relâcher mon attention est une démarche encore semée d'embûches.

Les plus belles satisfactions proviennent du traitement de lésions bien connues des ostéopathes mais invisibles aux examens classiques : le « syndrome post-traumatique ». Certains accidentés de la route, même sans choc direct, se plaignent longtemps de maux de têtes invalidants et de fatigue. « Vous n'avez rien » est le discours habituel de la médecine, faute de preuves après les examens usuels. Ce déni est douloureusement vécu par les patients enfermés dans une double peine de souffrance et de rejet envers les psychiatres. En ostéopathie, la « sidération corporelle » est palpable, bien décrite, et surtout elle guérit sous les mains d'un thérapeute entraîné. Sans prétendre avoir réponse à tout, ce mode de prise en charge non invasif, respectueux de la physiologie, offre une réponse à de nombreux troubles fonctionnels et permet de retrouver le plaisir d'un savoir-faire. Si l'ostéopathie rencontre autant de succès auprès des patients, serait-ce qu'ils ont eux aussi besoin de se réapproprier leur réalité corporelle disparue dans l'objectivation glacée des techniques ? Prendre mes distances avec la médecine « académique » m'a permis de retrouver le plaisir et le sens de mon métier.

Dr Geneviève Barbier, ostéopathe

DOSSIER NICOLAS FILLOQUE ET ADRIEN ZAMMIT, ANCIENS ÉTUDIANTS DES ARTS DÉCO, AUTEURS D'UN PROJET DE FIN D'ÉTUDE **COMMENT AVOIR UNE PRATIQUE POLITIQUE DE COMMUNICATION POLITIQUE ?** ANIMENT L'ATELIER DE GRAPHISME **FORMES VIVES**. LEURS FORMES D'INTERVENTION SE VEULENT RÉSOLUMENT GÉNÉREUSES, NON-CONFORMISTES ET ANTI-MARKETING.

FORMES VIVES

Parce que nous nous définissons comme graphistes, commençons par proposer une définition de ce métier. Il est communément admis que le graphiste travaille à l'aide de logiciels de PAO*, qu'il manipule des formes visuelles afin de réaliser la composition graphique de divers supports : journaux, livres, affiches, tracts, sites Internet, enseignes, habillage télé, signalétique... Les paramètres mis en œuvre dans ces travaux sont nombreux, de la création de visuels à la hiérarchie des contenus, du choix du papier et du format à celui des caractères typographiques, du dessin d'une grille de mise en page à la maîtrise des différentes possibilités d'impression, etc.

*Publication assistée par ordinateur

En 1987, des graphistes se sont réunis et ont donné la définition suivante :

« GÉNÉRALISTE DE LA MISE EN FORME VISUELLE : LE GRAPHISTE DESSINE "À DESSEIN" — DANS LE CADRE D'UNE COMMANDE — LES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS GRAPHIQUES D'UN PROCESSUS DE COMMUNICATION. »

Le "à dessein" est la clé de cette définition car elle pose la part intellectuelle du travail du graphiste. Ce métier n'est pas qu'un artisanat, c'est d'abord un travail de l'esprit.

NOTRE PETIT PARCOURS

Nos discussions et travaux communs ont commencé aux Arts déco, pendant nos études ; nous partagions la forme envie de mettre nos savoir-faire naissants au service de nos sensibilités politiques. Très vite il nous est apparu que la politique ne pouvait rester cantonnée à nos sujets mais devait déterminer la forme même de notre pratique.

Celle-ci s'appuie entre autres sur une analyse-critique de la pratique dominante de la communication des organisations non-capitalistes, pratique qui produit et reproduit sans cesse les mêmes logotypes, journaux de collectivités, campagnes de publicités, tracts, programmes culturels... Autant de formes trop souvent vides de sens (à l'inverse des organisations qu'elles représentent).

REPRODUCTION DES FORMES DOMINANTES

Les institutions ont, pour établir un discours dans l'espace public, un usage sans détour de formes empruntées au marketing. Elles cachent les enjeux,

TRÈS BRÈVE HISTOIRE DU GRAPHISME

Ce métier prend son essor avant la seconde guerre mondiale, avec les Avant-gardes (Bauhaus en Allemagne, De Stijl au Pays-bas, le constructivisme en URSS) et l'apparition du « design » (réunissant l'architecture, les objets, le vêtement, le textile et le graphisme). Les premiers graphistes étaient également souvent architectes, peintres, créateurs de décors de théâtre...

En France il faut attendre les années d'après-guerre pour que le graphisme « moderne » s'impose progressivement notamment avec l'établissement à Paris de graphistes suisses — passés maîtres de la composition typographique — en même temps que les fondamentaux du métier s'« universalisent » via le fort développement de la publicité.

Mais pas mal de praticiens resteront empreints d'un héritage généreux, allant de Toulouse-Lautrec aux affichistes polonais, en passant par tous les « grands » affichistes attachés à Paris*. À côté de ces grands maîtres de l'art pictural, un grand nombre de typographes, d'ouvriers d'imprimerie, se sont toujours activés (depuis le XVe siècle) pour composer nos livres, nos journaux et nos affiches et ont ainsi petit à petit construit un artisanat riche et complexe, amplement déterminant pour la diffusion d'idées et de connaissances innombrables...

L'arrivée de l'ordinateur finira par consacrer une approche exclusivement technique du métier, en rendant beaucoup plus accessible les outils de publication.

* Chéret, Colin, Cappiello, Lempot, Cassandre, Savignac...

cherchent à rendre sexy la moindre de leurs positions et optent pour un ton didactique et simplet pour bien se faire comprendre par l'« individu moyen ». Elles nous renvoient l'image qu'elles imaginent être ce que nous désirons : la jeunesse, l'insouciance, le rêve américain (cf. l'utilisation récurrente de Getty image), le bonheur rapide.

Sous couvert d'« efficacité » – et donc de rentabilité de l'argent public – les institutions usent des signes du monde marchand en même temps qu'elles légitiment la domination d'un rapport de domination pour toutes les relations humaines. Le citoyen devient un consommateur responsable.

LA FIN NE JUSTIFIE PAS N'IMPORTE QUELS MOYENS

Dans notre pratique, nous insistons sur les moyens employés.

Contrairement à l'idée qui est répandue, les moyens (de communication) ne sont pas des tuyaux vides, des outils neutres capables de diffuser n'importe quel message, à n'importe quelle fin.

Les moyens sont eux-mêmes porteurs de sens et par là influencent directement l'appréciation des contenus qu'ils rendent publics. Ainsi, user de procédés manipulateurs a un sens (la manipulation par omission, par amalgame, par répétition), user de formes visuelles déplorables a un sens (la renonciation à une exigence de qualité), utiliser la langue de bois a un sens...

À partir de là, on ne peut plus affirmer que la fin justifie les moyens !

LA PRATIQUE QUE NOUS CHERCHONS À ÉTABLIR

Pour déjouer les réflexes dépolitisés, mornes voire incohérents de la communication ordinaire, nous essayons d'intervenir le plus tôt possible dans le processus, pour mieux réfléchir aux supports, aux signes, aux moyens de fabrication et de diffusion, et si possible à l'objet même de notre intervention. Il y a beaucoup de place pour l'imagination et l'intelligence dans toutes ces composantes.

À cet endroit nous refusons la division du travail (qui est pratiquée dans les agences de communication mais aussi dans de petits ateliers de graphisme). NOUS VOULONS TOUT FAIRE : penser, rêver, discuter, dessiner, partager, maquetter, suivre la fabrication. Il n'y a pas de tâches assez basses que nous ne puissions faire et que nous ne fassions sans plaisir

POUR QUI ET POUR QUOI TRAVAILLER ?

Avec toutes les libertés que nous essayons de saisir, notre travail n'en demeure pas moins de soutenir, sinon d'encourager, la communication d'idées, d'informations, de travaux de personnes à d'autres. C'est dans la singularité des situations en présence, des besoins, des expériences passées et présentes que nous puisons la cohérence à venir de nos propositions : nous envisageons la communication comme le prolongement exigeant et sensible des activités des personnes concernées. (Ainsi entendu, pour que cette communication puisse être de qualité, il faut que les pratiques des émetteurs le soient aussi : de fait cela nous éloigne de nombreux commanditaires.)

(Aparté sur l'indépendance du travail)

NOTRE CHOIX ACTUEL D'UNE PRATIQUE LIBÉRALE NOUS PERMET CETTE MAÎTRISE SUR LES PRODUCTIONS DONT NOUS SOMMES RESPONSABLES. ELLE NOUS OFFRE AUSSI UNE CERTAINE LIBERTÉ SUR L'ORGANISATION DE NOS RYTHMES DE VIE ET SUR LE CHOIX DE NOS COMMANDITAIRES ET COLLABORATEURS.

PARTISANS

La neutralité étant en soi un positionnement politique, nous préférons aborder chaque intervention, chaque sujet, avec des connaissances critiques et personnelles. Une part importante de notre travail demeure donc dans des lectures, des discussions, et c'est à chaque fois des points de vue que nous proposons — pas des recettes.

Depuis, chacun peut choisir une police de caractère, mettre en page un document et l'imprimer pendant que des écoles de graphisme (publiques et privées) ne cessent de se créer et d'attirer de jeunes à la recherche d'un travail « créatif ».

LE GRAPHISTE N'EST PAS INTERCHANGEABLE

En œuvrant sur tant de paramètres sensibles, on peut juger de l'intérêt de nos créations graphiques par l'évidente présence d'un auteur (collectif) derrière les formes d'expression que nous amenons.

Peut-être qu'alors cette communication ne concerne plus des masses mais des personnes, peut-être n'est elle plus une technique de maintien de l'ordre mais une action politique et populaire. Nous y croyons et plaçons là notre militantisme.

FORMES VIVES
Nicolas Filliquet
& Adrien Zammit

DOSSIER

MICHEL LE GRIS, 58 ANS, EXERCE DEPUIS 1984 LE MÉTIER DE CAVISTE À STRASBOURG, À L'ENSEIGNE DU « VINOPHILE ». PHILOSOPHE DE FORMATION, IL A ÉGALEMENT PUBLIÉ UN LIVRE IMPORTANT SUR LE GOÛT DU VIN ET SA STANDARDISATION À L'HEURE DE SA PRODUCTION INDUSTRIELLE : **DIONYSOS CRUCIFIÉ**, AUX ÉDITIONS SYLLEPSE. NOUS AVONS VOULU SAVOIR COMMENT IL CONCEVAIT SON TRAVAIL, EN RELATION AVEC LA CRITIQUE SOCIALE DÉVELOPPÉE DANS SON LIVRE.

TRAVAILLER L'ANACHRONISME

Entretien avec
Michel Le Gris
Propos recueillis et
mis en forme par
Patrick Marcolini

Vous défendez une conception exigeante du métier de caviste. En quoi consiste-t-elle ?
Avant les années 1970, on parlait moins de « caviste » que de marchand de vin, une activité qui a aujourd'hui quasiment disparu. Le travail des derniers marchands de vin que j'ai pu connaître, à Paris dans les années 1960, ressemblait par quelques côtés à celui que faisaient les sommeliers dans la grande restauration, à savoir amener des vins au stade où ils ont développé toutes leurs qualités, un peu comme un vrai fromager n'est pas quelqu'un qui revend du fromage, mais quelqu'un qui affine du fromage jusqu'au moment où il estime qu'il est à point pour être proposé. Certains marchands de vin à Paris dans les années 1960 faisaient ce genre de choses. Cet aspect du travail, qui à mes yeux a une importance cruciale, a aujourd'hui à peu près disparu. D'après ce qu'on m'a dit, en France nous ne sommes plus que quelques-uns, très rares, à agir de la sorte. Mon activité consiste d'abord à sélectionner des vins selon des critères bien définis, qui sont : une viticulture saine, une vinification sans produits chimiques (à l'exception d'une petite protection par le soufre à certains moments de la vinification), et une mise en bouteille aussi peu traumatisante que possible, avec peu ou pas de filtration du tout. Voilà le type de vins auxquels je m'intéresse. Après, il faut les goûter très attentivement, parce qu'il ne suffit pas qu'un vin soit fait selon des procédés honnêtes et naturels, il faut encore qu'il soit réussi. Les vins que je présélectionne selon ce cahier des charges, je les analyse donc gustativement pour voir si tout va bien, s'ils n'ont pas de défauts, de déviations qui les rendraient désagréables au fil du temps. Autre aspect : l'aspect marchand, que l'on ne peut pas contourner. Il faut qu'il y ait un certain rapport entre la qualité du vin qu'on a dans le verre, le plaisir qu'il procure, et le prix qui en est demandé. J'essaie de faire en sorte que mes choix ne servent pas à enrichir démesurément les propriétaires de tel ou tel vignoble : qu'ils en vivent bien sûr, mais qu'ils ne se construisent pas des châteaux sur notre misère. Une fois que les vins d'un vigneron ont franchi tous ces obstacles, se pose pour moi la question de ce que je vais en faire : soit j'estime qu'ils sont bons à boire maintenant – et dans ce cas-là ils restent dans les étages supérieurs de mon établissement, qui sont protégés des brusques variations thermiques et de la lumière extérieure, où ils vont se reposer du transport (pour certains il faut deux semaines, pour d'autres deux mois, ça dépend de la fragilité des vins), avant d'être vendus et bus assez rapidement ; soit j'estime qu'il s'agit d'un vin dont les qualités sont grandes, mais uniquement à l'état potentiel, et qu'il a besoin de mûrir un certain nombre d'années : alors il part à la cave, et l'on n'y touchera pas pendant 5, 10, 15 ou 20 ans. Il ne sera vendu qu'au stade où il sera prêt à boire.

Par votre choix de maintenir une activité de type artisanal et de ne retenir que des vins produits selon des méthodes traditionnelles, vous vous placez en retrait de la production industrielle comme de la grande distribution (par exemple les grandes chaînes comme Nicolas). Comment voyez-vous votre activité dans la société actuelle ? N'est-elle pas, en un certain sens, anachronique ?
On peut trouver un mode acceptable et estimable de survie personnelle dans la société actuelle moyennant les conditions suivantes : d'une part il faut qu'il y ait encore quelques objets, quelques productions, qui paraissent valoir la peine d'être défendues, et d'autre part il faut qu'il existe dans la population un pourcentage pas trop dérisoire de personnes capables de les apprécier. Ce sont les deux conditions qu'il faut réunir. Nous vivons dans un monde qu'il est convenu d'appeler capitaliste libéral. Cette expression est assez trompeuse, car ledit capitalisme est aussi totalitaire par bien des aspects ; mais il a quand même ceci de libéral que, pour l'instant, il n'a pas complètement fait disparaître certaines choses, qui survivent notamment sous les traits, « anachroniques » en effet, de l'artisanat. Mais il faut bien comprendre que cet anachronisme artisanal, s'il n'est pas attaqué de l'extérieur, peut être attaqué de l'intérieur. Les exemples aujourd'hui ne manquent pas de projets, d'activités ou d'entreprises dites artisanales qui recyclent en réalité les procédés les plus insidieux du marketing. Tout cela rend la situation de l'artisanat extrêmement incertaine. Lorsque j'ai publié mon livre, on a pu me reprocher à la fois de distiller quelques idées subversives en matière politique, et d'être un passéiste au plan esthétique et au plan technique. Cet anachronisme technique et esthétique, je l'assume parfaitement. Non seulement il n'a rien à voir avec quelque forme politique réactionnaire que ce soit, mais je dirais même que c'est le contraire : dans ces domaines, nous en sommes arrivés aujourd'hui à un tel stade de déshumanisation, je dirais même de désubjectivation, que des projets politiques émancipateurs ne peuvent passer que par la récupération

Je travaille sur un rythme qui est le mien, et qui n'est pas vécu comme une dépossession. Je

de bases techniques, sensibles, qui ont été mises à mal.

Que répondez-vous à ceux qui affirment que l'auto-entrepreneur, qui pense pouvoir se définir comme «indépendant», subit en fait une domination et une exploitation renforcées, dans la mesure où il s'applique à lui-même ce que le patron applique aux salariés?
C'est une critique un peu simpliste. Elle pose une question qu'on ne peut pas ignorer, mais la réponse qu'elle donne n'est pas la mienne. Parce que, dans ce cas-là, cela supposerait que l'artisan qui œuvre de sa propre initiative et de ses propres gestes souffre d'une schizophrénie profonde, qu'il ait en lui une part patronale et une part salariée. Ce n'est pas comme ça que je vis la chose. Il est certain que pendant la période qui précède les fêtes de fin d'année, période durant laquelle je fais une bonne partie de mes ventes, le rythme auquel je travaille est réellement épuisant. C'est le moment de l'année où une certaine oppression de la société se fait sentir plus fortement qu'à d'autres moments, et c'est inévitable. Une entreprise artisanale, aussi intéressante et plaisante soit-elle, n'est pas en dehors de cette société: elle en subit quelques effets négatifs. Pour moi, ça se concentre dans cette partie de l'année. Le reste du temps, je travaille sur un rythme qui est le mien, et qui n'est pas vécu comme une dépossession. Je traite d'objets qui me plaisent et que j'estime avoir de bonnes raisons de trouver plaisants. Qui plus est, dans le cadre de cette activité, je suis très souvent en contact avec des gens qui sont intéressants, des gens que j'aime bien: le concept de client est d'ailleurs très insuffisant pour rendre compte de tous les gens qui passent chez moi. Ma relation avec les clients échappe donc partiellement au cadre commercial. Pas totalement bien sûr, il ne faut pas se leurrer: ça reste un rapport marchand quand même. Mais une chose à ce propos mérite d'être soulignée: sur le plan théorique, on doit distinguer ce qu'est un rapport marchand capitaliste de ce qu'est un rapport marchand *précapitaliste*; et en attendant de faire mieux que l'un et que l'autre, ce qui serait bien sûr souhaitable, je ne cache pas que le rapport marchand précapitaliste, au plan du vécu individuel et de la qualité réelle des objets, me paraît nettement supérieur au rapport marchand capitaliste. Les vins que je propose, par exemple, sont bien sûr des marchandises au sens où ils s'inscrivent dans un rapport marchand: ils sont achetés, vendus, payés. Mais ils ne sont pas *produits en tant que marchandises*: ils deviennent marchandises *après*. Dans un premier temps, ce ne sont que des valeurs d'usage, avec les aspects qualitatifs que ça comporte; la valeur d'échange vient dans un second temps. Alors que dans le rapport capitaliste moderne, la valeur d'échange est là dès le stade de la production, où il s'agit de concevoir d'emblée le produit le plus conforme à la loi du marché, c'est-à-dire aux modes gustatives qui sévissent à tel ou tel moment, pour rafler la mise sur les concurrents. Ce n'est pas du tout comme ça que je procède, et les vignerons avec qui je travaille, non plus. Notre souci, à eux comme à moi, est de réveiller ou de sauvegarder ce qu'il y a de meilleur dans ce domaine, en essayant de trouver certes des clients, mais pas des clients qu'on manipule: des gens à qui on fait observer que certaines choses méritent d'être défendues.

L'artisanat et le petit commerce ne sont-ils pas les dernières formes d'échange marchand dans lesquelles subsiste une dimension humaine, qui a été évacuée des autres transactions en régime capitaliste?
Je ne dirais pas que le rapport marchand est un rapport humain, mais qu'il peut être humain en dépit de l'aspect marchand. En ce qui concerne le petit commerce, malgré tout, c'est toujours mieux que des échanges par Internet: au moins, il y a des gens qui sont les uns en face des autres, il y a quelque chose, une certaine humanité sensible qui n'est pas abolie. Mais si un minimum d'humanité peut être préservé dans une activité commerciale, ça ne peut pas se faire d'instinct ou spontanément, il faut que ce soit précédé par une réflexion politique sur le sujet, sans quoi tout disparaît assez vite. Je connais des lieux où règne une certaine qualité artisanale de ce qui est proposé, mais où les stratagèmes marchands fonctionnent très bien...

Seriez-vous prêt à dire que votre travail a une signification politique?
Oui, maintenir une sensibilité, un goût, des connaissances et une expérience, c'est une tâche politique minimale, *et qui est à notre disposition*. Ce n'est pas tout, bien sûr, mais c'est essentiel. ■

traite d'objets qui me plaisent et que j'estime avoir de bonnes raisons de trouver plaisants.

À LIRE

Michel Le Gris, **Dionysos crucifié. Essai sur le goût du vin à l'heure de sa production industrielle**, éditions Sylleps, 1999.

L'AMOUR DU TRAVAIL BIEN FAIT

«**TOUS LES MEMBRES** des corporations du Moyen Age, tous les travailleurs du compagnonnage qui prenaient la matière brute, la dégrossissaient, lui donnaient la forme par eux imaginée, en faisaient un soc de charrue, un meuble, une lampe ornementale, des pelles, des bêches, des roues, des vêtements, des chaussures, des serrures, des portes, des maisons, du parchemin et des livres, des courroies et des charpentes, vivaient **dans** et **par** le métier avec leur pensée, leur intelligence, leur cœur, leur volonté. Pendant des siècles, le travail accompli selon la discipline technique et morale des guildes, des amitiés, des cartels, a élevé le travailleur à la hauteur de l'homme. Souvent, il n'y a pas loin de l'artisan à l'artiste. [...] L'ouvrier-homme incorpore au travail son sens de l'esthétique et de la responsabilité. Et il continue de les incorporer là où la machine perfectionnée, les techniques cybernéticiennes, la production en série n'ont pas éliminé l'apport personnel dans le produit obtenu. "Monsieur, nous disait récemment un homme formé à l'école des ouvriers de province, je suis capable d'abattre mon arbre, de le débiter en planches, de tracer mon bois, de scier, de préparer, d'ajuster, d'assembler les parties, et de finir mon meuble entièrement." [...]. Nous disons que cette espèce de religion du travail bien fait, du beau et utile travail, qui devient un art, renferme un contenu esthétique et éthique que, même dans d'autres domaines, on ne peut ni surpasser, ni remplacer.»
Gaston Leval, **Éléments d'éthique moderne**, Groupe Socialiste Libertaire, 1961, réédité par le Groupe Civilisation Libertaire, Paris, 1978, p. 26-27.

DÈS LES PREMIERS PAS DU MOUVEMENT LIBERTAIRE BRÉSILIEN, SÃO PAULO A ÉTÉ UN VIVIER DE LA CULTURE ANARCHISTE. AUJOURD'HUI ENCORE, ON Y TROUVE UNE SCÈNE CULTURELLE ET DE NOMBREUX ESPACES DE RENCONTRE QUI DÉVELOPPENT DES ACTIVITÉS LIBERTAIRES.

Les anars au Brésil
Tour d'horizon à São Paulo

LA NAISSANCE DU MOUVEMENT anarchiste au Brésil est intimement liée à l'immigration massive des Italien-ne-s à la fin du XIX[e] siècle. On les retrouve alors surtout à São Paulo, impliqué-e-s dans le mouvement ouvrier mais aussi dans l'éducation. Ils et elles créent et font vivre des coopératives ouvrières de production et de consommation, des universités populaires et au moins une dizaine d'écoles alternatives[1]. Ils-elles éditent également de nombreux journaux, tous en langue italienne (les premiers journaux en portugais ne seront publiés qu'au début du XX[e] siècle). Ils et elles participent aux mouvements sociaux. La grande grève de 1917 constitue un tournant historique pour le mouvement anarchiste: la population ouvrière, dans son immense majorité constituée d'immigré-e-s, est désormais prête à prendre son avenir au Brésil en main et n'est plus freinée par le désir d'un hypothétique retour en Italie. Après la répression qui s'ensuit, on assiste notamment à la fusion entre la presse anarchiste en italien et en portugais.

Comment ne pas parler, à la même époque (1890-1894), de l'expérience de la colonie La Cecilia, dans l'État du Paraná[2]? Cette communauté anarchiste fondée par Giovanni Rossi, militant libertaire, visait à mettre en pratique au quotidien les idées révolutionnaires. Mais le but de La Cecilia était surtout de vivre une expérience utile à la lutte sociale en Europe, et cette situation particulière, ainsi que son éloignement des grands centres urbains, fait qu'elle n'a pas représenté de menace très sérieuse pour les autorités. Alors que le reste du mouvement libertaire subit une forte répression, non seulement La Cecilia y échappe, mais elle reçoit même de l'aide de l'État qui lui fournit des terres[3].

1. Regina Jomini-Mazoni, **Écoles anarchistes au Brésil (1889-1920)**, Atelier de création libertaire/Noir, 1999.

2. Isabelle Felici, **La Cecilia. Histoire d'une communauté anarchiste et de son fondateur Giovanni Rossi,** Atelier de création libertaire, 2001.

3. Ibid.

AUTOGESTION ET MOUVEMENTS SOCIAUX

En 1933, le **Centro de Cultura Social** (Centre de culture sociale) de São Paulo ouvre ses portes. Mais avec le coup d'État militaire de 1964, c'en est fini de toutes les activités libertaires. Quelques militant-e-s parviennent à maintenir clandestinement quelques contacts, mais cela ne dure pas longtemps. La répression ne tarde pas à devenir violente et toute activité libertaire au Brésil est bientôt impossible. C'est au début des années 1980, alors que le régime militaire commence à s'affaiblir, que des résistances isolées commencent à émerger, notamment dans le milieu culturel. Mais c'est avec la fin de la dictature en 1984-1985 que l'anarchisme a véritablement pu renaître. Les idées anarchistes suscitent alors beaucoup d'intérêt dans une population en quête de renouveau social.

Dans un pays grand comme un continent et qui, au-delà des distances entre les villes et les provinces, couvre des réalités sociales, culturelles ou géographiques bien différentes, les questions sociales, les luttes urbaines, les diverses problématiques ne peuvent être abordées que sous des angles très variés.

Le Brésil, neuvième puissance économique mondiale, compte environ 32 millions de personnes (sur 150 millions d'habitants) vivant en dessous du seuil de pauvreté. Historiquement, le fossé entre les riches et les pauvres a toujours été important. Mais depuis quelques années, on assiste à un phénomène qui repositionne les rapports de classe, avec la résurgence d'une classe en dessous de tout, dépossédée, la classe des «sans»: sans terre, sans toit, sans école... De nombreu-

Portées par les immigrants italiens, les idées anarchistes se sont propagées et les libertaires brésiliens ont construit leurs propres références.

ses familles victimes de la mondialisation et du néo-libéralisme, pour survivre, s'organisent en créant une économie informelle de la débrouille et du «fais-le toi-même». On assiste à de vastes mouvements d'occupation de terres ou d'immeubles, des villages entiers se construisent sur des terres squattées et cherchent à s'autogérer. Tous ces modes d'organisation sont porteurs d'un message politique fort dans les plus basses couches sociales de la population.

Les anarchistes, peut-être plus tourné-e-s un moment vers des actions de propagande et la diffusion des idées libertaires, réinvestissent de plus en plus ces mouvements sociaux en tissant des liens avec toutes ces communautés. Par un travail de terrain et des actions de solidarité, ils et elles soutiennent les initiatives populaires. Ils et elles poussent à ce que la population se réapproprie ses luttes pour éviter l'écueil de la récupération par les ONG et les partis politiques. Il n'existe cependant pas d'unité dans les actions collectives qui générerait une vraie solidarité et une cohérence pour produire des changements effectifs dans l'organisation sociale. Différents groupes

ou collectifs peuvent se retrouver sur certaines luttes ou lors de certains événements, mais rester à d'autres moments distants, voire isolé-e-s les un-e-s des autres.

Trois tendances se dessinent au Brésil : l'anarchisme social inspirée par la FAU (Fédération anarchiste uruguayenne), l'anarchisme culturel inspiré du modèle de la FA francophone, et l'anarchisme individualiste, qui se définit plus comme un « mode de vie » anarchiste. Ce sont notamment dans les centres sociaux autogérés que les différents groupes se rencontrent et se coordonnent.

CENTRES SOCIAUX, GROUPES ET COLLECTIFS DE SÃO PAULO

Ce sont aussi bien des espaces de loisirs que des centres d'échanges, d'écoute, d'expérimentation ou d'études. Ce sont des centres d'apprentissage et de culture libertaire qui se donnent pour but d'agir publiquement, dans la rue et dans la ville. Ils essaient ainsi d'être présents dans différents quartiers afin de toucher le plus grand nombre et d'occuper l'espace urbain. Ces lieux libertaires permettent aux divers mouvements et individu-e-s de se retrouver et de fédérer les énergies. Ils permettent la convergence des luttes, de soutenir et de promouvoir l'analyse des problèmes sociaux dans les milieux populaires. Ils contribuent à développer un esprit de solidarité. Il y a de nombreuses connexions avec d'autres centres sociaux en banlieue et dans les autres villes.

Sur les traces des espaces sociaux et culturels de São Paulo : **Ay Carmela !** C'est un centre politico-culturel autogéré situé dans le centre-ville. « Être en centre-ville, c'est une façon de plus d'affirmer que le centre est à nous, aux personnes qui vivent et circulent dans cette ville, et non au capital, aux multinationales ou à l'État. » Ce lieu est tenu par différents collectifs et individu-e-s, certain-e-s sont anarchistes, d'autres non, mais ils et elles s'intéressent et agissent sur des problèmes sociaux divers comme la gratuité des transports ou les sans-logis. Parmi les différents groupes qui tiennent cet endroit, on trouve le Movimento Passe Livre (MPL), le collectif anarchiste Terra Livre, qui y partage la bibliothèque anarchiste du même nom, le Fórum Centro Vivo et le Centro de Mídia Independente (CMI) de São Paulo[4].

Le **MPL** est un mouvement social qui lutte pour un véritable transport public gratuit. Il est présent dans toutes les grandes villes des différentes régions. Au Brésil, la question du transport est symbolique et symptomatique des aberrations du système. Dans les mégalopoles que représentent São Paulo ou Rio, les travailleurs-euses sont dépendant-e-s des transports en commun pour parcourir les énormes distances qui séparent leurs lieux de vie de leur emploi. Mais les sociétés de transport sont aux mains d'entreprises privées qui pratiquent des tarifs si exorbitants que cela leur revient souvent plus cher que le salaire de leur journée de travail. Le MPL s'organise donc en groupes de travail à travers tout le pays et publie un journal national. Il organise des actions et propose un soutien juridique. Son champ d'action passe par l'étude des systèmes de transport, mais aussi par des manifestations, des actions directes, des interventions ludiques et des propositions de loi d'initiative populaire. L'un des projets de loi du MPL a été voté le 26 octobre 2005 par la mairie de Florianópolis. La date du 26 octobre est depuis devenue journée nationale du ticket gratuit. Le collectif **Terra Livre** « est un groupe d'action anarchiste de plus à apporter sa contribution pour en finir avec les maux politico-économico-sociaux qui touchent l'être humain et la planète », selon leur propre description. Ils et elles ont constitué une bibliothèque sur la libre pensée.

Le **Fórum Centro Vivo** réunit plusieurs groupes qui s'opposent au processus de rénovation urbaine et de « nettoyage social » du centre-ville, délogeant les pauvres pour les envoyer toujours plus loin en banlieue. Ce collectif agit pour la défense du droit à l'éducation, à la culture, au logement et pour le droit à vivre dans le centre-ville « en vue de construire un espace politique commun qui renforce les luttes sociales et crée de nouvelles perspectives d'action ».

Le **CMI (Indymedia)** est un réseau de producteurs-trices d'information indépendant-e-s qui cherche à offrir une information alternative et critique, une contre-information aux médias officiels en donnant une voix aux sans-voix.

Casa da Lagartixa Preta « Malagueña Salerosa »[5]. Ce lieu se trouve en banlieue de São Paulo. C'est un espace de rencontre, de diffusion des pratiques libertaires et d'expérimentation d'un mode de vie. Des discussions et des activités autour de l'agro-écologie, de la permaculture, de la création et diffusion de fanzines, des ateliers pédagogiques, des expos, des événements artistiques et festifs, du yoga, de la capoeira et des restos vegans y sont organisés. Il y a aussi une bibliothèque et un jardin potager. Celui-ci a permis de développer une production autonome et un réseau d'entraide avec le voisinage. Cela a donné lieu à des échanges de connaissances et de pratiques, et a permis de découvrir des plantes qui font partie du milieu urbain et dont les propriétés alimentaires et médicinales sont méconnues. Cet intérêt pour le jardinage est allé au-delà du simple potager et a donné lieu à des réflexions sur l'écologie, l'agriculture, ainsi qu'à une critique de la logique de production. Cela a permis de créer des liens entre la ville et la campagne. Le jardin s'est étendu hors les murs et a poussé dans la rue, incitant le voisinage à créer et défendre les espaces verts. Les activités proposées impliquent des ■■■

4. Respectivement traduisibles par « mouvement tickets gratuits » ; « terre libre » ; « forum centre vivant », « centre des médias indépendants de São Paulo ».
5. Littéralement, « la maison du lézard noir ». **Malagueña Salerosa** est une chanson traditionnelle mexicaine.

QUELQUES ADRESSES

Quelques adresses de collectifs libertaires et anarcho-punks de São Paulo.

CMI – Centro de Midia Independente/Coletivo São Paulo, www.midiaindependente.org
Coletivo Anarquista Terra Livre, www.inventati.org/terralivre
FCV – Fórum Centro Vivo, www.centrovivo.org
MPL - Movimento Passe Livre, www.mpl.org.br
Ativismo ABC, www.ativismoabc.org
FASP, www.nucleos-fasp.blogspot.com
Grito de Revolta das Mulheres Libertárias-São Paulo (GRML-SP), www.br.dir.groups.yahoo.com
MAP/SP, www.mapsp.wordpress.com et www.anarcopunk.org
Cooperativa Anarcopunk e Artilharia Negra, Comuna Goulai Polé (« coopérative anarcho-punk Artillerie noire, Commune de Goulai Polé »), www.anarcopunk.org/mapsp
O Regicídio Está Por Vir (« le Régicide arrive »), www.oregicidioestaporvir.blogspot.com
Ação Direta em Quadrinhos (« action directe en bande dessinée »), www.anarcopunk.org/mapsp

■■■ enfants et des adultes. « La pédagogie libertaire n'a de sens que si elle est mise en pratique. »[6]

Centro de Cultura Social. C'est le plus vieux centre social de São Paulo, fondé en 1933 par des militants anarchistes. C'est le siège de la mémoire anarchiste avec une bibliothèque de revues, des tracts, de livres et d'autres ressources liées à l'anarchisme. On y trouve aussi une librairie et un bar. Diverses activités libertaires y sont proposées. Depuis 2007, des anarcho-punks y organisent des ciné-discussions.

Espaço Impróprio[7]. Ce lieu est tenu par un collectif du même nom. On y trouve un bar, une cantine vegan, une bibliothèque, un espace pour des concerts et un studio de répétition et d'enregistrement. Des concerts, des festivals et des ateliers y sont régulièrement organisés.

A l'université PUC (université catholique !) de São Paulo, on trouve le **NU-SOL** (Nùcleo de Sociabilidade Libertaria)[8]. C'est un groupe de recherche qui publie la revue anarchiste **Verve**. Ils et elles organisent des conférences, des débats, des représentations théâtrales, et animent des émissions de radio.

Sur le terrain de l'anarcho-syndicalisme, on trouve la **COB/FOSP** (Confederação operària Brasileira/Federação Operária de São Paulo) affiliée à l'Association internationale des travailleurs (AIT).

La **FASP** (Federação Anarquista de São Paulo) s'est créée en 2008, à l'initiative de militant-e-s anarchistes agissant dans différents mouvements sociaux, mais qui se trouvaient isolé-e-s sans un soutien organisationnel. Son existence est récente mais elle combat déjà sur plusieurs fronts. « C'est au service de la lutte des classes que l'anarchisme pourra se développer. Aujourd'hui, nous avons nos propres références de lutte de libération (les quilombos, les révoltes indigènes, etc.) et de résistance (luttes des Indigènes pour la préservation de leur culture et de leur territoire, les favelas, les mouvements de travailleurs ruraux sans terre, le mouvement des travailleurs sans logis). »[9]

LE MOUVEMENT ANARCHO-PUNK

Le mouvement anarcho-punk est constitué de groupes de musique, de collectifs et d'individu-e-s qui propagent les idées anarchistes à travers ce courant culturel. Ils et elles sont très investi-e-s dans des domaines comme les droits des animaux, les discriminations raciales et/ou sexistes, le féminisme, l'écologie, pour l'autonomie des travailleur-euse-s et contre la mondialisation.

À São Paulo, des collectifs et des individu-e-s anarcho-punks se sont associé-e-s pour initier une campagne en vue de bénéficier d'un espace pour abriter leurs activités. Ils se regroupent sous le sigle **MAP/SP**. Depuis 2000, le MAP/SP organise le « février antifasciste » : tout le mois, des activités diverses sont proposées dans différents lieux et rues de la ville (concerts, tractages, documentaires, théâtre, ateliers de sérigraphie et de graff, expos, conférences, etc.). « Cette démarche a pour but de dénoncer les atrocités commises par des groupes de skinheads et de néonazis de par le monde et de trouver des moyens pour combattre le fascisme. »[10] Le MAP/SP ne réunit pas toutes et tous les individu-e-s et collectifs anarcho-punk de São Paulo, certain-e-s s'organisent indépendamment de cette association et proposent d'autres activités. Ce mouvement ne forme pas un tout uniforme, les tendances et les modes d'action sont aussi divers que ce qui a été décrit plus haut pour l'anarchisme.

S'il n'ont pas de lieu encore défini en ville, sur le Net, on trouve le site **anarcopunk.org**, qui offre plusieurs canaux d'informations sur l'anarchisme et la culture punk avec des brèves, des films, une bibliothèque et des blogs qui sont actualisés par les groupes anarcho-punks de São Paulo et d'autres États, comme le collectif **Mentes Plurais** (« les esprits pluriels »), de Porto Alegre, dans la région de Rio Grande do Sul, et l'**ORGAP** (Organizacion Anarcopunk) de Lima, au Pérou. De nombreuses connections se font en dehors des frontières, notamment avec d'autres pays d'Amérique du Sud plus proches géographiquement que certains États brésiliens.

Une des démarches développée par les collectifs est le « DIY » ou « fais-le toi-même ». Dans cette optique, de petites productions audiovisuelles ont vu le jour, comme le court métrage *O Punk Morreu ?* (« Le punk est-il mort ? ») et la vidéo *Serigrafia Faça Você Mesmo* (« La sérigraphie, fais-la toi-même »).

Enfin, **Grito de Revolta das Mulheres Libertárias** (GRML-SP)[11] est un groupe féministe non-mixte, composé d'anarcha-punks, de punks et de libertaires qui luttent contre toutes les formes d'oppression vis-à-vis des femmes. « L'anarcha-féminisme voit l'oppression des femmes comme le résultat d'une société capitaliste et patriarcale au-delà du genre masculin. »[12] Elles œuvrent notamment au sein des communautés pauvres. Elles traitent de thèmes comme la santé des femmes et la violence en général (physique, verbale et psychologique). Leur but, en tant qu'anarchistes et libertaires, est de trouver dans leur lutte quotidienne les outils pour l'émancipation et la liberté non seulement des femmes, mais aussi de toutes les classes opprimées (les Noir-e-s, les homosexuel-le-s, les SDF, les Indigènes, les prisonnier-e-s, les Nordestinos[13], les immigré-e-s, etc.).

LA LUTTE ET LE LIEN

Au début portées par les immigrant-e-s italiens, les idées anarchistes se sont propagées et les libertaires brésilien-ne-s ont construit leurs propres références. Face à la situation spécifique du pays et malgré les divisions internes, ils et elles travaillent à la construction d'un mouvement avec une base sociale forte portée par les luttes populaires. En mettant à profit les espaces et en ouvrant des centres sociaux et culturels, ils et elles créent des liens et se solidarisent.

À São Paulo, dans cette mégalopole surpeuplée où l'horizon reste irrémédiablement bouché, où les immeubles semblent s'étendre à perte de vue, la ville s'impose, immense et grise, et la misère vous saute au visage. Il faut alors trouver les ressources pour résister, exister, vivre et créer. Voir la lutte politique comme un lien social puissant, pour créer des ponts entre les communautés et s'organiser collectivement, trouve alors un véritable écho à travers les pratiques anarchistes.
Colyne

6. Propos du Coletivo Ativismo ABC (« collectif activisme ABC »).

7. Littéralement, « l'espace impropre ».

8. Littéralement, « noyau de sociabilité libertaire ».

9. Propos de la FASP.

10. Propos de Marina, militante anarcha-punk qui participe à l'élaboration du site anarcopunk.org et fait partie des éditions libertaires anarcho-punk Imprensa Marginal.

11. Littéralement, « le cri de révolte des femmes libertaires ».

12. Propos du groupe Grito de Revolta das Mulheres Libertárias.

13. Être originaire des régions du nord-est, être **nordestino**, c'est appartenir à une communauté. Le mot même nordestino est devenu péjoratif et signifie « populace ». À São Paulo, les **Nordestinos-as** sont déraciné-e-s et pratiquement exclu-e-s de la vie politique, économique et culturelle.

QUELQUES ÉDITEURS

Éditions libertaires basées à São Paulo offrant un catalogue très fourni de livres sur l'anarchisme et réalisant un important travail de divulgation de la pensée libertaire.

Faísca Publicações Libertárias
www.editorafaisca.net, faisca@riseup.net, vendafaisca@riseup.net

Imaginário
www.editoraimaginario.com.br (Entretien avec Plinio Coelho, éditeur anarchiste brésilien : À contretemps no 11, mars 2003, www.acontretemps.plusloin.org)

Index Librorum Prohibitorum
indexeditora@yahoo.com.br, www.indexeditora.hpg.com.fr

Imprensa Marginal
www.anarcopunk.org/imprensamarginal

en bref

PORTUGAL

UN CENTRE CULTUREL LIBERTAIRE MENACÉ...

Dans la banlieue de Lisbonne, le **Centre culturel libertaire** est un athénée culturel anarchiste, fondé en 1974 par de vieux militants résistants à la dictature. On y trouve une bibliothèque, des archives uniques au Portugal, composées de documents édités au cours des cent dernières années, ainsi qu'un espace librairie. Durant ces trente-cinq années, le CCL a accueilli diverses activités, débats, projections, ateliers. Début 2009, une procédure d'expulsion était engagée par le propriétaire et a abouti, le 2 novembre, à la rupture du contrat de location et à l'obligation de quitter les lieux sous vingt jours. Le CCL a fait appel de cette décision. La disparition du CCL signifierait la perte d'un important lieu de réflexion, de débat, de lutte et de résistance. Toute forme de solidarité et de soutien est la bienvenue.

http://culturalibertaria.blogspot.com
ateneu2000@yahoo.com
Apartado 40 /2800-801 Almada (Portugal)

ÉTATS-UNIS

GRÈVE DU MÉNAGE

Dans tout le pays, les travailleuses domestiques s'organisent pour obtenir de meilleures payes et conditions de travail, à travers par exemple la Domestic Workers United à New York.
Ces femmes de ménage, cuisinières, nounous et gardiennes de personnes âgées, sont habituellement isolées. Afro-américaines ou originaires d'Asie du Sud, des Philippines, d'Afrique, des Caraïbes et d'Amérique centrale, elles savent que, si elles sont si mal considérés et payées, c'est justement parce qu'elles sont femmes de couleur et pauvres – d'où une analyse de classe, antiraciste et féministe. Les actions menées incluent des actions en justice pour récupérer des salaires non versés, du lobbying pour obtenir des lois (garantissant le paiement des heures supplémentaires ou des congés payés, etc.), et des manifestations devant les domiciles des employeurs indélicats, appelées « public shaming ».
Source : Ms., automne 2009, www.msmagazine.com

DANEMARK

SAUVER LE CAPITALISME OU LA PLANÈTE ?

En décembre dernier, un énième sommet mondial s'est tenu à Copenhague « pour sauver la planète » face aux changements climatiques et autres conséquences de la boulimie industrielle. Pendant que les chefs d'État et leurs estafettes palabraient, des milliers de militant-e-s manifestaient pour exprimer leur opposition au système ou pour demander de « bons » accords. De tout cela ne sont ressorties que des déclarations de principe n'engageant pas les États à quoi que ce soit d'autre que sauver les apparences avec des solutions « vertes » factices (de ridicules compensations carbone au grotesque marché des droits à polluer). N'auront été vraiment déçu-e-s que ceux et celles qui croyaient que les garant-e-s du profit capitaliste essaieraient réellement de trouver une solution satisfaisante pour l'humanité entière (pour ne pas parler des autres espèces). Ce sommet aura tout de même été l'occasion de quelques initiatives intéressantes, telle une grève de la viande qui, malgré son côté « brochette de personnalités », aura (une fois n'est pas coutume...) rappelé le poids de cette industrie dans le désastre écologique en cours depuis déjà bien longtemps.

SERBIE

LIBÉREZ LES SIX DE BELGRADE !

En solidarité avec un camarade grec en grève de la faim, une action a été menée devant l'ambassade de Grèce à Belgrade en août dernier. Une action somme toute très symbolique : une fissure dans une fenêtre, une petite marque de brûlure et un A cerclé sur la façade de l'ambassade. Les autorités, qui tolèrent régulièrement les exactions des différents groupes fascistes, ont répondu d'une façon disproportionnée. Les six membres de la section serbe de l'AIT (Association internationale des travailleurs) sont arrêté-e-s et écroué-e-s pour « terrorisme international » ! Cela malgré le manque de preuves et le fait que les accusé-e-s nient toute implication dans cette action et que celle-ci fut revendiquée par un autre groupe, Soleil noir. Des rassemblements et actions de solidarité ont eu lieu un peu partout en Europe et en Australie.

http://asi.zsp.net.pl

CANADA

CONTRE LES JEUX OLYMPIQUES SUR LES TERRES AUTOCHTONES VOLÉES !

Les Jeux olympiques d'hiver 2010 se sont déroulés dans la région de Vancouver sur des terres autochtones qui n'ont jamais été cédées à l'État canadien. Des autochtones et des militant-e-s libertaires ont mené des actions contre ces jeux en promouvant l'action directe. Le parcours de la flamme olympique a par exemple été perturbé à plusieurs reprises.

Infos sur no2010.com (site en anglais).
Une brochure sur le sujet est également disponible sur infokiosques.net

entretien ICI ET MAINTENANT, CERTAINES FEMMES EN ARRIVENT À TUER LEUR ENFANT A LA NAISSANCE. POURQUOI ? C'EST LA QUESTION QUE SE SONT POSÉE HUIT FEMMES DE TOULOUSE. LEURS ANALYSES, DANS UNE PERSPECTIVE FÉMINISTE, ONT DONNÉ LIEU À UN OUVRAGE COLLECTIF AUTO-ÉDITÉ, **RÉFLEXIONS AUTOUR D'UN TABOU. L'INFANTICIDE**. CELUI-CI EXPOSE COMMENT CET ACTE RÉVÈLE LE MÉCANISME DE L'OPPRESSION DES FEMMES SUR LE PLAN DE LA MATERNITÉ.

AUTOUR D'UN TABOU : L'INFANTICIDE

Entretien avec
Les auteures
Propos recueillis par
Leïla

Comment le collectif qui a signé ce livre s'est-il constitué ?
Nous sommes huit femmes à avoir mené une réflexion autour de la question de l'infanticide, il y a trois ans. Au départ, il existait un groupe de parole et de réflexion non-mixte féministe de femmes qui discutait sur des tas de sujets différents. À Toulouse, une femme a été arrêtée puis incarcérée suite à un infanticide. Il y a eu pas mal de mobilisation pour la faire sortir. C'est à ce moment-là qu'une partie du groupe et d'autres femmes se sont rencontrées pour s'interroger : pourquoi des femmes sont-elles mises en prison pour cela ? Qu'est-ce que cela révèle ? Nous avons examiné les différentes explications proposées. C'était surtout des explications de type psychologique et psychanalytique, notamment avec la notion de déni de grossesse. Le déni de grossesse, c'est : « On tombe enceinte, on n'est pas au courant. Donc, le jour où on accouche, on se débarrasse du produit de sa grossesse, sans en être très consciente ».
Cette explication ne nous convenait pas tellement. Et puis nous avons recueilli des témoignages qui nous ont sacrément bousculées et questionnées. Nous nous sommes dit : « Il faut que l'on fasse quelque chose de ces histoires-là ». Pendant une année, nous avons réfléchi et débattu du sujet. Au début, on pensait faire une émission de radio, puis une brochure, c'est finalement devenu un bouquin.
Il faut préciser que nous, les huit femmes en question, avons des parcours différents. Nos approches des luttes féministes divergent, voire certaines sont réticentes à se dire « féministes ». Certaines ont des enfants, d'autres n'en ont pas. Nos âges vont de 28 à 75 ans. Ce que nous avons en commun, c'est une approche sociale et politique de la société. Et le fait que la question de la maternité nous traverse, que l'on ait des enfants ou que l'on n'en ait pas, est ce qui a soulevé la nécessité de réfléchir à la question de l'infanticide.

« Socialement, on ne veut pas entendre que, pour une femme, quand c'est non, c'est non, et c'est non jusqu'au bout. »

Au départ, on se sentait peut-être un peu extérieures à cette histoire. On se disait : « Il y a des femmes à qui cela arrive ». Mais alors, comment se fait-il qu'il y ait des femmes qui soient des anomalies sociales, et que les autres femmes n'aient rien à voir avec cela ? Nous en avons conclu que : « Oui, nous avons tous et toutes à voir avec cette histoire-là ». Cela concerne tout le monde, c'est aussi l'histoire des hommes.

Qu'appelle-t-on infanticide?
Quand nous parlons de l'infanticide, il s'agit en fait de « néo-naticide ». C'est un acte commis à l'accouchement et non sur un enfant plus grand, comme le terme le laisse entendre. Nous avons essayé de trouver des définitions plus précises sur ce que l'on entendait par infanticide. Nous nous sommes aperçues que les définitions qui existaient étaient juridiques et médicales. C'est un crime qui est puni de façon très lourde et qui est réprouvé moralement de façon très violente.

Pourquoi est-ce un tabou ?
Notre réflexion a vocation à lancer le débat sur la manière dont une société régule les naissances. À quels moyens a-t-elle recours ? Nous nous sommes interrogées sur le fait que, maintenant encore, il y ait des infanticides – que des femmes soient toujours contraintes à ces actes. En premier lieu, nous pensions que c'est peut-être parce que l'éducation à la contraception est assez limitée, que l'information sur la sexualité n'est pas bien faite, que l'avortement n'est pas facile d'accès. En poursuivant nos recherches sur d'autres moments de l'histoire, nous avons découvert qu'en France, selon les époques, il y avait une vague tolérance autour de la pratique de l'infanticide. Aujourd'hui, cet acte est considéré comme monstrueux et totalement inacceptable, mais cela n'a pas toujours été le cas. Dans d'autres sociétés, comme le Québec, l'avortement (sous certaines conditions) est autorisé jusqu'à neuf mois (rappelons qu'en France il est limité à quatorze semaines). Si une femme est contrainte à un avortement hors délai, cet acte n'est pas considéré comme un infanticide, il est juste hors délai légal. Nous avons alors considéré l'infanticide sous cet angle, celui des délais réglementaires, et il nous est apparu comme un avortement différé. Dans la période actuelle, la pression sociale autour de la naissance et de l'enfant est très forte : il y a sacralisation, notamment de la relation mère-enfant. À cela s'ajoute

À LIRE

Réflexion autour d'un tabou. L'infanticide,
Juin 2009, 90 p.
8 euros

Contact : bbornot,
12 rue Pouzonville
31000 Toulouse
bbornot@gmail.com

la prégnance du respect de la vie d'un enfant, avec un seuil de définition de cette vie qui évolue et remonte de plus en plus en amont dans la viabilité du f?tus. Cela joue beaucoup dans le fait que les femmes qui pratiquent l'infanticide sont désignées comme des monstres, des folles ou des malades. La notion de respect de la vie est un autre élément d'explication. Le tapage des groupes anti-avortement (pro-vie), associé aux affirmations de certains experts médicaux, a fait progresser l'idée que le fœtus est viable de plus en plus tôt, et cette appréhension le transforme en un petit être humain à venir.
Nous utilisons le mot tabou, car c'est vraiment un tabou. Un tabou moral, religieux, judiciaire. Nous voulions aussi relever une hypocrisie sociale qui laisse aux femmes l'entière gestion de la fécondité et la culpabilisation qui va avec. La société fait des lois pour décider quand on peut avorter ou pas, elle se contente en même temps très bien de laisser aux seules femmes le rôle social et la responsabilité de l'élevage des enfants.
Ce livre n'est pas un travail de recherche scientifique : il part de la situation que nous vivons, de l'endroit où nous sommes. Nous avons par exemple étudié les lois et les décrets en France, qui sont suffisamment explicites. On voit qu'il y a un jeu de yoyo, suivant la période sociale, selon que l'on a besoin d'enfants ou pas, après ou avant les guerres... il y a une adaptabilité de la justice et de la morale. Même l'Église a pu le tolérer à une époque. Aujourd'hui, on ne tolère pas que les femmes gèrent le refus de la maternité, car la société continue de légiférer sur le ventre des femmes.
Dans le livre, nous parlons aussi de l'interruption médicale de grossesse. Quand le milieu médical intervient, il a le droit de pratiquer une interruption de grossesse après les délais légaux, parce que l'enfant aurait des tares, ou pour des raisons psycho-sociales. Il s'agit ici de gérer la vie future de l'enfant, si celle-ci semble médicalement non conforme ou socialement dangereuse, le pouvoir médical s'autorise ce qui est interdit par ailleurs.
On constate qu'il y a comme une échelle de ce qu'il est possible de faire pour refuser une grossesse non désirée. En amont la contraception : c'est ce qui est bien, ce qui est valorisé. L'avortement est considéré comme un moyen qui remédie à un échec, c'est moins bien vu (on ne clame pas que l'on s'est faite avorter). Et, passé le délai légal, l'avortement est réprouvé.
Mais il y a aussi une chose qui n'a pas évolué depuis longtemps : autant l'on admet qu'être géniteur ce n'est pas forcément être père, autant on considère qu'être génitrice c'est forcément être mère. Comme s'il était complètement naturel d'être mère. Comme si parce que les femmes ont un utérus, leur destin biologique était de vivre la maternité. Le fait que les femmes qui n'ont pas envie d'être ■■■

UNE HISTOIRE COMMUNE À TOUTES LES FEMMES

« TOUS NOS COÏTS ne peuvent pas aboutir à la naissance d'un enfant. Et pour que cela ne soit pas, il faut bien que quelqu'un s'en préoccupe. C'est en cela que notre société est hypocrite : elle charge les femmes, qui, par leur biologie, sont les seules exposées au risque de grossesse, d'assurer la régulation des naissances tout en les condamnant si elles le font en dehors des limites étroites fixées par la morale, la justice et la technique.
Cette responsabilité nous incombe dès la première caresse... et, si le coït a été fécond, l'angoisse et la recherche des moyens de ne pas avoir d'enfant ne nous quittent pas.
Des femmes, coincées, choisissent la vie, la leur, en annulant cette autre vie potentielle et prennent tous les risques plutôt que d'être mères, à commencer par celui de mourir, mais aussi celui d'être jetées en prison.
Ce qui est puni dans l'infanticide, c'est notre capacité à gérer nous-mêmes les contradictions dans lesquelles nous sommes placées. Cette réalité, en plus d'être condamnée, est taboue. Cette brochure s'attaque à ce tabou et veut sortir du silence et de l'isolement des situations individuelles. Nous souhaitons que l'analyse collective permette la déculpabilisation et que nos réflexions suscitent des débats et une remise en cause des condamnations, morales comme judiciaires.
Nous voulons que l'on cesse de légiférer sur le ventre des femmes et, au-delà, interroger cette société qui nous punit pour notre façon de gérer une fécondité dont les hommes, pour la plupart, n'assument pas les conséquences.
Nous avons réfléchi à huit, dans nos diversités de situations, de vécus, et nous pensons que l'infanticide, parce qu'il est le résultat de la situation faite aux femmes dans cette société, fait partie de notre histoire et que cette histoire est commune à toutes les femmes. »

Ce texte figure en conclusion du livre **Réflexion autour d'un tabou. L'infanticide.**

■■■ mère, et qui ne passent pas par la case contraception ni par la case avortement, vont se débrouiller autrement n'est pas entendable.
La situation sociale actuelle est qu'il y a seulement 10% de femmes qui n'ont pas d'enfants. Le taux de natalité ne cesse d'augmenter et, pour celles qui affirment ne pas en vouloir, c'est très inconfortable. Les pressions sont fortes.

Quel est le point de vue de la justice sur la question ?
L'appellation « infanticide » a disparu du code pénal comme crime spécifique et est devenue « meurtre sur mineur de moins de quinze ans ». Avec deux circonstances aggravantes : sur un mineur, et commis par un ascendant. Les juges sont toujours gênés, les jurys populaires aussi. Ils sont entre l'excuse (disant : « La pauvre femme, elle devait être dans une situation épouvantable ») et le fait de considérer cette femme comme une coupable monstrueuse. Au niveau des peines demandées et/ou prononcées, il n'y a pas trop de changement, avec des variables importantes allant de trois ans avec sursis à plus de dix ans fermes, toujours contre la seule femme. Ce qui est particulier, c'est la réprobation morale qui semble s'être intensifiée.
La femme qui commet cet acte est désignée comme « mère » infanticide, alors qu'elle n'est pas mère puisqu'il s'agit très concrètement d'un refus de grossesse et d'un refus de maternité. Il y a une différence entre le crime sur un enfant de moins de quinze ans et ce refus jusqu'au bout d'une maternité. Socialement, on ne veut pas entendre que, pour une femme, quand c'est non, c'est non, et c'est non jusqu'au bout. Il y a aussi le fait que ce sont toujours les femmes qui sont condamnées, très peu les hommes. Alors que fabriquer un enfant se fait à deux, les conséquences sur leur vie ne sont pas les mêmes pour les femmes et pour les hommes. Pourquoi faire une différence ? Pourquoi une femme serait-elle plus punie ? Si son compagnon a disparu, qu'est-ce qu'elle peut faire ? Elle est coincée.

Que pensez-vous du déni de grossesse comme explication du geste de l'infanticide ?
Depuis très récemment, un certain nombre de médecins défendent l'hypothèse que le déni de grossesse est une pathologie et veulent qu'il soit reconnu comme tel. C'est cela qui expliquerait que les femmes aient recours à l'infanticide. Nous ne nions pas que le déni de grossesse existe, mais il n'est pas forcément lié à l'infanticide. Il y a des dénis sans infanticide et des infanticides sans déni. C'est pourtant l'explication principale avancée, mais c'est aussi la seule défense juridique acceptable pendant un procès. Parmi les femmes qui font un déni de grossesse, certaines sont contentes quand elles s'aperçoivent qu'elles sont enceintes, d'autres préfèrent cacher cette grossesse pour diverses raisons...
De plus, on peut difficilement dire que c'est un certain milieu qui a recours à l'infanticide. Toutes les classes sociales sont concernées, comme c'est le cas pour le problème de la violence conjugale.

Vous expliquez que l'infanticide est lié aux manques au niveau de l'information sur la contraception et de l'accès à l'avortement.
Il serait utile d'examiner le problème de l'éducation à la contraception car, dans la société, on parle peu de contraception. On est bien mieux informée et entourée dès que l'on annonce que l'on est enceinte. Mais quand on ne veut pas d'enfants, personne n'en parle. C'est un non-problème : ne pas vouloir d'enfants, c'est ne rien faire. Il n'y a pas de discussion sur la contraception ni beaucoup de lieux ouverts et accessibles pour cela. Cette société a beau être l'une des plus modernes, on n'a rien inventé depuis près de quarante ans à part la mise sous hormones des femmes, toute leur vie avec la pilule, que cela fonctionne ou pas...

QUAND L'AVORTEMENT EST REFUSÉ AUX FEMMES

« TRENTE ANS APRÈS sa dépénalisation, l'IVG reste difficile d'accès en France. Au niveau national, une enquête réalisée entre janvier et avril 2005 par la Direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins a constaté 47% de refus de prise en charge d'une IVG à l'issue d'un appel téléphonique. Les raisons avancées sont diverses : pas de rendez-vous disponible, absence de prise en charge des IVG après dix semaines de grossesse, refus car la femme n'habite pas à proximité, clause de conscience brandie par les médecins.
Dans 94% des établissements, l'IVG est pratiquée en fonction des plages horaires laissées libres par les autres activités.
Lorsqu'une date d'intervention est donnée, elle est fixée dans 25% des cas deux ou trois semaines après l'appel. Il suffit ensuite d'un jour férié, de ne pas trouver tout de suite la bonne adresse... et les délais sont dépassés. »
« Si, aujourd'hui, l'avortement ne comporte plus pour notre santé les risques encourus alors qu'il était pratiqué illégalement, donc en dehors des lieux appropriés, il implique (pour nous) une forte dépendance au corps médical et le risque de s'exposer au jugement et à la réprobation des personnes qui sont seules détentrices du pouvoir légal d'agir sur cette grossesse non désirée. Avant 1974, des femmes et des hommes se sont organisés pour rendre l'avortement possible malgré son caractère illégal. À entendre les récits des personnes engagées dans ces groupes, nous avons sur cette question beaucoup perdu en autonomie. La médicalisation de l'avortement a fait de nous des patientes plutôt que des sujets. Lors d'une IVG, on est traitées comme une malade alors qu'être enceinte sans le vouloir n'a rien à voir avec la maladie. »
Extraits du chapitre « Le parcours de la combattante », **Réflexions autour d'un tabou. L'infanticide.**

L'éducation à la sexualité dans les écoles est censée être dispensée aux élèves deux heures par an. Même quand cela se fait, peu de choses sont dites sur les risques de grossesse. Quant à l'avortement, les moyens se restreignant, il est présenté comme la solution ultime et de toute façon posé comme un échec. C'est de la morale et la leçon se termine par: «Que l'on ne vous y reprenne pas!». Alors que l'avortement n'a pas à être considéré comme traumatisant. Est aussi déploré le nombre inchangé d'avortements qui serait de deux cent mille par an depuis 1975, ce qui signifie qu'il a en réalité diminué vu l'augmentation de la population. Mais pourquoi le déplorer spécialement? Il n'y a rien de mal à avorter, une fois, voire plusieurs.
Les femmes qui font un infanticide essaient de faire ce qu'elles peuvent pour éviter d'avoir cette maternité qu'elles refusent. Rien ne peut les en empêcher, c'est plus fort qu'elles, cette détermination à ne pas être mère cette fois-là. Et neuf mois, cela passe vite, devant toutes les difficultés à gérer à la fois le quotidien et ce refus. En effet, ce n'est pas toujours évident: il n'y a pas de place à l'hôpital, on répond à votre demande «revenez dans trois semaines»... et, trois semaines plus tard, les délais sont dépassés. Ou ce sont de jeunes femmes, qui sont surprises ou mal informées, voire pas informées du tout. Et elles n'osent pas parler. Et elles se retrouvent de toutes façons dans la situation où elles vont accoucher.

Vous dites que cette question concerne aussi les hommes.
Nous traitons cette question dans le chapitre «Où sont les hommes?» par une approche essentiellement sociale. Nous sommes dans une société à dominance masculine. Les hommes gèrent la société. Pour faire simple, ce sont en général eux qui dirigent les laboratoires qui font les pilules. Ils sont aussi juges, ou du moins ce sont eux qui les forment. De même que nous abordons la question du patriarcat par la construction sociale des rôles affectés aux genres, nous interrogeons ici globalement la responsabilité masculine, en pointant des constats irréfutables sur le rôle des hommes dans la gestion de la reproduction.

Vous en arrivez à la conclusion que, pour les femmes qui commettent l'infanticide, l'infanticide est un moyen de réguler leur fécondité.
Ce n'est sans doute pas avec une meilleure information ou un accès plus facile à l'avortement, que l'on va faire disparaître l'infanticide... Il n'existe pas de solution pour le faire disparaître complètement. Si une femme peut se trouver dans l'obligation d'avoir plusieurs infanticides dans sa vie, c'est que sa situation n'a pas évolué et reste la même. Les conditions d'une grossesse imposée peuvent alors se reproduire. Il faudrait que les causes soient totalement modifiées pour que cette situation ne se reproduise pas, que sa vie change totalement... Il faut aussi que cessent le silence et les condamnations, qu'aucune femme ne soit en demeure de faire avec ce qu'elle n'a pas choisi. Il y a aussi la culpabilisation, éternel outil de soumission, qui veut que l'on soit responsable du sort qui nous est fait. Nous ne sommes ni victimes, ni coupables, et responsables de nos seuls actes, pas de la situation qui nous y conduit. L'infanticide n'est pas juste une limite de la contraception et de l'avortement.
C'est aussi un moyen pour ces femmes de contrôler les naissances. Toute société doit contrôler ses naissances: on ne fait pas tous les gosses que l'on pourrait avoir... Une femme est capable de faire treize enfants dans sa vie: nous ne les faisons pas tous! L'infanticide ne disparaîtra sans doute pas, car nous ne sommes pas des machines. Concrètement, avoir une grossesse non désirée, ce n'est pas déplier le panel des solutions possibles. On ne fait pas des choix en se disant: «Je tente la contraception ou l'infanticide ou l'abandon...». Ce sont des démarches bien différentes, qui n'ont pas le même sens, ni le même poids moral. Si l'abandon est difficilement compréhensible, l'infanticide est considéré comme carrément horrible. Dans le cas d'un accouchement sous X, il n'y a pas refus de maternité, il y a même un projet d'existence d'un enfant. Les femmes qui commettent l'infanticide ne voient pas un enfant: pour elle, c'est d'abord un problème.

Vous expliquez que le plus importantest d'en finir avec la condamnation.
Comme nous l'avons écrit dans le livre,il est aussi humain et important devouloir des enfants que de ne pas envouloir. C'est un choix très

personnel. Du slogan «Un enfant quand je veux, si je veux», il n'est resté que la première partie. Si on n'en veut pas, il faut expliquer quel e st notre problème.Nous pensons que les femmes se sont faites avoir. Ce qui était réclamé par les femmes, c'était la dépénalisation totale de l'avortement, or il a seulement été répondu que les femmes ne seraient pas condamnées pendant un délai fixé par la loi. Dans notre société, c'est aux femmes de se charger de la régulation des naissances. Une seule partie de lapopulation en porte la responsabilité. Pourtant, s'il y a un fœtus qui grandit, c'est qu'à un moment il y a eu un spermatozoïde, et au bout d'un spermatozoïde il y a un homme. Pourquoi la contraception ne serait-elle pas l'affaire des hommes? Il faut sortir de la spécialisation des femmes dans le rôle d'élevage des enfants et de la régulation des naissances. Et s'il y avait une seule raison de vouloir faire disparaître l'infanticide, ce serait de faire disparaître la souffrance et la solitude des femmes qui le vivent.C'est cela qu'il faut mettre à jour, pour lever le tabou et contribuer à nous libérer du poids de la culpabilisation liée à notre rapport à la maternité. ■

RADIO ZINZINE

UNE RADIO LIBRE, POURVU QUE ÇA DURE !

L'EXISTENCE DES RADIOS LIBRES EST ESSENTIELLE POUR FAIRE ENTENDRE LES VOIX DISSIDENTES ET PLÉBÉIENNES. EXEMPLE DE QUELQUES RADIOS MILITANTES ET ACTIVES DANS LE SUD-EST.

Radio Zinzine est une radio associative non commerciale autogérée et écologiste, qui émet dans les Alpes-de-Haute-Provence, les Hautes-Alpes, les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse (100.7 à Forcalquier, 87.9 à Embrun et Guillestre, 95.6 à Digne, 103 à Sisteron, 101.4 à Briançon, 88.1 à Aix, 106.3 à Gap, 105 à Manosque et 92.7 à Apt). La radio a été créée en 1981, au moment de la libéralisation des ondes, par des membres la communauté de Longo Maï à Limans, en Haute-Provence. Si à ses débuts la radio est animée par des membres de cette coopérative agricole fondée en 1970, les animateurs-trices et technicien-ne-s sont désormais issu-e-s d'un spectre plus large. En 1998, Radio Zinzine se dote d'un relais à Aix-en-Provence, avec des locaux et une équipe spécifique, qui lui permet de consolider sa couverture et de gagner en diversité dans ses programmes. L'antenne d'Aix est d'ailleurs portée par l'association Aix Ensemble, émanation du tissu culturel et militant aixois, distincte de Longo Maï. Malgré tout, Zinzine ne couvre pas Marseille, et c'est bien dommage... mais les créneaux sur la bande FM ne sont distribués qu'au compte-gouttes pour les radios non-commerciales. Et c'est Radio Galère, un autre média associatif, qui occupe la bande (voir à encadré).

L'originalité de Zinzine tient dans sa liberté de ton, bien entendu. La très grande majorité des animateurs-trices et technicien-ne-s sont bénévoles, et c'est peut-être leur engagement sans tabou qui a coûté la suppression nette de l'aide du conseil général des Bouches-du-Rhône, fin 2009, à l'antenne d'Aix. Connaissant de vives difficultés financières depuis lors, Radio Zinzine Aix multiplie les demandes de soutien et les concerts pour tenir (voir appel à soutien ci-contre).

Ce qui différencie également Radio Zinzine de nombreuses radios libres, c'est son ancrage dans le monde rural, non seulement de par son public d'auditeurs-trices, mais aussi de par le contenu de ses programmes. En effet, à l'approche éclectique de sa grille d'antenne, avec des émissions musicales couvrant tous les styles (du rap à l'opéra), des magazines d'information pluriquotidiens autoproduits (et non des reprises de flashes RFI), des magazines d'histoire sociale, des contes et pièces radiophoniques, des émissions pour les enfants. La grille est aussi structurée par des émissions entièrement consacrées à la vie dans les campagnes, les zones de montagne, comme dans les villes moyennes et les villages. Ainsi, « Les Échos du rural » est constituée de petites chroniques sur le monde rural réalisées par l'association Les Télescopiques. « Le Génie des alpages », en direct

L'originalité de Zinzine tient dans sa liberté de ton et son ancrage rural

chaque vendredi à 19 heures, est quant à elle consacrée à la vie et au développement du monde rural et agricole.

Radio Zinzine a participé à la campagne contre le développement de la radio numérique terrestre dans le cadre du réseau Radios en lutte[1]. Cette évolution, qui a heureusement du mal à se faire, viendrait priver de fréquences la plupart des radios libres ayant des créneaux locaux. Vingt-cinq ans après la fin du monopole de l'État sur la radiodiffusion sous la pression du mouvement des médias libres, le Conseil supérieur de l'audiovisuel veut ouvrir l'ère de la radio commerciale totale. Les grandes enseignes radiophoniques construiraient un nouvel oligopole, les obstacles et les coûts liés à la numérisation obligatoire mettant les médias associatifs hors course.

R. Schwartz.

AGIR

Radio Zinzine
88.1 FM
http://radiozinzineaix.org
8, rue de la molle
13100 Aix-en-Provence

88.1 FM Radio ZINZINE

SOUTIEN À RADIO ZINZINE

« Pour aider Radio zinzine, vous pouvez :
- acheter les livres qui sont sur notre site, ces livres nous ont été généreusement offert par les éditions Titanic-Toursky (http://radiozinzineaix.org) ;
- faire des dons à l'ordre d'Aix ensemble (8, rue de la molle, 13100 Aix-en-Provence) ;
- venir nous soutenir pour les prochaines manifestations culturelles et musicales ;
- faire connaître la radio ;
- trouver des idées pour récolter de l'argent...

Nous savons qu'actuellement les temps sont durs pour tout le monde mais aider au combat pour la pluralité d'expression dans ce monde aseptisé est une façon concrète de pouvoir vous exprimer, de donner votre opinion.
En aidant Aix Ensemble (Radio Zinzine Aix), vous résistez à votre niveau. Vous combattez, vous n'êtes plus spectateur mais acteur !! »

RADIO GALÈRE : LES VOIX DU PEUPLE

Radio galère occupe la fréquence 84.1 FM sur Marseille. Galère se donne les moyens d'être un lieu d'accueil et de vie associative irremplaçable et mène dans le même temps une activité importante en direction des quartiers, avec leurs habitant-e-s. Elle s'ouvre aux expériences et aux parcours les plus divers. Avec des créneaux d'information quotidiens, des agendas culturels, sociaux et militants, des magazines sur le théâtre, le cinéma, la littérature... mais aussi avec des émissions périodiques contre l'enfermement et sur la guerre de classe, d'autres en direction des populations primo-arrivantes et des foyers Sonacotra. Galère balaie un spectre large et parfois très radical de l'espace social. Prôner la subversion éclairée sans tomber dans le média de divertissement, voilà un des paris de cette radio indépendante. Bien entendu, son existence reste des plus précaires, car elle est fortement liée à l'obtention de subventions des collectivités locales et le maintien d'un personnel salarié constituant l'armature de l'association la rend dépendante de l'octroi d'emplois aidés. Si on l'osait comparer, c'est la force de Radio Zinzine que de s'ancrer sur une coopérative aussi solide que Longo Maï, avec un réseau de membres et de sympathisants important fournissant un travail bénévole essentiel. Toujours est-il que Galère ouvre ses ondes à une multiplicité de communautés constitutives de la plèbe marseillaise et ne se gêne pas pour être au cœur des luttes.

Un éditeur indépendant
En collaboration avec la **librairie Quilombo.**
www.librairie-quilombo.org

AGONE
ÉDITEUR DE CRITIQUE SOCIALE ET POLITIQUE

AGONE PUBLIE des livres depuis 1998, mais la maison d'édition fut d'abord une revue de critique sociale et politique, née à Marseille en 1990 sous le même nom. Dès les premiers titres, la ligne éditoriale est claire : ne pas publier de livre au seul motif de la rentabilité, un-e auteur-e sur le seul critère de sa notoriété, ne pas traiter un sujet en vertu de sa seule actualité.
La structure est composée de six salarié-e-s et possède un catalogue de plus de cent quarante ouvrages – nouveautés et rééditions – rassemblés en plusieurs collections : Contre-feux (critique sociale et politique), Banc d'essais (philosophie), Mémoires sociales (explorer l'histoire à travers les expériences délaissées de la « mémoires des vaincus »), Dossiers noirs (essentiellement sur la Françafrique, avec l'association Survie), Marginales (littérature), Passé & présent (avec le Collectif de vigilance face aux usages publics de l'histoire, ou CVUH), Éléments (collection de livre de poche). En 2009, une co-édition avec le collectif Smolny a débuté pour publier les œuvres complètes de Rosa Luxemburg. Les titres qui ont eu le plus grand succès sont les contributions d'auteurs nord-américains comme Howard Zinn (**Une histoire populaire des États-Unis**), Noam Chomsky (**De la guerre comme politique étrangère des États-Unis** et **La Fabrication du consentement**, avec Edward Herman) et Normand Baillargeon (**L'Ordre moins le pouvoir. Histoire et actualité de l'anarchisme**). Parmi les meilleures ventes, on trouve aussi **« L'Opinion, ça se travaille... » Les médias & les « guerres justes »** de Serge Halimi, Dominique Vidal et Henri Maler, **À quoi sert « l'identité nationale » de Gérard Noiriel, Peut-on ne pas croire ?** de Jacques Bouveresse, **Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary** de Guy Hocquenghem...

Si certain-e-s auteur-e-s publié-e-s ont déjà une renommée, à l'instar de Karl Kraus ou Stig Dagerman, beaucoup d'autres, inconnu-e-s, sont logé-e-s à la même enseigne. Les ventes vont de 500 à 40 000 exemplaires (cas extrêmes !) avec un premier tirage moyen de 2 500 exemplaires. Cependant, les ventes seules ne couvrent pas tous les besoins financiers et des subventions viennent combler le budget de cette association, notamment pour permettre la traduction et la parution d'œuvres littéraires telle la tétralogie d'Alfred Döblin **Novembre 1918. Une révolution allemande.**
Ce projet éditorial – toujours vivant après onze années ! – est de type autogestionnaire : fonctionnement collectif, égalité des salaires, partage des tâches, etc. Il « répond aussi et surtout à un projet politique : proposer des œuvres à fort rendement politique et à faible rendement économique qui fournissent au plus grand nombre des outils pour comprendre le monde dans lequel nous vivons et structurer des résistances à la pensée dominante ».
Si la maison d'édition a confié sa diffusion en librairie aux Belles lettres, ses livres sont aussi disponibles dans d'autres lieux militants, alternatifs, et sur Internet, notamment via le site d'éditeurs et producteurs indépendants www.atheles.org.
Alors que la concentration capitaliste tente toujours de s'accroître, il est vital que des acteurs et des actrices de la chaîne du livre résistent et continuent d'exister.

AGONE BP 70 072, 13192 Marseille Cedex 20
Sites Internet : www.agone.org – blog.agone.org

NOUVEAUTÉS

George Orwell
Agone, coll. Bancs d'essais, 402 p.

ÉCRITS POLITIQUES (1928-1949)

Après le livre de John Newsinger, **La Politique selon Orwell**, et les chroniques de l'auteur de 1984 dans **Tribune**, l'hebdomadaire de la gauche travailliste, **A ma guise**, ce recueil offre aux lecteurs francophones l'essentiel des articles politiques d'Orwell non retenus par sa veuve, Sonia Orwell, dans les trois volumes des **Essais, articles et lettres**. De son premier article dans **Monde**, la revue d'Henri Barbusse, en octobre 1928, à ses dernières déclarations sur **1984**, en passant par des extraits de sa correspondance avec Dwight Macdonald, on y retrouve ses préoccupations et ses engagements.
Ce recueil permet de mieux comprendre les idées politiques d'Orwell et de les débarrasser des incompréhensions, voire des contresens, dont elles ont fait l'objet en France où leur découverte fut aussi partielle que tardive. On y découvre un socialiste de gauche antistalinien avec une sensibilité libertaire dont la pensée doit être replacée dans les débats de l'extrême gauche anglo-américaine de son temps et dont la tonalité et la radicalité ne peuvent que heurter tous les faussaires qui font l'opinion...

Zygmunt Bauman
Éd. Jacqueline Chambon, 256 p.

S'ACHETER UNE VIE

Sous un abord qui peut sembler dans la continuité d'autres ouvrages critiques de la consommation, Zygmunt Bauman réalise en fait une œuvre de maître, puisque, partant de ses analyses sociologiques, il écrit une sorte d'essai psychologique des temps modernes : on y voit peu à peu se dessiner la mentalité propre à nos contemporains, rongés par le désir de devenir soi au travers des objets, quête effrénée qui ne trouve jamais sa fin, si ce n'est précisément dans l'alimentation du système capitaliste. On appréciera d'autant plus sa lucidité à l'égard du rôle des nouvelles technologies dans cette histoire...

Blaise Bachofen, Sion Elbaz et Nicolas Poirier (dir.)
Éditions du Sandre, 294 p.

CORNÉLIUS CASTORIADIS, RÉINVENTER L'AUTONOMIE

Décédé le 26 décembre 1997, Castoriadis a laissé une œuvre multiple qui fait l'objet de relectures diverses tant sur les plans philosophique, économique, sociologique ou politique.
Rassemblant une quinzaine d'interventions lors d'un colloque universitaire de mars 2007, cet ouvrage interroge la notion d'autonomie (synonyme pour lui d'une démocratie véritable ou, si l'on préfère, d'une société autogérée par tous avec l'abolition de la séparation dirigeants/dirigés) dans la pensée de Castoriadis sous divers angles et par comparaison avec des penseurs tels que Hannah Arendt ou Theodor W. Adorno. D'une grande richesse, cet ouvrage collectif difficile à résumer est aussi une invitation à relire Castoriadis qui reste un de seuls intellectuels d'importance des années 1970 à avoir gardé une position révolutionnaire jusqu'à la fin de ses jours.

Malcolm Menzies
Plein Chant, 308 p.

MASTATAL

Après un livre remarquable sur l'affaire des «bandits tragiques», **En exil chez les hommes** (rééd. Rue des cascades, 2007), l'auteur s'intéresse ici aux colonies anarchistes individualistes d'Amérique latine au début du XX[e] siècle à travers le cas de celle de Mastatal, une région reculée du Costa Rica.
Ces expériences oubliées cristallisèrent les espoirs de quelques individus de changer de vie, loin des conformismes sociaux mais inspirés par les idées de l'anarchisme individualiste inauguré au XIX[e] siècle par Max Stirner, continuée par Albert Libertad (1875-1908) et son hebdomadaire, **l'anarchie**, poursuivie enfin par E. Armand (1872-1963) à travers ses deux revues, **l'En dehors** (1922-1939), puis **L'Unique** (1945-1956).
Ce livre, étayé de longues recherches et parfaitement écrit, rappelle le parcours souvent extraordinaire de ces hommes et de ces femmes ordinaires aux destins aventureux qui voulurent vivre, malgré d'immenses difficultés, «en toute liberté spirituelle, en toute indépendance, en toute dignité», en plein accord avec eux-mêmes.

Sarah Kaminsky,
Calmann-Lévy.

UNE VIE DE FAUSSAIRE

C'est un vieux monsieur qu'on pourrait croiser en bas de chez soi, et pourtant, on est loin d'imaginer le parcours et les activités d'Adolfo Kaminsky depuis la Seconde Guerre mondiale jusqu'aux années 1970. Fabriquant clandestin de faux-papiers pour la plupart des grandes luttes de ces années-là – sociales, politiques, de libération nationale, etc. Voilà qui en impose ! Il s'attaquait à briser les frontières avec une modestie et une abnégation à toute épreuve. Ce récit palpitant de ses activités est digne du meilleur roman d'aventures qui soit, mais de fait ce n'est pas une fiction. Le monde réel est bien vivant : l'émancipation n'est pas qu'une question d'imagination.

REVUE

COURANT ALTERNATIF HORS SÉRIE N°15

L'environnement c'est Kapital : spécial écologie, Février-mars-avril 2010, 48 p.

Défendant une écologie sociale révolutionnaire, avec des morceaux de lutte de classe dedans, les camarades de l'Organisation Communiste Libertaire définissent celle-ci comme la réappropriation de notre vie et non la sauvegarde de la Vie en général. Dans ce numéro sont abordés diverses questions telles que celle du capitalisme vert, de la culpabilisatrion des individu-e-s sous couvert de sauvetage de la planète, du retour du relegieux à travers certains courants de l'écologie, du bio qui a perdu son caractère subversif, du productivisme avec une réflexion sur qu'elle sortie de l'économie capitaliste, la critique des décroissants, etc. Un texte historique, sur les début de la lutte écologique dans les années soixante dix en France, est fort intéressant et démontre bien que les bourgeoi-se-s et autres parasites politicien-ne-s ont tous fait pour contrôlé ce mouvement et faire disparaître son caractère subversif et anticapitaliste. A noté également un long retour sur le mouvement antinucléaire en France. Les solutions techniques industrielles envisagés par les dominants et le culte du progrès sont aussi critiqués. L'idée que nous ne pouvons pas mener le combat écologique sans sortir du système capitaliste est présente dans tout ce hors-série. Une question qui se pose à la lecture de ce numéro est celle de l'utilité de la désertion et du refus individuels si il n'est pas relié à un mouvement plus large.
disponible en kiosque ou en écrivant OCL/Egrégore BP 1213, 51058 Reims cedex (chèque de 4,5 euros à l'ordre de «La Galère».

LUTTES DE CLASSES DANS LA CHINE DES RÉFORMES

Bruno Astarian
Acratie, 178 p.

Bruno Astarian a travaillé deux ans, à partir surtout de la presse, pour fouiller de plus près les dires et parfois les craintes autour de l'empire du Milieu. Sa conclusion est claire, la Chine n'est pas près de dépasser les Etats-Unis – en raison de son grand retard technologique notamment –, pas plus qu'elle ne va devenir le cœur de la prochaine révolution mondiale. Toutefois, la prolétarisation de sa population devrait intensifier la lutte des classes. Des luttes, dans un contexte répressif, menées le plus souvent par les migrants: des Chinois de l'intérieur venu dans les zones d'emplois industriels. L'auteur ne voit pas dans les étudiants et les intellectuels un quelconque intérêt révolutionnaire, et ne se concentre que sur les capitalistes, les paysans et les prolétaires. Une description marxiste qui manque un peu de décor et de vie!

MANIFESTE POUR UNE PHILOSOPHIE SOCIALE

Franck Fischbach,
La Découverte, 166 p.

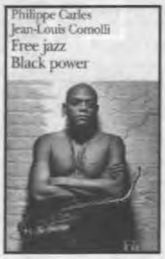
Les luttes philosophiques sont aussi des luttes de classes: c'est ce que les néophytes découvriront à la lecture de l'essai de Franck Fischbach. Afin de délégitimer les philosophes défendant les bienfaits de l'économie de marché et de l'Etat moderne, devenus hégémoniques dans l'université et les médias depuis les années 1980, l'auteur en appelle à revenir à la tradition critique instaurée par Nietzsche, Marx et Max Weber, et prolongée par des penseurs tels que Lukács, Herbert Marcuse ou Cornelius Castoriadis: une tradition qui n'hésitait pas à parler de nihilisme, d'aliénation, de fétichisme de la marchandise ou de désenchantement du monde pour caractériser notre société. Reste maintenant à réfléchir aux modalités d'une réappropriation de cette philosophie sociale par tous les domin-é-es (et non plus seulement par les intellectuels).

DE LA CÉLÉBRATION DU DIMANCHE

P.-J. Proudhon,
L'Herne, 158 pages.

Premier écrit de Proudhon, cet opuscule, qui entend fournir des arguments à ceux qui refusent de travailler le dimanche, révèle une grande subtilité dans l'analyse des conséquences anthropologiques du capitalisme en termes de dissolution de toutes les formes de traditions populaires, de liens et de rituels qui assurent le maintien de la communauté. Car le dimanche n'est pas seulement le jour du repos, il est aussi ce moment qui permet aux gens de se retrouver régulièrement entre eux et développer leur être social. Il est donc un obstacle à l'individualisme nécessaire à la bonne marche d'une économie dans laquelle chacun est censé rechercher ses intérêts particuliers. Et que le dimanche soit à l'origine une fête religieuse ne change rien à l'affaire: on voit ici comment une religion peut être fausse et son contenu vrai.

INCONTOURNABLE



FREE JAZZ, BLACK POWER

Philippe Carles et Jean-Louis Comolli•Folio•1971•438 p.

Ce que raconte Free jazz Black power, c'est l'apparition d'une musique, l'émergence d'une culture, le free jazz, cette espèce de rencontre entre les musiques noires (jazz et blues) et l'émancipation des africains-américains. Le free jazz est une radicalisation du jazz, qui en explose les schémas préétablis. Le son impétueux ou la construction libre des morceaux de free n'a d'égal que la rage de rompre la logique de sa condition sociale. Le livre va chercher dans les racines les plus profondes des luttes afro-américaines l'émergence de cette musique rebelle et souvent incomprise. Une histoire du jazz où les auteurs entremêlent les conditions sociales des noirs américains à leur expression musicale. Rappelant que trop souvent la musique noire qui a émergé est plus celles des commerciaux, des critiques de journaux et des capitalistes – et donc aux USA des blancs – que celles des bas fonds des quartiers de Memphis ou de la Nouvelle-Orléans. Le free jazz est l'expression de cette différence.

LITTÉRATURE

PERPÈTE DÉMOCRATISÉE

Anatole Tuvalu, Des travailleurs de l'ennui, L'Altiplano, 176 p.

Ce livre vendu en solidarité avec les inculpés de la guerre sociale, est percutant et nous plonge dans une France où l'alter-gauche est au pouvoir. Le règne de la marchandise y est toujours de mise et le spectacle aliénant toujours présent. On gère juste l'existant de façon moins brutale. La prison a été abolie en étant remplacé par la greffe de la «capsule Calmisole» qui permet un controle social extrême et une exploitation totale. Un patron rasta et bio-végétalien pronne l'autogestion des services. Un intérimaire isolé, un clochard cynique, une cadre dopée et une migrante contrainte nous brosse ici le tableau d'une condamnation à vie. Une condamnation à vivre dans cette société spectaculaire marchande qui fonce dans le mur. Les fortes doses d'aliénation et de soumissions garantissant la perpétuation de ce monde vide de sens.

MON TRAÎTRE

Sorj Chalandon, Livre de poche, 217 p.

À l'entame de **Mon traître**, on s'attend à une traque, à démêler les gentils des méchants, à des retournements. Tuant tout suspens, dès la première page, Sorj Chalandon nomme le traître, le décrit, le présente. C'est lui. On doit, on va le haïr car le traitre a bel et bien existé au sein de l'IRA pendant 25 ans, en haut de la hiérarchie. Sur fond de guerre, loin évidemment de rendre cette balance sympathique à outrance, l'auteur en parle simplement. Quand on «apprend» sa félonie, Chalandon ne livre pas une explication «logique». On n'y comprend rien. Pourquoi un Irlandais catholique, dont tous les amis et la famille luttent pour l'indépendance depuis toujours s'est-il allié aux Anglais? Aucun profit pécuniaire à en tirer. Une maîtresse? Un ras-le-bol de cette guerre? Des pistes, mais l'auteur nous abandonne sans explication, sans réponse, dans une Situation ô combien inconfortable ...

GRAPHISME

LA LUTTE DES SIGNES
40 ANS D'AUTOCOLLANTS POLITIQUES

Zvonimir Novak, Les Editions libertaires

40 ans d'histoire de la gauche, de l'extrême gauche et de l'anarchisme racontée par le biais de leur production d'autocollants. Le pari était risqué, il est plus que gagné. L'auteur, grand collectionneur de papiers éphémères (papillons, vignettes, autocollants) ne se contente pas de faire un panorama de la production des différentes organisations, il l'analyse et montre au travers de leur relation à l'image et à la communication quel rapport elles entretiennent avec le politique. Dans la galaxie troskyste par exemple, Lutte ouvrière considère l'image comme une déviation petite bourgeoise et lui préfère des slogans parfois incompréhensibles alors que la LCR (ex-NPA) n'hésite pas à flirter avec le marketing politique. Les analyses lucides et non dénuées d'humour fourmillent. Le ton se veut parfois polémiste. Tant mieux, voici enfin un livre illustré porté par un auteur fin connaisseur des milieux qu'il étudie: la politique et les autocollants, et qui assume une certaine subjectivité. Le livre est particulièrement bien conçu: structure claire (découpage en grandes familles idéologiques, et puis par organisations), focus (poings levés, symboles anarchistes, la rose socialiste...), entretien avec des graphistes, etc. Un travail rare qui ravira les amateurs de graphisme comme les férus d'histoire politique.

SARDANE ET **ROCANROL**

«JE NE SAIS NI LIRE NI ÉCRIRE la musique. Je fais de la musique d'essence populaire. Je pratique une musique instrumentale», c'est ainsi que se présente le pianiste et compositeur catalan Pascal Comelade, qui a su créer par sa démarche singulière un univers poétique bien à lui.

Ayant commencé en 1975 par des compositions hypnotiques et entêtantes faites sur synthétiseurs et magnétophones à bandes, il s'est tourné au milieu des années 1980 vers une musique essentiellement acoustique, usant d'instruments-jouets (xylophone, pistolet à mains, réduction de piano Kawai, guitares en plastique, etc.) et d'instruments populaires (flaviol, mélodica, scie musicale, triangle, etc.).

BRICOLEUR DE MUSIQUE POPULAIRE

Ce musicien artisan, dont les influences sont plutôt hétéroclites – de The Cramps à Nino Rota, en passant par la musique populaire traditionnelle (sardane, tango, polka, flamenco, etc.) –, collabore avec des artistes très différents: P. J. Harvey (pour le merveilleux et lancinant *Love Too Soon*), Robert Wyatt, Miossec, Arno... À la fin des années 1990, il tourne aussi avec des groupes de la scène rock montpelliéraine. Il partage la scène avec les musiciens du Bel Canto Orquestra, groupe à géométrie variable qu'il a fondé en 1983, et qui a vu passer des musicien-ne-s de tous les horizons. Se connaissant depuis des années, ils ne répètent jamais, préférant le risque des possibles couacs du concert à une mécanique bien huilée mais dénuée d'émotion.
Qui plus est, ce touche-à-tout mélange allègrement les genres... Ses rencontres avec des plasticiens contemporains et des dessinateurs de BD ont donné lieu à un certain nombre de pochettes de disques et d'illustrations, et il réalise en outre des peintures, photos, collages, etc., qu'il considère comme un complément à ses expériences musicales.

POÉSIE ET ENGAGEMENT

L'engagement du compositeur catalan est total, et ce dans tous les domaines. Il ne fait pas mystère de ses goûts politiques et truffe ses productions de références révolutionnaires: *Bella Ciao*, la CNT, les anarchistes illégalistes, etc. Il se fait aussi défenseur de la culture catalane, co-écrivant en 1998 le Manifest Revulsista Nord-Català, dans lequel le sort fait à cette culture en France est dénoncé, ou jouant avec Enric Cassases et Lluis Llach lors d'un concert de soutien à la plate-forme Salvem l'Empordà, qui dénonce la gestion de ce territoire de la province de Gérone et met en avant des mesures pour y maintenir une qualité de vie réelle et en garantir l'intégrité.
Pascal Comelade refuse en outre de jouer le jeu du spectacle, il veut faire de la musique, un point c'est tout! Autrefois chez Virgin, qui n'a pas renouvelé son contrat, il produit aujourd'hui sa musique sous licence chez Because Music, qui se veut «une plate-forme où les artistes pourront se croiser, échanger, s'exprimer». Idée intéressante, bien qu'elle se formule dans la référence aux nouvelles technologies, que Pascal Comelade a lui-même dépassée pour gagner en puissance poétique et politique. Albertine

Pour découvrir Pascal Comelade: *Monofonicorama. Best-Off (?) 1992-2005* (Because Music)
Pour les autres, le dernier album: *A Freak Serenade* (Because Music).

MODEST LOVERS

LOIN DES GROUPES en vogue de la scène rock'n roll, les Modest Lovers, groupe toulousain intimiste et militant, ne jurent que par les concerts de soutien. Le groupe s'est d'ailleurs créé pour l'anniversaire de Bruits de tôles, émission toulousaine anticarcérale (Canal Sud, 92.2 FM). Leur but avoué mais ô combien ambitieux était de rendre hommage à Jonathan Richman et Aristide Bruand, Métal Urbain et Béranger, à La Polla Record et à Chavela Vargas, à Johnny Cash et aux apaches des fortifs qui n'avaient pas de bagnoles à brûler... C'est dire si leurs influences sont éclectiques. Leur répertoire initial était exclusivement composé de chants de prisonniers en français, anglais et espagnol. Il s'est depuis étoffé d'un chant de guerre des Diggers de 1649 (groupe ayant pris possession de terres dépendant d'un manoir anglais dans le Surrey, près de Londres, et proclamant leur droit «à bêcher, à labourer, à planter et à habiter»), d'un flamenco kitsch, de blues joyeux, d'une reprise des Clash, d'un poème de Lacenaire, d'une anthologie de la chanson de truands du début du XX^{e} siècle et de quelques compositions.
Malheureusement, vous ne trouverez aucun CD de ce groupe qui avoue n'avoir aucun plan de carrière mais qui compte quand même prochainement mettre quelques morceaux en écoute sur Internet. Si vous voulez avoir le plaisir de les écouter mais aussi de les voir se démener sur scène, il vous faudra attendre leur prochaine participation à un concert de soutien en Midi-Pyrénées. Vous pourrez alors découvrir Mick «Bog» Mallow à la guitare, Éric Satyr à la basse (électrique et acoustique), Mojo Guitou et ses huit harmonicas, Groovy Thierry et sa batterie minimaliste et, last but not least, Jules Valles au chant et au déhanchement. **Albertine**

RETOUR SUR...

JULES JOUY

CHANSONNIER et chroniqueur (1855-1897), Jules Jouy est une figure emblématique de la chanson montmartroise. Cet ancien garçon boucher publie sa première chanson en 1876. En vingt ans, il en écrira plus de 3000 dont un grand nombre de chansons sociales et politiques particulièrement virulentes. Dans ces dernières, il ouvre le feu sur les gouvernants, les patrons, les politiciens, les militaires et les nationalistes (en particulier les boulangistes). Piètre chanteur, il donne quelquefois ses textes au cabaret du Chat Noir ; ceux-ci se diffusent surtout par la bouche de ses interprètes (dont des stars du caf'conc' comme Yvette Guilbert) et par l'imprimerie. Dans les journaux **Le Cri du Peuple** puis **Le Parti ouvrier**, Jouy publie chaque jour (!) une chanson inspirée par l'actualité ou les faits divers.

Jouy manie la plume comme une épée, prompt à dénoncer la misère, à ferrailler contre les exploiteurs, à tourner en ridicule les politiciens. Il écrit sur la mémoire de La Commune, la grève, les luttes des mineurs. Il se fait le porte-voix de la révolte (**La Carmagnole des crève-la-faim**, ...), décrit l'existence des femmes du sous-prolétariat (**Fille d'ouvriers**, ...), exhorte à livrer bataille contre les propriétaires (sa **Marseillaise des locataires** se termine par un : «qu'un sang impur coule dans l'escalier»).

Il développe aussi un répertoire de chansons macabres, inspirées par les exécutions publiques et la guillotine (**La Veuve**, immortalisée par Damia, est un de ses grands succès).

A la fin de sa vie, il verse dans l'antisémitisme ambiant et signe des chansons inexcusables. A sa mort, enfermé à l'asile et détruit par l'absinthe, Jouy est considéré comme «l'un des plus galbeux chansonniers de ces vingt dernières années», dixit **Le Père Peinard**. Ses chansons féroces seront reprises par le groupe de La Muse rouge, puis par des artistes d'aujourd'hui attachés à la mémoire sociale (Michèle Bernard, Marc Ogeret, ...). Leila

À LIRE

Jules Jouy (1855-1897), Le «Poète chourineur»
Patrick Biau, autoédition (1997).

À ÉCOUTER

31 chansons, blagues et monologues de Jules Jouy, chantés par J.-L. Debattice, A. Papin, S. Utgé-Royo, Ch. Bonzom, ... Double CD. Label de Cadisc-Édito Hudin.

L'ADOLESCENCE À L'ÉCRAN

LA FIGURE DE L'ADOLESCENT-E, a souvent été traitée de façon politiquement correcte ou «potache». Pourtant, depuis les années 1980, des cinéastes prennent le contre-pied de cette image et en apportent une vision plus nuancée, décalée, voire brutale. L'adolescence n'est plus synonyme d'innocence mais le reflet d'une société pervertie. On nous peint le tableau d'une génération perdue pour qui la consommation est une affirmation de soi. Les héros et héroïnes sont des anti-héros/héroïnes, des jeunes perturbé-e-s, mal dans leur peau, en proie à des changements et questionnements multiples. Devant se positionner face à un avenir incertain, ils et elles sont la cible d'une société aliénante. Ces jeunes se retrouvent face à eux et elles-mêmes, à la souffrance et aux contradictions du passage à l'âge adulte. Ils et elles sont pris-e-s entre leur besoin de reconnaissance et leur esprit de révolte. Aujourd'hui, des cinéastes se permettent une liberté de ton qui offre une vision sans concession de l'adolescence et de ses tourments.
Colyne

FUCKING ÅMÅL

Film suédois de **Lukas Moodysson**
1999, 89 min

Pour les adolescent-e-s, la vie à Åmål, banale petite ville suédoise, n'est que solitude et ennui. C'est pourtant dans cet environnement que va naître un amour entre Elin, très populaire au lycée, et Agnès, marginalisée et mal dans sa peau. Leurs quêtes d'identité respectives vont les amener à se lier. Elles trouveront alors ensemble une raison d'être et d'exister, une raison d'aimer... Pas de voyeurisme malsain mais une chronique juste et sincère des tourments et des difficultés d'être soi sous le poids du regard social.

NÓI ALBINÓI

Film islandais de **Dagur Kari**
2002, 93 min

Dans une petite ville islandaise enneigée, Nói, adolescent étrange, alimente son ennui au rythme de ses errances. Spectateur de la folie d'un monde replié sur lui-même, il semble lui aussi en adéquation avec ce paysage figé et rude. Sa solitude fait écho à l'isolement géographique. La rencontre d'Iris remplit le néant de son existence. Ils rêvent ensemble d'un ailleurs fantasmé mais, ils seront rattrapé-e-s par une réalité implacable et brutale et cette fuite imaginaire ne sera qu'un échec de plus.

PARANOID PARK

Film américain de **Gus Van Sant**
2007, 90 min

La caméra de Gus Van Sant filme ici avec pudeur et sans parti pris l'introspection d'Alex qui, suite au meurtre qu'il a commis, se retrouve seul face à ses doutes et à ses angoisses. À travers ce personnage, ce sont des questionnements universels, toute la complexité et le mal de vivre d'un adolescent qui sont exposés.

DU POIL SOUS LES ROSES

Film français de **Agnès Obadia** et **Jean-Julien Chervier**
2000, 85 min

Roudoudou, pétillante et naïve jeune fille de quatorze ans, s'intéresse à la sexualité et se pose de nombreuses questions. De leur côté, Romain et Francis fantasment sur la sexualité de leurs mères. Tous trois, dans le décalage entre leur imagination et la réalité, vont trouver des réponses et faire leur apprentissage ensemble, non sans désillusion ou frustration. Un film léger et drôle, qui montre sans tabous les tourments sexuels et sentimentaux des ados, leurs fantasmes et leurs pratiques.

LARRY CLARK

NÉ EN 1943 à Tulsa, dans l'Oklahoma, il est d'abord photographe, puis devient assez tardivement réalisateur. Aussi bien dans ses photographies (dans les livres **Tulsa** et **Teenage Lust**), qui ont inspiré des réalisateurs comme Martin Scorsese ou Gus Van Sant, que dans ses films, Larry Clark scrute et expose la réalité crue d'une jeunesse qui va mal. Son regard se porte sur des adolescent-e-s désabusé-e-s, désœuvré-e-s, victimes d'une société qui tait sa misère sociale. En 1994, il réalise **Kids**, qui décrit les rapports de la jeunesse aux drogues dures et à la sexualité. **Bully** (2001) est le récit d'un crime barbare commis par un adolescent. Dans **Ken Park** (2002), sexe et violence sont un remède à l'ennui. Dans **Wassup Rockers** (2004), il tourne avec des jeunes skaters mexicains rencontrés dans la rue.

Larry Clark ne cherche ni à choquer ni à faire de la prévention, mais vise à démonter les rouages d'une société qui use et abîme sa jeunesse. Ses films dérangent et ont subi la censure car ils ne jugent pas et laissent les spectateurs-trices prendre leurs responsabilités et se forger leur propre opinion.

Reroart I 2008

PCF I 1981

Solidarnosc I 1986

LCR Rennes I 2008

Les Verts I 1999

Mordicus I 1991

Origine inconnue I 1971

FA I 2006